

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Agencia "Europe" di Bruxelles del 19-2-75

LA COMMISSION EUROPEENNE REpond A DES QUESTIONS PARLEMENTAIRES
SUR DES THEMES "SOCIAUX" : RENTREE EN ITALIE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS,
CONDITIONS DE SECURITE DANS LES MINES DE CHARBON, CHOMAGE DES JEUNES

STRASBOURG (EU), mardi 18 février 1975 - Après l'exposé de M. Hillery sur la situation sociale dans la Communauté, la Commission a répondu à une série de questions portant sur les problèmes sociaux (pour le texte des questions, voir EUROPE du 15 février) :

- Question de MM. Pisoni, Girardin, Ligios, Vernaschi et Bosati sur le retour en Italie des travailleurs migrants. M. Pisoni, chiffres à l'appui, a illustré la situation inquiétante des travailleurs étrangers (et en majorité italiens) qui ont dû quitter le pays d'accueil et rentrer chez eux. Ces chômeurs ne bénéficient pas d'allocations de chômage, ni d'autres prestations sociales. En outre, ils aggravent la situation de l'emploi dans leur propre pays. Face à cette situation l'idée de créer une "caisse de chômage" au niveau communautaire a été repoussée, et le Fonds social semble peu apte à trouver des solutions. Que faire alors ? ont demandé les parlementaires italiens à qui s'est ajouté l'irlandais Yeats en rappelant que ce problème ne concerne pas seulement les italiens mais les travailleurs des régions moins développées de toute la Communauté ainsi que les travailleurs des pays tiers. M. Jahn a tenu à préciser que, en Allemagne, chaque chômeur reçoit, qu'il soit allemand ou étranger, une indemnité d'un an, et que son pays ne tâche pas d'éloigner les travailleurs étrangers lorsque son économie connaît une phase de récession. M. Behrendt a indiqué que la tendance s'est inversée et que le taux de travailleurs nationaux en chômage est actuellement supérieur à celui des travailleurs étrangers.

Au nom de la Commission, M. Hillery a indiqué que cette question a été examinée hier au sein du Comité permanent de l'emploi, et qu'elle le sera encore le 19 février, par le "Comité de la libre circulation des travailleurs". La Commission surveille de près l'application du règlement sur la non-discrimination dans le traitement des travailleurs migrants : toutefois les systèmes de sécurité sociale dans la CEE ne sont pas assez coordonnés pour aller aussi loin que certains parlementaires semblent le souhaiter.

- Conditions de sécurité dans les mines de charbon. La nécessité d'une vigilance permanente a été soulignée par M. Cointat (DEP) qui demande une véritable sécurité préventive : c'est un impératif au moment où se pose le problème de la relance de la production charbonnière. Pour M. Durieux (libéral) la sécurité dans les mines doit être comparable à celle dans les centrales nucléaires, et doit être assurée non pas par des recommandations mais par des directives. M. Lemoine, communiste, estime aussi que, face à la dégradation des conditions de travail dans les mines, une action communautaire s'impose.

Cependant, le vice-président Hillery a expliqué que les autorités minières des Etats membres sont largement responsables dans ce domaine : malgré l'adoption de mesures d'harmonisation dans certains secteurs spécifiques, la Commission ne considère pas qu'une réglementation communautaire doive être introduite.

- Chômage des jeunes. C'est un problème qui tient très à coeur de nombreux membres du Parlement, à commencer par M. Adams (socialiste) qui a présenté la question. M. Haerzschel (groupe CD) insiste sur la nécessité de fournir à chaque jeune des chances égales face au travail, et il demande des propositions concrètes à la Commission, comme M. Hougardy, au nom des libéraux, qui s'interroge sur la qualité de l'orientation professionnelle des jeunes. Lady Elles, au nom des conservateurs, pose de nombreuses questions : combien de jeunes sont-ils en mesure de travailler en sortant de l'école ? Quel est le chômage des jeunes par région ?

M. Terrenoire (groupe DEP) souligne la situation particulièrement difficile des bacheliers, surtout en Allemagne, pour lesquels l'armée devient une sorte de planche de salut, M. Terrenoire suggère l'institution d'un contrat "emploi-formation" pour les jeunes, leur assurant à la fois un travail et une préparation ultérieure. Pour les communistes, Mme Goutman rappelle que 30 à 35% des chômeurs dans la CEE sont des jeunes en dessous de 25 ans, dont une partie ne bénéficie pas d'allocations de chômage, étant à la recherche du premier emploi. A son avis, la véritable solution se trouve dans l'adoption d'une politique



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

économique véritablement novatrice au niveau communautaire. M. Hillery n'a pas été en mesure de donner de grandes assurances aux différents orateurs, se limitant dans l'ensemble à partager leur inquiétude et à l'illustrer par des statistiques. Celles-ci montrent notamment que le pays où le chômage des jeunes a atteint le point le plus grave est l'Italie et que, malgré des variations selon les pays, les jeunes femmes sont plus durement frappées que les jeunes hommes, et les jeunes étrangers plus que les jeunes nationaux.

La Commission a songé de venir en aide aux jeunes travailleurs par le biais du Fonds social mais ses ressources étant limitées, les résultats seraient forcément insignifiants. Elle examine par contre ce qu'il serait possible de faire en cas de pénurie de centres de formation.

mo

EUROPE (LU), mardi 18 février 1975 - M. Hillery a présenté devant le Parlement européen un schéma de la situation sociale dans la Communauté en 1974 : le "rapport social" soumis à la Commission parlementaire européenne début mars.

Les conditions sociales de la crise économique ont bien été soulignées par M. Hillery. En fin de 1974, le taux de chômage dépassait 3% dans tous les pays, sauf le Royaume-Uni et le Danemark. Le chômage était de 5,5% au Danemark, 6% en Italie et 6% en Irlande. Certains secteurs ont été particulièrement touchés, notamment le textile et le bâtiment ont enregistré les niveaux de chômage les plus élevés. Les statistiques professionnelles les plus durables indiquent la main d'œuvre non qualifiée, les jeunes, les migrants étrangers. Cependant, il y a une pénurie de main d'œuvre dans d'autres branches.

Face à cette situation, les gouvernements ont essayé de réagir, à travers les politiques monétaires, fiscales et des mesures sociales, protection contre les licenciements, pénalités de revenus, etc. Mais, si ces progrès ont été réalisés également dans d'autres domaines de la politique sociale, M. Hillery pense qu'il ne faut pas se limiter à un réexamen des mesures réglementaires prévues dans le "programme social" défini en 1974.

M. Hillery rappelle les propositions adoptées en 1974 par le Conseil dans le domaine social : le Fonds social pour les travailleurs migrants et les handicapés, pour une adaptation aux besoins, création d'un comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé au travail, soutien des enfants handicapés et handicapés, rapprochement des institutions sur les handicapés, création d'un ordre européen pour le développement et la formation professionnelle et la qualification de la main-d'œuvre européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, soit maintenant se pencher sur le maintien des droits fondamentaux des travailleurs en cas de licenciement et sur le principe de la semaine de 40 heures et des quatre semaines de congé annuel.

Malgré la réalisation du programme d'action sociale ne vient que de commencer. Pour 1975, la Commission prépare de nouvelles propositions qui concernent : le programme d'action en faveur des handicapés, adopté en décembre 1974, visant à éliminer toute discrimination dans la Communauté en matière de la recherche du "plein et meilleur emploi" - l'action en faveur de la jeunesse (1974-1975). Dans le cadre du deuxième objectif du programme, soit "l'amélioration des conditions de vie et de travail", la Commission fera des propositions sur : les conditions sanitaires au travail, la sécurité, l'hygiène, la protection de la santé au travail, un premier programme pour la sécurité et l'hygiène au travail et les programmes de projets et études pilotes pour la lutte contre le harcèlement "moral" au travail.

La plus grande solidarité communautaire sera rendue possible par le fait qu'un accord sera conclu sur une politique globale, telle que la recherche d'un programme de la Commission. M. Hillery rappelle l'importance de la coopération tripartite et les perspectives d'une politique sociale européenne, qui vise à améliorer la qualité de la vie au travail (voir EUROPE d'aujourd'hui, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796, 3797, 3798, 3799, 3800, 3801, 3802, 3803, 3804, 3805, 3806, 3807, 3808, 3809, 3810, 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3817, 3818, 3819



Ministero degli Affari Esteri

TV

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale *Agencia "Europe" di Bruxelles* del *19-2-75*

L'EXPOSE DE M. HILLERY SUR LA SITUATION SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE EN 1974 : REALISATIONS ET PROJETS

STRASBOURG (EU), mardi 18 février 1975 - M. Hillery a brossé ce matin devant le Parlement Européen un tableau schématisé de la situation sociale dans la Communauté en 1974 : le "rapport social" soumis à la commission parlementaire compétente début mars.

Les conséquences sociales de la crise économique sont bien connues par tous. M. Hillery précise que, à la fin de 1974, le taux de chômage dépassait 3% dans tous les pays, sauf le Royaume-Uni et le Luxembourg, et dépassait 5% au Danemark, en Italie et en Irlande. Certaines branches d'activité, notamment l'automobile, le textile et le bâtiment ont enregistré les niveaux de chômage les plus élevés. Les catégories socio-professionnelles les plus durement frappées sont la main d'oeuvre non qualifiées, les jeunes, les migrants et les femmes. Cependant, il subsiste une pénurie de main d'oeuvre dans d'autres branches.

Face à cette situation, les gouvernements ont essayé de réagir, à travers les politiques monétaires budgétaires et des mesures sociales : protection contre les licenciements, garantie de revenus, etc. Cependant, si des progrès ont été réalisés également dans d'autres domaines de la politique sociale, M. Hillery demande s'il ne faut pas procéder à un réexamen des mesures prioritaires prévues dans le "programme d'action sociale" défini en 1974.

M. Hillery rappelle les propositions adoptées en 1974 par le Conseil dans le domaine social : concours du fonds social pour les travailleurs migrants et les handicapés, programme d'adaptation pour les handicapés, création du comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur les lieux de travail, égalité des salaires masculins et féminins, rapprochement des législations sur les licenciements collectifs, création d'un centre européen pour le développement et la formation professionnelle à Berlin Ouest, création de la fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Le Conseil doit maintenant se prononcer sur le maintien des droits et avantages des travailleurs en cas de licenciements ou de concentrations et sur le principe de la semaine de 40 heures et des quatre semaines de congés payés annuels.

Mais la réalisation du programme d'action sociale ne vient que de commencer. Pour 1975, la Commission prépare de nouvelles propositions, qui concernent : le programme d'action en faveur des travailleurs migrants, adopté en décembre 1974, visant à éliminer toute discrimination dans ce domaine et s'insérant dans le cadre de la recherche du "plein et meilleur emploi", - l'action en faveur de la femme (voir EUROPE du 12 février). Dans le cadre du deuxième objectif du programme, soit "l'amélioration des conditions de vie de travail", la Commission fera des propositions sur : les consultations appropriées sur les politiques de protection sociale entre Etats membres, un premier programme pour la sécurité et l'hygiène sur les lieux de travail, un programme de projets et études pilotes pour la lutte contre la pauvreté, l'"humanisation" du travail.

Une plus grande solidarité communautaire sera rendue possible par la mise en oeuvre d'une politique sociale globale telle que la recherche le programme de la Commission. M. Hillery rappelle l'organisation d'une conférence tripartite sur les perspectives d'une politique sociale européenne, aboutissant à la décision de réactiver le Comité permanent de l'emploi (voir EUROPE d'hier) et d'organiser des rencontres entre partenaires sociaux par secteur. La conclusion de M. Hillery est que la politique sociale doit avoir un rôle dynamique et par conséquent doit être suffisamment souple pour s'adapter à des problèmes sociaux qui évoluent avec les demandes et les aspirations changeantes des individus et des sociétés. C'est pour cela que la Commission étudie déjà comment son programme d'action sociale devra évoluer en 1976.

mo



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Affaire "Europe" di Bruxelles del 19-2-75

"EUROPE" Mercredi 19 février 1975

- 9 -

No 1691 (Nouvelle série)

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE: UNE CONFERENCE ECONOMIQUE REUNISSANT MINISTRES DES FINANCES ET MINISTRES DU TRAVAIL EST ENVISAGEE, VERS DE NOUVELLES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION SUR LE FONDS SOCIAL.

BRUXELLES (EU), mardi 18 février 1975 - Un des principaux résultats de la session du "Comité Permanent de l'emploi" qui s'est achevée lundi soir aura probablement été l'accord de principe intervenu pour la convocation d'une conférence économique réunissant ensemble les ministres de l'emploi des "Neuf" et les ministres des finances. Cette idée n'était pas tout à fait nouvelle puisqu'elle avait été lancée en décembre par les syndicats. Mais elle a été reprise hier à Bruxelles en particulier par le ministre italien, M. Toros. Les ministres des finances qui siégeaient de leur côté ont donc donné leur accord de principe. Ce qui n'est pas encore tout à fait clair c'est la question de savoir si les partenaires sociaux seront admis dans cette conférence, comme il le souhaitent, ce qui est peu probable dans une première phase. Aucune date n'a encore été fixée, mais cette décision de principe montre à quel point la lutte contre le chômage devient maintenant un thème prioritaire.

Ce spectre du chômage, qui atteint selon les derniers chiffres de la Commission 3,7 millions de personnes à part entière et beaucoup plus partiellement, a largement dominé cette sixième session du "Comité permanent de l'emploi". C'était la première fois depuis deux ans que cet organe de concertation au niveau européen se réunissait et il est certain que la machine n'est pas encore bien rodée. Dans ce sens, il a d'ailleurs été décidé de constituer un Bureau, chargé de mieux préparer les réunions futures pour éviter qu'elle ne se transforment en juxtaposition d'interventions décousues. Comme le déclarait dans une conférence de presse à l'issue des travaux le ministre du travail irlandais, M. O'Leary le chômage actuel représente le défi probablement le plus important auquel les "Neuf" sont confrontés. C'est sur sa capacité de répondre à ce défi que la Communauté sera jugée par l'opinion publique, bien davantage que sur d'autres dossiers.

Mise à part l'analyse de caractère général qui a été faite sur les mesures prises par les Etats membres et qui a débouché sur la nécessité d'une information plus systématique entre les "Neuf", c'est surtout sur les mesures à prendre au niveau communautaire que les partenaires sociaux, les ministres du travail et la Commission ont concentré leur attention. La Commission avait soumis (EUROPE de la veille) un document de travail permettant de sonder les uns et les autres sur une intervention accrue du Fonds social. Elle présentera très prochainement une proposition visant à lancer une "action commune spécifique" pour la lutte contre le chômage au titre de l'article 4 de ce fonds.

La Commission s'inspire d'abord du communiqué du dernier Sommet de Paris qui souligne la nécessité d'une action rigoureuse et coordonnée au niveau communautaire dans le domaine de l'emploi. Mais les difficultés à surmonter pour identifier au niveau européen les secteurs, les régions et les catégories de personnes qui ressentent le plus durement les conséquences de la crise et pour évaluer l'importance et l'urgence des adaptations nécessaires sont considérables. Une certaine sélectivité est inévitable compte tenu des limites financières de cet instrument (355 millions d'unités de compte). De tous les critères envisagés par la Commission, deux semblent avoir recueilli un consensus de l'ensemble des délégations: le taux de chômage et le taux d'accroissement du chômage dans les Etats membres comme priorité. Parmi les catégories de travailleurs qui devraient en premier lieu bénéficier de cette action figurent les jeunes à la recherche d'un emploi.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

En réalité le véritable problème est le suivant: le Fonds social des "Neuf" a été mis en place et conçu dans une période de haute conjoncture économique soit pour résorber des poches de chômage structurel dans certaines régions, soit pour faciliter certaines mutations sectorielles à la suite de l'action communautaire (agriculture, textile etc...). Ce Fonds est-il capable de répondre actuellement à la nécessité d'un redéploiement général des activités? Certains en doutent et l'Irlande a suggéré dans ce sens l'établissement d'un fonds temporaire de l'emploi à un niveau européen qui aurait un caractère exceptionnel et qui permettrait de mieux coordonner les ressources financières nationales ou communautaires (Fonds social, régional, agricole).

Il reste maintenant à attendre la proposition que fera la Commission. Aucun chiffre n'a été cité, mais plusieurs délégations ont souhaité une nette augmentation des crédits en s'inspirant de ce qui avait été envisagé vers la fin de l'année dernière: 200 millions supplémentaires.

La Commission va organiser un certain nombre de rencontres paritaires

Dans ce contexte des difficultés sectorielles auxquelles les économies des Etats membres sont confrontées, un autre résultat important ressort de cette réunion du Comité permanent de l'emploi: l'organisation d'une série de rencontres paritaires au niveau européen pour les secteurs les plus exposés à la crise: bâtiment, automobile, produits chimiques, textile et également à la suite des interventions du ministre belge du travail, M. Califice, le secteur du verre. La Commission va présenter prochainement des propositions pour organiser ces comités mixtes employeurs/syndicats. Elle en prendra le patronage. Les syndicats avaient lancé cette idée, les représentants des employeurs n'ont pas fait d'objections.

Travailleurs migrants: attente de propositions concrètes

En ce qui concerne les travailleurs migrants, l'échange de vue au sein du Comité Permanent de l'emploi a été assez bref. Le Comité Permanent de l'emploi attend maintenant des propositions concrètes de la Commission sur les différents éléments contenus dans son programme du 18 décembre dernier (égalité de traitement immigration clandestine, coordination des politiques nationales etc...). Le Comité a donc essentiellement pris acte des intentions de la Commission exposées par M. Hillery à savoir une concertation avec les Etats membres en vue d'examiner l'offre et la demande d'emploi pour le deuxième semestre, le taux de chômage des migrants, la délivrance des permis de travail et l'immigration clandestine.

ab



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Agenzie Ansa

di

Roma

del

19 - 2 -

ESTER

ITALIANI INCRIMINATI IN FRANCIA PER TRAFFICO STUPEFACENTI

(ANSA AFP) - MARSIGLIA, 19 FEB - TRE ITALIANI SONO STATI RINVIATI A GIUDIZIO DA UN TRIBUNALE DI MARSIGLIA SOTTO L'ACCUSA DI TRAFFICO DI STUPEFACENTI. IL 15 FEBBRAIO SCORSO UN CONTROLLO COMPIUTO DAI SERVIZI DI DOGANA ALL'ARRIVO DEL TRAGHETTO "MASSALIA" PROVENIENTE DAL MAROCCO AVEVA PORTATO ALLA SCOPERTA DI 27 CHILOGRAMMI DI HASCISC NASCOSTI A BORDO DI UN'AUTO "DYANE". IL PROPRIETARIO DELLA VETTURA, ALBERTO TRINCHERO, DI 27 ANNI, ABITANTE A TORINO, IMMEDIATAMENTE ARRESTATO DICHIARÒ CHE ERA LA PRIMA VOLTA CHE PRATICAVA TRAFFICO DI STUPEFACENTI, SPINTO A CIO' DA NECESSITA' ECONOMICHE, E CHE I DUE ORGANIZZATORI DEL TRAFFICO DOVEVANO RAGGIUNGERLO IN UN ALBERGO DI AIX-EN-PROVENCE. LA POLIZIA NON MANCÒ ALL'APPUNTAMENTO ED HA ARRESTATO VINCENZO GIGANTE, 27 ANNI, E FRANCESCO SANNIA, 31 ANNI, ENTRAMBI DI TORINO.

H 1324/GP/CC

NNNN



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Fiorino

di

Roma

del

19-1

LEONE HA RICEVUTO GLI EDITORI E I DIRETTORI DELLA STAMPA ITALIANA ALL'ESTERO

Il Presidente della Repubblica ha ricevuto al Quirinale gli editori e i direttori della stampa italiana all'estero, con il presidente della Federazione mondiale della stampa italiana all'estero, avv. Umberto Ortolani. All'udienza è intervenuto anche il sottosegretario agli Esteri on. Luigi Graneli. Dopo un breve discorso dell'avv. Ortolani, il Capo

dello Stato ha posto in rilievo il contributo che la stampa italiana all'estero offre alle numerosissime comunità di emigrati e ha rivolto il suo saluto ai connazionali che vivono e lavorano in tutti i paesi del mondo.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

19-2-

Prosegue il congresso della stampa italiana all'estero

Necessaria una informazione democratica per gli emigrati

La necessità di una informazione democratica rivolta ai milioni di lavoratori italiani emigrati è emersa anche al congresso della Federazione della stampa italiana all'estero, dopo una seduta inaugurale piena di frasi retoriche. La contraddizione fra la gestione clientelare di questa associazione di cui è presidente onorario il socialdemocratico on. Lupis e i problemi reali dei quali si sono fatti portatori delegati di diverso orientamento è apparsa evidente nel corso dei lavori del congresso. Ne è testimonianza l'attacco che è stato portato in modo particolare agli «europesi» che hanno cercato di riflettere, anche attraverso la stampa, i problemi gravi dell'emigrazione, di dare un quadro non distorto della situazione del nostro Paese. Ciò ovviamente cozza con gli interessi di parte di chi invece vuol conti-

nuare a sostenere periodici che pubblicano annunci matrimoniali o bollettini pubblicitari spacciandoli come «cultura italiana» all'estero.

Anche da questo congresso balza fuori quindi l'urgente necessità di una diversa politica del governo nei confronti dell'emigrazione italiana e delle sue organizzazioni di massa che si battono per la democratizzazione delle rappresentanze consolari e dei loro comitati consultivi, per l'inserimento a parità di diritti nelle organizzazioni sindacali e sociali dei paesi di immigrazione, per la riorganizzazione degli istituti di cultura. Il ruolo di una stampa democratica che rifletta la pluralità delle esperienze e dei movimenti che si battono per la soluzione dei gravi problemi di vita e di lavoro di milioni di emigranti diventa quindi di grande importanza.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Secolo d'Italia

di

Roma

del

19-11

CONGRESSO DELLA STAMPA ITALIANA ALL'ESTERO

Scomparse tredici testate

I delegati sono stati ricevuti dal Capo dello Stato

In questi giorni si svolge a Roma il secondo Congresso della Stampa Italiana all'Estero.

Nella sede del CNEL, dove si svolgeranno per tutta la settimana i lavori della «Federazione Mondiale della Stampa Italiana all'Estero» (FMSIE) sono convenuti da ogni parte del mondo circa una sessantina di direttori di giornali italiani ed editori, nonché rappresentanti di reti radio-televisive che trasmettono programmi in lingua italiana nei paesi di emigrazione.

La FMSIE fu fondata circa quattro anni fa su iniziativa soprattutto dei giornali italiani dell'America Latina affinché si costituisse anzitutto una federazione che coordinasse e incrementasse la nostra stampa d'oltre confine.

A circa quattro anni da quella data si è dovuto tuttavia constatare già dalle prime battute di questo congresso che la già critica situazione dei giornali italiani all'estero è andata peggiorandosi, se si considera che tredici testate hanno sospeso nel giro di questi pochi anni la pubblicazione.

Il presidente uscente della FMSIE

avv. Umberto Ortolani ha appunto sottolineato questa triste realtà denunciando le responsabilità del governo che mai ha reagito in alcun modo alle numerose richieste della Federazione, non rispondendo alle ben ventotto lettere che nel frattempo sono state inviate alla Presidenza del Consiglio.

Dei tredici miliardi di lire stanziati dal Governo per la stampa in Italia, poco o niente viene messo a disposizione della nostra stampa all'estero che per numerosi motivi ne risente una pressante necessità.

A ciò si aggiunge l'assoluta disuguaglianza di trattamento in materia previdenziale tra i giornalisti italiani in Patria e quelli all'estero. Francesco Boneschi che rappresentava l'Ordine dei Giornalisti ha sottolineato nel suo applauditissimo intervento appunto questa vergognosa lacuna, impegnandosi solennemente di intervenire presso gli organi competenti perché questa venga colmata.

Frattanto i lavori del Congresso sono stati divisi in tre commissioni distinte. Questo servirà a gettare le basi di un lavoro più vasto e capillare per il prossimo futuro che non mancherà di dare molto presto ottimi risultati purché non venga a mancare ancora una volta il sostegno finanziario da parte del Governo.

I delegati del Congresso sono stati ricevuti al Quirinale dal Capo dello Stato.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Momento Sera

di

Roma

del

18/1

Scarsi aiuti alla stampa per gli italiani all'estero

«E' necessario che la stampa italiana all'estero sia espressione della comunità italiana e contribuisca a far sì che gli italiani prendano sempre più coscienza di una cittadinanza inconfondibile. La stampa, inoltre, deve servire in Italia a formare una coscienza degli italiani all'estero».

Con queste parole il ministro Pedini ha aperto ieri a Roma, a nome del governo, i lavori del secondo congresso mondiale della stampa italiana all'estero. Al congresso in corso a «Villa Lubin» partecipano 50 delegati in rappresentanza dei 119 quotidiani e periodici di lingua italiana editi nel mondo e delle stazioni radio e televisive che trasmettono programmi in lingua italiana.

«Il governo — ha detto ancora Pedini — guarda con particolare attenzione ai problemi del settore e pur nel pieno assoluto e geloso rispetto della sua libertà è pronto ed attento ai suoi problemi di vita, di sviluppo, di efficienza ed è disponibile ad ogni legittimo appoggio».

Alla cerimonia di apertura del congresso, posto sotto il patrocinio del Presidente della Repubblica, hanno partecipato il sottosegretario alla presidenza del Consiglio Angelo Saliz- zoni, il vice presidente del

Consiglio nazionale dell'Ordine dei giornalisti Francesco Boneschi, il presidente della Federazione mondiale stampa italiana all'estero, Umberto Ortolani, e il presidente onorario, on. Lupis. Questi ha detto che «le forze politiche italiane rivelano una scarsa sensibilità nei riguardi della stampa italiana all'estero risvegliandosi solo alla vigilia delle elezioni, senza preoccuparsi dei problemi umani, culturali e sociali del "trapian- to" di tanti milioni di ita- liani».

Per il presidente della Federazione mondiale, Umberto Ortolani, i contributi dello Stato per l'informazione italiana d'oltre confine sono insignificanti: «Mentre vengono erogati cento milioni annui per tutta l'Associazione della stampa estera circa 140 milioni sono assegnati ad una sola rivista edita in Italia per gli italiani all'estero».

I giornali italiani all'estero presentano un complesso di oltre 100 milioni di copie di tiratura mentre nel mondo hanno luogo annualmente oltre 150 mila ore di trasmissione in lingua italiana.

I lavori del congresso proseguiranno fino a venerdì.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

19-2-

IL LIVELLO PIU' ALTO DALLA NASCITA DELLA COMUNITA'

Quattro milioni di disoccupati nei nove paesi della Cee

di FRANCO NARDI

Spazio, di fatto, è tutto ciò che resta per i disoccupati della Comunità Europea. I dati pubblicati dalla Commissione europea, in un rapporto che sarà presentato a Bruxelles il 21 febbraio, mostrano che nei nove paesi della Cee, da Germania a Grecia, ci sono quattro milioni di disoccupati. Il numero è in costante crescita, e la Commissione europea ha lanciato un appello per trovare soluzioni. Il rapporto, che sarà presentato a Bruxelles il 21 febbraio, mostra che nei nove paesi della Cee, da Germania a Grecia, ci sono quattro milioni di disoccupati. Il numero è in costante crescita, e la Commissione europea ha lanciato un appello per trovare soluzioni.

Conferenza stampa del PCI sull'emigrazione

Venerdì 21 febbraio alle ore 11, presso la sede del gruppo comunista della Camera, via della Missione 1, terzo piano, si terrà una conferenza stampa sul tema: «Le iniziative dei parlamentari comunisti sui problemi dell'emigrazione». Presiederà l'on. Alessandro Natta, presidente del gruppo.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Messaggero

di

Roma

del

19-II-75

IL LIVELLO PIU' ALTO DALLA NASCITA DELLA COMUNITA'

Quattro milioni di disoccupati nei nove Paesi della Cee

di FRANCO IVALDO

Bruxelles, 18 febbraio

Alla fine del 1974, nei nove paesi della Comunità Europea vi erano tre milioni e settecentomila disoccupati. Attualmente il loro numero si aggira sui quattro milioni. Il livello più elevato raggiunto dalla costituzione della Cee ad oggi, superiore del 40 per cento a quello registrato un anno prima. Nella maggior parte degli Stati membri — come indica un rapporto congiunturale pubblicato oggi a Bruxelles dall'esecutivo del Mercato Comune — il rapido deterioramento della situazione dell'impiego ha determinato anche una forte estensione della disoccupazione parziale e riduzioni della durata del lavoro soprattutto nell'industria automobilistica e nel settore delle costruzioni meccaniche. La disoccupazione è in continuo aumento in Danimarca, in Francia, in Irlanda, nei Paesi Bassi, in Inghilterra, in Belgio e in Italia. Nel nostro Paese, gli iscritti nelle liste di collocamento a fine dicembre hanno superato il milione e si è registrato un forte aumento del numero dei lavoratori iscritti alla cassa integrazione guadagni con un incremento complessivo del numero di ore autorizzate dalla cassa stessa di circa trenta milioni, pari al 152 per cento nel 1974 rispetto al 1973. Soltanto in Germania si è un po' rallentata la tendenza al rialzo del numero dei disoccupati.

Questi risultati negativi sono la conseguenza diretta di una continua tendenza alla flessione della produzione industriale che si era delineata nei nove Paesi della Comunità fin dall'estate scorsa ed ha continuato a manifestarsi nei primi mesi del 1975. L'indice destagionalizzato, dopo un aumento dell'1,5 per cento nel secondo trimestre del 1974, era

sceso dell'1 per cento nel trimestre successivo continuando poi a decrescere. Il movimento è stato più pronunciato nella Germania federale ma si è esteso anche ad altri paesi e in particolare alla Danimarca, all'Italia, al Belgio e all'Olanda. La flessione della produzione è stata più sensibile nei tre settori in cui si era manifestata subito la crisi: industria automobilistica, tessile ed edilizia. La produzione di autoveicoli privati nella Cee ha registrato in novembre una flessione del 28 per cento rispetto al livello del novembre 1973. Il rallentamento congiunturale investe però attualmente anche altri settori: la siderurgia, la cui produzione era rimasta in espansione lo scorso anno ma ha fatto registrare in novembre, sempre in rapporto allo stesso mese del 1973, una diminuzione di circa un terzo

dei nuovi ordinativi. In dicembre la produzione siderurgica della Cee ha accusato, in confronto annuo, un calo dell'1,5 per cento.

Il rincaro del costo della vita è stato in dicembre un po' meno rapido che nei mesi precedenti in tutta l'area Cee. Tale andamento è stato probabilmente determinato — secondo il rapporto congiunturale — da un'ascesa più moderata dei prezzi dei manufatti dovuta a sua volta, almeno in parte, alla flessione dei prezzi all'impor-

tazione delle materie prime. L'indebolimento della domanda dei consumi privati inoltre ha esercitato un effetto moderato sul movimento dei prezzi. Le derrate alimentari agricole continuano tuttavia ad essere più care e la spinta dei prezzi è rimasta in generale molto sostenuta.

L'aumento annuo dei prezzi al consumo ha raggiunto, nel mese di dicembre, il 5,9 per cento nella Germania federale, il 10,9 per cento nei Paesi Bassi, l'11,2 per cento in Lus-

semburgo, il 15,1 per cento in Francia, il 15,5 per cento in Danimarca, il 15,7 per cento in Belgio, il 19,1 per cento in Inghilterra, il 20 per cento in Irlanda e il 24,5 per cento in Italia. Il nostro paese continua quindi a detenere nella Comunità Europea il poco invidiabile primato dell'aumento del caro-vita. Il disavanzo della bilancia commerciale della Cee — è l'unico dato positivo del rapporto congiunturale — si è lievemente ridotto negli ultimi mesi. Vi è stata un'ascesa del valore delle esportazioni italiane e l'Italia presenta il tasso di espansione più elevato per quanto riguarda le vendite ai Paesi produttori di petrolio e alle nazioni dell'Est. Anche altri stati della Cee — e in particolare la Francia — hanno però realizzato considerevoli progressi su questi mercati.

Secondo le previsioni degli esperti comunitari il tasso di aumento della produzione industriale nei nove Paesi dovrebbe essere, quest'anno, del 2 per cento (in Italia la crescita sarà però a livello zero) e il tasso di inflazione si aggirerà sul 12,5 per cento.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AVANTI

di

Roma

del

19-II-75

VERSILIA LA CONFERENZA NAZIONALE DELL'EMIGRAZIONE

Le possibilità di intervento della CEE

La Comunità economica europea potrebbe svolgere, con il suo Fondo sociale, un ruolo notevole

In una recente interrogazione fatta di un membro del Parlamento europeo, il deputato francese Cousté, è stato chiesto alla Commissione esecutiva della CEE di «definire gli orientamenti della politica a favore dei lavoratori immigrati nei nove Stati membri, dal momento che l'emigrazione ha cessato di costituire un fenomeno corrispondente a precise necessità per divenire una componente strutturale dell'economia europea».

Questa interrogazione, a nostro avviso, dichiara una inequivocabile verità quando afferma che il fenomeno migratorio è una «componente strutturale dell'economia europea». Seppure il tratto istitutivo della CEE non preveda una specifica politica dell'emigrazione, il principio dell'economia di mercato ispirante l'intero Trattato di Roma fornisce un'indicazione sufficiente per definire la concretezza dell'elemento «mano d'opera migrante» quale componente essenziale del sistema economico capitalistico.

E' indubbio che la libera circolazione delle persone ha determinato un afflusso di mano d'opera sul mercato che presenta le migliori prospettive di lavoro quando, poi, le possibilità di impiego siano localizzate in regioni geografiche ben delimitate, l'essenzialità di certi flussi migratori non può essere trascurata perché inerte direttamente alla struttura produttiva dei Paesi di immigrazione. Non diciamo nulla di nuovo affermando che i lavoratori migranti, così come vengono utilizzati oggi, sono uno dei

fattori che ha consentito l'incremento dei tassi di sviluppo nei Paesi della CEE, grazie al basso costo e ai margini di elasticità in termini quantitativi. Aggiungiamo pure che le scarse possibilità per la mano d'opera immigrata di organizzarsi sul piano sindacale hanno consentito alla classe imprenditoriale notevoli economie di investimenti nelle infrastrutture sociali.

Tuttavia, mentre al capitale e alle materie prime si riserva sempre la massima attenzione, alla mano d'opera proprio perché l'economia europea dispone di ricchi mercati di approvvigionamento, sono assegnate le disponibilità che avanzano dopo la soluzione dei problemi relativi agli altri due fattori di produzione. Di conseguenza, la mano d'opera immigrata, a causa della precaria situazione contrattuale, è il punto più debole del rapporto di lavoro considerato nella sua più ampia complessità ed il punto di frizione più sensibile in tempi di congiuntura. Il periodo di inflazione che stiamo attraversando impone all'emigrato sacrifici più di quelli che deve sopportare un lavoratore del posto perché il primo subisce la doppia serie di effetti scaturiti dalla società in cui svolge la sua attività e da quella di origine.

Poiché non è nostro compito studiare il fenomeno congiunturale, ci limitiamo a constatare la sua esistenza, la sua gravità e la sua imprevedibile durata per suggerire quali sono gli attuali mezzi comu-

nitari dei quali si può disporre per effettuare interventi a lunga scadenza.

La Comunità Economica Europea dispone concretamente di due strumenti attraverso i quali dovrebbe tentare di fronteggiare gli squilibri settoriali: il Fondo Sociale e gli stanziamenti per la politica regionale.

Il Fondo Sociale Europeo, e le cifre lo dimostrano, può intervenire solo su alcune situazioni tra le più gravi. Con un bilancio di 223 milioni di unità di conto nel 1973, ha preso impegni per 157,96 milioni; di questo ammontare 43,69 milioni sono stati assegnati all'Italia. Gli interventi del Fondo Sociale, tuttavia, trovano un limite nel fatto che tentano di mettere riparo a situazioni già consolidate. La terapia attuata vale principalmente a guarire le fasi acute del disagio ma non può avere effetti quanto alla prevenzione dei fatti patologici che toccano il settore del lavoro.

La destinazione da assegnare agli stanziamenti del Fondo sociale dev'essere ispirata dalla necessità di completare gli interventi della cassa-integrazione nazionale e, soprattutto, di proseguire tali interventi in favore dei lavoratori che rifiutano nei luoghi d'origine a scadenza dei termini stabiliti dalle leggi dei singoli Paesi.

Per conseguire tali obiettivi, riteniamo necessaria l'adozione, da parte delle istanze comunitarie, di una proposta aggiuntiva che stabilisca un intervento parallelo a quello della Cassa-integrazio-

ne volto a pagare, per almeno sei mesi, un'indennità differenziale (differenza tra indennità di disoccupazione e cassa-integrazione). Questo tipo di intervento va realizzato, non soltanto nei Paesi membri più direttamente coinvolti nel meccanismo del Fondo (Italia, Inghilterra, Irlanda) ma anche in quelli che ospitano mano d'opera immigrata, a condizione che lo stanziamento assegnato sia attribuito a quest'ultima.

In conclusione, ancora una volta la CEE, pur disponendo di un mezzo concreto per intervenire, seppure settorialmente, sugli aspetti più immediati dell'attuale congiuntura, dimostra una mancanza di idee tanto più grave quanto più urgente è la necessità di operare nel settore dell'emigrazione.

Alla mancanza di idee si aggiunge la serie di limiti istituzionali, quale quello della formazione professionale, che debbono essere superati con una strategia legata agli sviluppi della economia temporanea. A tale fine sembra essenziale che le disponibilità del Fondo siano destinate alla diretta integrazione dei redditi dei lavoratori colpiti dalla crisi eliminando con una totale ridefinizione del Fondo e dei suoi compiti, l'inefficienza di questo unico strumento comunitario; soltanto così esso potrà dare una risposta alle esigenze dei lavoratori, esigenze rese acute ed urgenti dalla mancanza di una politica economica comunitaria in funzione di un nuovo modello di sviluppo.

A. L. GLINNI



IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *La Stampa* di *Torino* del *19 II*

Discorso programmatico a Strasburgo

Ortoli: la Cee conferma l'autonomia politica

(Dal nostro corrispondente)
Bruxelles, 18 febbraio.

Il presidente François-Xavier Ortoli ha riaffermato gli obiettivi politici della Commissione europea nel suo «discorso programmatico» al Parlamento di Strasburgo. Dall'intervento di Ortoli, particolarmente franco in questa occasione, risulta inoltre una spaccatura tra il pensiero della Commissione per la realizzazione delle tappe dell'unità europea e il più cauto e pragmatico atteggiamento dei governi dei maggiori Paesi della Cee. Il presidente Ortoli ha dichiarato che i consigli europei a livello dei capi di governo comportano occasioni favorevoli ma anche pericoli, e per evitarli «bisogna che la Commissione eserciti pienamente la propria ritrovata vocazione di istituzione politica. Questo atteggiamento profondamente politico, questa ambizione di dare un altro ritmo, un'altra ampiezza alla realizzazione dell'Europa ispirano il programma che sto per presentarvi».

Ortoli ha dichiarato che «la padronanza del nostro futuro ci sfugge poiché si moltiplica-

no i centri di decisione economici, finanziari e politici situati al di fuori dei nostri Stati membri e della nostra Comunità». Attualmente, l'elemento centrale di questa situazione è il problema dell'energia, secondo Ortoli, e perciò è necessario sostenere queste azioni: fissazione di obiettivi comuni, globali e per fonte di energia, sviluppo delle risorse proprie. Riferendosi ai rapporti con gli Stati Uniti sui maggiori problemi, Ortoli ha detto: «L'amicizia, l'alleanza, il riconoscimento dei grandi interessi comuni non impediscono di vedere la realtà: quella di una potenza propria degli Stati Uniti che conferisce loro un peso particolare nelle relazioni con noi, quella di una volontà di risolvere i problemi che assume volentieri, senza nascondere, l'atteggiamento di una leadership. Noi porremo le nostre relazioni con gli Stati Uniti su basi più uguali e più sane».

Un altro obiettivo, ha affermato il presidente della Cee, sarà quello di ripristinare l'equilibrio economico-sociale dell'Europa attraverso un'espansione su nuove basi,

quindi libertà degli scambi commerciali e sviluppo di politiche economiche complementari, ripresa della crescita mediante il potenziamento degli investimenti. Si progetta anche la creazione di un istituto per le previsioni a medio termine e una banca europea per l'esportazione. La Cee si propone inoltre di stabilire relazioni nuove con il Terzo Mondo (dopo l'accordo con i quarantasei Paesi dell'Africa, dei Caraibi e del Pacifico).

Il quarto obiettivo sarà quello di riprendere la via dell'unione economico-monetaria, sulla quale a Bonn, a Londra e a Parigi si tace da parecchio tempo. Ortoli ha anche difeso la politica agricola comune, benché sia notoriamente criticata da Roma, Londra e soprattutto da Bonn che la trova eccessivamente costosa. Il quinto obiettivo è quello di preparare l'unione europea.

Il discorso, definito «vibrante» da alcuni osservatori, si è chiuso con una nota retorica: «La nostra è una nuova generazione ad essere posta dinanzi a nuove sfide: quella di additare le ragioni di vita e di speranza di una società soffocata dal proprio progresso, quella di istituire tra Europa e Paesi del Terzo Mondo relazioni nuove basate sulla cooperazione e sulla solidarietà, e, infine, quella di ridare all'Europa la padronanza del proprio destino».

Renato Proni



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

126

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Fiorino

di

Roma

del

19-1

IN UNA DICHIARAZIONE
AL "SETTIMANALE"

Compagna spiega perché é insufficiente la quota per l'Italia del fondo regionale di sviluppo della Cee

"Ho subito chiarito che l'apporto quantitativo della Comunità, un miliardo e mezzo di dollari di cui il 40 per cento all'Italia (circa 450 miliardi di lire in tre anni) non era eccezionale e non corrispondeva del tutto alle nostre aspettative". Così afferma il sottosegretario per il Mezzogiorno, Francesco Compagna in una dichiarazione al "Settimanale", nella quale fa un po' la storia della riunione del Consiglio dei ministri della Cee convocato per decidere sulla dotazione del Fondo regionale di sviluppo destinato alle zone meno favorite dell'Europa.

Il sottosegretario repubblicano sottolinea poi gli sforzi che ha dovuto compiere per tentare di far elevare dal 15 al 20 per cento il tetto dell'intervento comunitario fissando a 75 milioni di lire per ogni posto di lavoro il rapporto investimento-occupazione.

"A noi non possono far altro che conferire credito, ha concluso Compagna. L'Italia avrà certo qualcosa da imparare dall'Europa, ma forse, almeno per quanto riguarda alcune esperienze della Cassa del Mezzogiorno, ha anche qualcosa da insegnare".

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Messaggero

di

Roma

del

19-11-75

DAL MOVIMENTO CRISTIANO DEI LAVORATORI

Proposte a Lugano iniziative per gli immigrati italiani

La relazione dell'onorevole Bersani, presidente nazionale del « M.C.L. »

Ginevra, 18 febbraio

Si è tenuto a Lugano, per iniziativa del Movimento cristiano dei lavoratori, un convegno di studio sui problemi dell'emigrazione italiana in Svizzera anche in vista della imminente conferenza nazionale dell'emigrazione.

Il convegno fa seguito a recenti incontri in altre regioni europee (Bruxelles, Charleroy, Colonia, ecc.). Erano presenti l'on. Bersani, presidente nazionale del MCL, il responsabile nazionale delle relazioni estere Jacobelli, il consigliere nazionale Gallaverna e il presidente del consorzio tra i comuni di frontiera, Sanna.

Le delegazioni presenti rappresentavano i circoli di Lugano, Mendrisio, Bellinzona, Biasca, Soletta, Olden, Basilea e Zurigo. Avevano aderito esponenti socialcristiani. Dopo brevi parole di saluto del presidente del MCL svizzero, Reda, e del segretario del Canton Ticino, Cimaglia, l'on. Bersani ha svolto una relazione sui problemi che formavano oggetto del convegno.

Il presidente del MCL, dopo un esame della situazione dell'emigrazione italiana in Svizzera e dei suoi problemi più importanti, ha illustrato il programma del MCL, che si articola in tre direzioni fondamentali: una sistemazione dei di-

ritti dei lavoratori migranti, sulla base del progetto di statuto presentato dal MCL alle autorità nazionale e comunitarie; una serie di misure specifiche — tra cui tre proposte legislative — intese a migliorare la situazione di fatto; un'azione organica di movimento finalizzata a dare voce, forza e strutture di rappresentanza e di iniziativa ai lavoratori.

Dopo aver analizzato una serie di problemi specifici per i lavoratori residenti, gli stagionali e i frontalieri, l'on. Bersani ha prospettato alcune ipotesi operative su cui i circoli ed i gruppi territoriali e professionali del MCL-Svizzera potrebbero impegnarsi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Avvenire

di

Milano

del

19-2-7

Convegno MCL sugli emigrati in Svizzera

ROMA, 18 febbraio

Organizzato dal Movimento cristiano dei lavoratori e alla presenza delle delegazioni dei circoli di Mendrisio, Bellinzona, Lugano, Biasca, Solothurn, Olten, Basilea e Zurigo, si è svolto a Lugano un convegno di studio sui problemi dell'emigrazione italiana in Svizzera.

I lavori sono stati aperti dal presidente del MCL, on. Bersani, che ha illustrato il programma del movimento, indicandone i tre punti principali: « Sistemazione dei diritti dei lavoratori emigranti, sulla base del progetto di statuto presentato dal Movimento cristiano dei lavoratori alle autorità italiane e comunitarie; una serie di misure specifiche — tra cui tre proposte legislative — intese a migliorare l'attuale situazione; un'azione organica per dare forza e strutture di rappresentanza e di iniziativa ai lavoratori ».

Alla relazione, è seguito un ampio dibattito e l'intervento conclusivo dell'incaricato nazionale del MCL, Iacobelli.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di

Roma

del

19-II

Convegno a Lugano del Movimento cristiano lavoratori

Ginevra, 18 febbraio

Si è tenuto a Lugano, ad iniziativa del Movimento cristiano lavoratori, presso le organizzazioni sociali cristiane, un convegno di studio sui problemi dell'emigrazione italiana in Svizzera anche in vista della imminente conferenza nazionale dell'emigrazione. Il convegno fa seguito a recenti incontri in altre regioni europee (Bruxelles, Charleroy, Colonia, ecc.). Erano presenti l'onorevole Giovanni Bersani presidente nazionale del Mcl, il responsabile nazionale delle relazioni estere Jacobelli, il consigliere nazionale Gallaverna e il presidente del consorzio tra i comuni di Frontiera, Sanna.

Le delegazioni presenti rappresentavano i circoli di Lugano, Mendrisio, Bellinzona, Biasca, Soletta, Oiden, Basilea e Zurigo. Avevano aderito esponenti socialcristiani. Dopo brevi parole di saluto del presidente del Mcl svizzero, Reda, e del segretario del Canton Ticino, Cimaglia, ha svolto una relazione sui problemi oggetto del convegno l'on. Bersani.

Il presidente del Mcl, dopo un esame della situazione dell'emigrazione italiana in Svizzera e dei suoi problemi più importanti, ha illustrato il programma del Mcl articolato in tre direzioni fondamentali: una sistemazione dei diritti dei lavoratori migranti sulla base del progetto di statuto presentato dal Mcl alle autorità nazionale e comunitarie; una serie di misure specifiche — tra cui tre proposte legislative — intese a migliorare la situazione di fatto; un'azione organica di movimento finalizzato a dare voce, forza e strutture di rappresen-

za e di iniziativa ai lavoratori. Dopo aver analizzato una serie di problemi specifici per i lavoratori residenti, gli stagionali e i frontalieri, l'on. Bersani ha prospettato alcune ipotesi operative sui cui i circoli ed i gruppi territoriali e professionali del Mcl-Svizzera potrebbero impegnarsi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Resto del Carlino di Bologna del 19-11-71

da

PRESI DI MIRA I LOCALI ITALIANI

Infuria a Stoccolma la «guerra della pizza»

STOCOLMA, 18 febbraio — Numerosi colpi d'arma da fuoco sono stati sparati la notte scorsa contro sette diversi esercizi commerciali di Stoccolma, in quello che si sospetta come uno sviluppo della « guerra della pizza », finora limitata alle pizzerie e ristoranti italiani in atto nella capitale svedese al presumibile scopo di imporre taglie e « protezioni ». Le sparatorie, che non hanno causato vittime, sono state dirette non soltanto contro due pizzerie e due ristoranti, ma anche contro un ufficio postale, un ufficio commerciale e un'edicola di giornali. La polizia teme che « la guerra della pizza » si stia ulteriormente ampliando dopo che già numerose pizzerie di Stoccolma sono state oggetto di attentati, vandalismi e incendi durante l'estate e l'autunno scorsi.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere della Sera* di *Milano* del *19-2*

LA BUNDESBANK CORREGGE LE PREVISIONI OTTIMISTICHE DI SCHMIDT

Arriverà forse in estate la ripresa economica tedesca

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

Bonn, 18 febbraio

Il cancelliere Helmut Schmidt aveva creduto, tempo fa, di poter prevedere un rilancio dell'economia per la primavera, ma questa ottimistica previsione è stata contestata dalla Bundesbank, la quale, ieri sera, nel suo rapporto mensile, ha sostenuto al contrario che non è stato ancora raggiunto il fondovalle. La situazione, in sostanza, tende a peggiorare ulteriormente, anche se la velocità di discesa è diminuita, come ha confermato il presidente dell'ufficio federale del lavoro di Norimberga, Josef Stingl, il quale ha detto in un'intervista, che sarà pubblicata domani dalla *Bild Zeitung*, che alla fine del mese il numero dei disoccupati sarà verosimilmente di un milione e 250 mila, con un aumento di centomila unità rispetto alla fine di gennaio.

Prime rondini

Ciononostante il rapporto della Bundesbank non è negativo: gli esperti dell'istituto di emissione tedesco hanno segnalato l'arrivo « delle prime rondini di una primavera congiunturale ». Sembra infatti che in taluni settori le cose vadano meglio, come, per esempio, in quello tessile e nell'edilizia pubblica (ravvivata dal programma d'investimenti del governo federale), e nella stessa industria automobilistica, la più colpita dalla crisi, essendosi un po' risvegliato l'interesse del pubblico per le vetture nuove, specie di media e piccola cilindrata, che hanno cominciato a uscire dai sovraffollati magazzini dei rivenditori in numero rispettabile.

In molte imprese, però, si continua a lavorare a orario ridotto: attualmente sono in cassa d'integrazione quasi un milione di operai. L'ufficio di Norimberga, che paga le indennità di disoccupazione e copre una parte delle perdite causate ai lavoratori dalla riduzione dell'orario nelle fabbriche, corre già il pericolo di un tracollo finanziario.

E' troppo la primavera congiunturale — prosegue la Bundesbank — non coinciderà, come prevedeva Schmidt, con quella meteorologica: si avrà, se tutto andrà bene, in estate. Il guaio è che la ripresa si delinea solo nel mercato interno, circostanza poco piacevole, questa, per un'industria fortemente esportatrice come quella tedesca. Si dovrebbe però arrivare a una certa compensazione, a patto che i sindacati non avanzino richieste di aumenti salariali troppo forti.

Finora si sono accontentati del 6,8 per cento di aumento nel settore metalmeccanico e del 6 per cento in quello di certi servizi pubblici, ma bisognerà vedere quel che succederà negli altri settori in agitazione. Per esempio, nelle ferrovie, delle quali l'influente deputato liberale Von Lamsdorff ha addirittura chiesto una graduale privatizzazione (la stessa richiesta ha avanzato per le poste, fortemente deficitarie nonostante gli aumenti tariffari entrati in vigore all'inizio dell'anno).

Date le speranze che si sono concretamente delineate, la Bundesbank è contraria a nuovi stimoli. A questo riguardo il vice presidente della banca centrale, Olmar Emminger, ha sostenuto che il programma congiunturale del governo, già vecchio di un paio di mesi, è largamente sufficiente, anche perché è affiancato da quelli dei governi regionali (l'azione tende soprattutto a un rilancio degli investimenti privati).

Debito pubblico

A ciò si aggiunga il debito pubblico, che ammonta per il momento a ben cinquanta miliardi di marchi. « Tutto sta a indicare — ha ribadito Emminger — che la ripresa si possa avere nei mesi estivi ». Secondo Emminger l'industria automobilistica si sta lentamente risolvendo, non solo per l'aumentata domanda interna di vetture, ma anche perché, per diverse ragioni, si producono più autocarri e trattori che in passato.

Emminger ha infine respinto una tesi estremistica del settimanale *Der Spiegel*, secondo la quale è stata la Bundesbank, stringendo troppo i freni del credito, a provocare l'aumento della disoccupazione. Come egli ha ricordato la situazione attuale è stata originata, sul piano nazionale e internazionale, soprattutto dalla crisi strutturale dell'automobile e dell'edilizia, dall'esplosione del prezzo del petrolio e dagli aumenti salariali. A ciò si può aggiungere — si è osservato — la politica deflazionistica del governo Schmidt che la Bundesbank non poteva non subire.

Vittorio Brunelli

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Fiorino

di Roma

del 19-2

Lettere al Fiorino

La burocrazia e gli emigrati

OnLe Prof. D'Amato,
La ringrazio sentitamente per la sua lettera del 18 settembre u.s. (P/gb) e per aver pubblicato sul "Fiorino" le mie lamentele per il mancato versamento della mia pensione.

La pubblicazione è stata molto utile perchè l'11 novembre sono riuscita ad ottenere il pagamento di una parte degli arretrati.

Resta tuttavia ben lontana dalle attese di tanti la normalizzazione dei rapporti tra la burocrazia nazionale e gli emigrati.

Tali rapporti continuano a permanere difficili e stentati per la mancanza nella nostra classe politica di quella coscienza emigratoria di cui tanti parlano ma che si traduce, in fin dei conti, nella realizzazione di costose conferenze che servono soltanto a chi le promuove.

In realtà continua a mancare verso gli emigrati comprensione e assistenza.

Abbiamo avuto qui il caso di una intera comunità italiana colpita da epatite virale epidemica che ha potuto salvarsi soltanto grazie alla generosità e alla solidarietà delle istituzioni peruviane.

Da parte della burocrazia italiana non c'è stata neppure una visita di cortesia o un biglietto di auguri.

E, per ritornare a me, ecco altri precisi elementi di prova di quanto Le stò dicendo:

il 19 giugno 1974 l'Inps ha stabilito di sottoporre a visita medica fiscale mio marito, già Ufficiale R.E. (reduce invalido dalla Campagna di Russia) per riconoscermi il diritto agli assegni familiari.

Ebbene, dal 19 giugno 1974 sono passati "OTTO MESI" e la disposizione dell'Inps non è ancora giunta qui.

Mio marito "non" è stato sottoposto a visita di controllo ed io continuo a "non" percepire gli assegni familiari che mi spettano da sette anni (da quando cioè si è maturato il mio diritto alla pensione).

Dato che Lei è già stato così gentile da accogliere la mia prima richiesta di aiuto, confido che vorrà darmi ancora una mano mettendo in evidenza questa incredibile indifferenza della burocrazia verso i problemi urgenti di chi non può attendere.

Come pensionata dell'Inps ho diritto alla assistenza Inam.

Ma non è neppure il caso di parlarne.

Tre anni fa ho mandato un certificato dell'Ospedale di Arequipa dal quale risulta che devo sottopormi ad una operazione chirurgica per la estirpazione di una ciste dal piede sinistro.

Ebbene, sono passati tre anni, la ciste si è sviluppata fino a impedirmi di calzare la scarpa e di camminare.

Ora occorre una operazione ben più difficile e costosa. Ma tuttavia l'Inam continua a non rispondere alle mie sollecitazioni.

Ciò mentre gli emigrati tedeschi che vivono qui ricevono dalle loro organizzazioni il rimborso immediato di qualunque spesa debbano sostenere per motivi di salute.

Noi emigrati italiani — come i poveri connazionali colpiti da epatite virale cui ho accennato prima — dobbiamo rivolgerci alla Beneficenza (cioè alla carità) di un altro Stato per ottenere quel minimo che il nostro Paese continua a negarci.

La ringrazio tanto per la Sua collaborazione e Le porgo le migliori espressioni di saluto.

Valentina Maffezzoni
(Arequipa — Perù)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Emigrazione Italiana Zugo del 19-2-75

Mentre in Svizzera la situazione si va aggravando

In attesa della nuova legge contro la disoccupazione previsto un "regime di transizione"

In Svizzera — come noto — si sta discutendo sulla revisione della legge contro la disoccupazione. Recentemente è stato presentato un progetto che però entrerà in vigore solo nel '78. Per tale motivo, l'Ufficio federale del lavoro ha preparato per il Consiglio federale un "regime di transizione" che, "in caso di maggior aggravamento della situazione", dovrebbe essere immediatamente applicabile. Ma cosa vuol dire "maggior aggravamento della situazione"? Significa forse che quel "regime" entrerà in vigore quando ci si sarà liberati di buona parte degli immigrati? L'interrogativo è lecito, visto che le fonti ufficiali continuano a dare circa un migliaio di disoccupati, mentre si sa che, tenendo conto degli stagionali cui non è stato rinnovato il contratto di lavoro e la disoccupazione cosiddetta occulta, i posti-lavoro, rispetto all'anno scorso, sono diminuiti di circa 50 mila. A tale situa-

zione, comunque, una soluzione ci sarebbe: diminuire il periodo di carenza che dà diritto alle prestazioni (3 mesi?) e rendere obbligatoria l'assicurazione Cantone per Cantone. Questo è senz'altro fattibile, preso atto, tra l'altro, che ogni Cantone ha facoltà di dichiarare obbligatoria l'assicurazione in argomen-

to. Finora, però, soltanto i Cantoni di Zugo e Ginevra si sono comportati similmente. Se l'azione per la realizzazione di quanto sopra va intensificata, resta però inteso che, intanto, deve essere premura d'ogni lavoratore avanzare domanda di iscrizione contro i rischi della situazione.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Emigrazione Italiana di *Genova* del *19-11-75*

L'emigrazione protagonista

La Conferenza Nazionale dell'Emigrazione è un'occasione più volte giustamente definita "storica" perché, attraverso essa, le forze democratiche e antifasciste intendono rompere il muro del silenzio e additare alla coscienza pubblica nazionale la responsabilità di chi ha programmato l'emigrazione come risposta antipopolare della conservazione e dei gruppi di potere alle esigenze di rinnovamento e di progresso del Paese. La Conferenza sarà importante non solo per questo, ma anche per il fatto che in tale sede si misurerà la volontà della classe dirigente di avviare indirizzi diversi capaci di colpire le cause dell'esodo coatto e di sollecitare una nuova condizione dell'emigrato, "lavoratore europeo" non a parole, ma con pieni diritti.

La Conferenza, infine, diventerà oggettivamente un momento di straordinario valore politico e culturale per la partecipazione effettiva e diretta di coloro che sono al centro dei suoi lavori, non oggetto di elucubrazioni sociologiche, ma testimoni non ricusabili di una espulsione violenta di massa i cui guasti l'attuale crisi sociale ed economica rende intellegibili a tutti, con tragica evidenza. Testimoni di una storia subita, ma attori di vicende che marciano il segno di un possibile riscatto, noi lavoratori emigrati ci presentiamo alla Conferenza per contribuire, attraverso capacità reali di autosviluppo e di crescita collettiva, a sciogliere i nodi e le contraddizioni di una società in trasformazione. I protagonisti della Conferenza saremo noi nella misura in cui porremo rivendicazioni non solo sul piano dell'unità, ma con la consapevolezza e la determinazione di essere una forza sociale, una classe che lotta per risarcirsi da antiche e nuove discriminazioni ed esprimere le potenzialità liberatorie e le tensioni al cambiamento che sono proprie del movimento operaio.

PAOLO TEBALDI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

OGGI

di

Milano

del

19-2-75

Italiani in Svizzera

Siamo un gruppo di lavoratori italiani in Svizzera, e lei sa che uno dei tanti nostri problemi è quello dell'assistenza in caso di infortuni... Gli avvenimenti tragici di questi ultimi anni lo hanno dimostrato... con sentenze spesso proprio scoraggianti... A parte le difficoltà della lingua, a chi ci dobbiamo rivolgere?

Zurigo, lettera firmata da sette operai italiani

Il problema voi lo conoscete meglio di me, e io non posso certo mutare con poche righe di un mio scritto le opinioni del signor Schwarzenbach. Ma, a parte questo, la Svizzera è un paese di alta civiltà, e lo sanno

bene anche gli stranieri che lavorano onestamente e si comportano rispettando le leggi. A ogni modo, a voi, e a tutti i vostri colleghi italiani emigrati, posso dire soltanto che per avere informazioni esatte sul problema della protezione dei lavoratori potete rivolgervi alla «Luce Verde», organo dell'Altstadt, Zwelestrasse 25, Zurigo, telefono 397711. Parlano tutti anche in italiano, anche a Zurigo, a ogni modo aggiungo che la «Luce Verde» ha uffici nelle principali città della Svizzera.

IMMIGRATION

M. Dijoud veut le contrôle des flux et la répression des trafics

M. Paul Dijoud, ministre de l'Intérieur, a fait le point, mardi 17 février, sur les affaires qui touchent la gestion des flux et des trafics. Il a annoncé la mise en place d'un plan d'action, l'une des mesures étant la répression des trafics.

Après avoir évoqué les réactions de l'immigration et la situation de l'immigration, M. Dijoud a annoncé la mise en place d'un plan d'action, l'une des mesures étant la répression des trafics.

Enfin, M. Dijoud a annoncé la mise en place d'un plan d'action, l'une des mesures étant la répression des trafics.

Enfin, M. Dijoud a annoncé la mise en place d'un plan d'action, l'une des mesures étant la répression des trafics.

La condition des jeunes émigrés

Après avoir évoqué les réactions de l'immigration et la situation de l'immigration, M. Dijoud a annoncé la mise en place d'un plan d'action, l'une des mesures étant la répression des trafics.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Le Monde

di

Barfi

del

19-II-75

IMMIGRATION

M. Dijoud veut renforcer le contrôle des flux migratoires et la répression des trafics de main-d'œuvre

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, a fait le point, lundi 17 février, sur les actions engagées depuis quelques mois par le gouvernement en vue de mieux maîtriser les flux migratoires. Il a annoncé la mise en place de deux missions particulières, l'une judiciaire, l'autre chargée des questions familiales, auprès de ses services.

Après avoir évoqué les récents incidents de Montpellier et la nécessité de limiter l'entrée de travailleurs et de familles étrangères en fonction des besoins de l'économie et des possibilités d'accueil du pays, M. Dijoud a indiqué que la politique gouvernementale, dans ce domaine, « sera généreuse mais ferme ». Il s'agit de prendre réellement en charge les immigrés, mais le gouvernement « ne peut tolérer que des étrangers qui se sont maintenus irrégulièrement sur le territoire national organisent des grèves de la faim ou d'autres manifestations de nature à troubler l'ordre public ».

Cependant, tirant la leçon des événements de l'Hérault, M. Paul Dijoud prépare, en liaison avec la profession agricole, une réglementation nouvelle de l'immigration saisonnière.

Fermeté aussi à l'égard des passeurs d'hommes et autres trafiquants de main-d'œuvre : le secrétaire d'Etat a chargé M. Hanoteau, juge d'instruction au tribunal de Paris, de diriger la mission judiciaire qu'il vient de constituer auprès de lui en vue de coordonner l'action de répression contre les trafics et les emplois irréguliers de main-d'œuvre. Un groupe permanent de contrôle des flux migratoires, auquel participe l'ensemble des départements ministériels intéressés (intérieur, affaires étrangères, douanes, gendarmerie, justice, santé, agriculture) permettra l'action concertée d'un plus grand nombre d'administrations, sous la direction du secrétariat d'Etat.

La condition des femmes étrangères

Sur le plan humain, M. Dijoud a précisé que, chaque fois que cela serait possible, les situations seraient régularisées, mais il a insisté sur le fait que « ni l'ordonnance de 1945 sur l'immigration ni l'arrêt récent du Conseil d'Etat sur les circulaires Fontanet et Marcellin ne font obligation aux pouvoirs publics de régulariser tous les étrangers clandestins ou

irréguliers, comme voudrait le faire croire la propagande abusive de quelques mouvements extrémistes ». D'autre part, la mesure de suspension de l'immigration prise en juillet 1974 et confirmée en octobre dernier par le conseil des ministres est maintenue.

Enfin, M. Dijoud a annoncé l'installation effective, auprès de ses services, d'une commission chargée, sous la direction de Mme Germaine Tillion, d'étudier l'amélioration de la condition des femmes d'immigrés (Le Monde du 9 décembre 1974).

[Mme Germaine Tillion, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, ancien chef du réseau de résistance du Musée de l'Homme, est une ethnologue chevronnée, dont les missions et les voyages d'études au Maghreb et au Moyen-Orient sont difficiles à compter. Fondatrice des centres sociaux en Algérie en 1955, elle milita inlassablement pour la réconciliation des communautés et fut parmi les premières à dénoncer les tortures. Outre les livres « Ravensbruck » et « L'Algérie en 1957 », elle a écrit « le Harem et les Cousins ». Elle avait été, en 1959, chargée de mission au cabinet du ministre de l'éducation nationale, M. Bouloche.]



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

oglio del Giornale

Le Monde

di

Parigi

del

19-II-75

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. RÉCLAMENT L'ÉGALITÉ DES DROITS SYNDICAUX ENTRE FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont rappelé lundi au cours d'une conférence de presse les thèmes communs qui seront développés lors de la journée nationale d'information et d'action sur l'immigration prévue le 21 février. Les deux centrales ouvrières réclament au premier chef des droits syndicaux pleins et entiers pour tous les travailleurs immigrés.

Depuis le 25 septembre 1973, le projet de loi concernant le droit syndical pour les immigrés est en souffrance. « Au moment où, dans de nombreuses entreprises, les atteintes inadmissibles au droit des immigrés se multiplient », les syndicats « s'indignent de ce que le gouvernement ait encore différé la discussion du projet de loi ».

C'est une véritable participation des immigrés à la vie sociale de la nation qui a été revendiquée par la C.G.T. et la C.F.D.T. Les deux syndicats estiment être habilités à collaborer aux instances d'accueil et d'orientation de l'immigration et s'élèvent contre l'alternance de « mesures brutales » de régularisation et du « laisser-faire conjoncturel ». Ils ont dénoncé l'attitude du gouvernement dans l'affaire des travailleurs saisonniers de Montpellier, tout en précisant qu'ils étaient hostiles à des regroupements autonomes d'immigrés. Les responsables des deux syndicats considèrent que les problèmes des travailleurs étrangers sont liés à ceux de la classe ouvrière française.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

itaglio dal Giornale

Die Welt

di

del 19-11-75

Jedes sechste Baby ein Ausländerkind

AP, Wiesbaden

Jedes sechste im Jahr 1973 in der Bundesrepublik lebend geborene Kind hatte ausländische Eltern. Nach Angaben des Statistischen Bundesamtes stieg damit die Zahl der Ausländergeburten von 1972 bis 1973 um acht Prozent.

Insgesamt wurden 1973 103 000 Kinder geboren, deren Vater und Mutter oder deren beide Elternteile nicht die deutsche Staatsangehörigkeit hatten. Etwa 33 000 Kinder hatten türkische, 13 000 jugoslawische und 11 000 italienische Eltern. 11 000 Kinder gingen aus Ehen zwischen Ausländern und Deutschen Frauen und 9000 aus Ehen zwischen einem Deutschen und einer Ausländerin hervor.

1973 heirateten 14 600 deutsche Frauen Ausländer und 10 700 Deutsche eine Ausländerin. 9000 Ehen wurden zwischen Ausländern geschlossen. Die deutschen Frauen ließen sich vor allem mit US-Amerikanern (2189), Italienern (2187), Österreichern (1875), Niederländern (1117) und Jugoslawen (994) trauen.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Corriere d' Italia di Francoforte del 2-II-75

Politica del pugno di ferro contro gli stranieri

Stop per i fami- liari

I nuovi provvedimenti allo studio di una commissione governativa — Il portavoce del governo ha dichiarato che la Germania ha raggiunto e superato il "limite di sopportazione" della presenza di emigrati e deve applicare misure difensive — Una grossa operazione per risparmiare le prestazioni sociali, soprattutto gli assegni familiari, a cui i lavoratori emigrati e le loro famiglie hanno diritto

Il blocco deciso dal cancelliere Schmidt nel settembre del '73 e in vigore già da quindici mesi e i licenziamenti sono riusciti a diminuire il numero dei lavoratori stranieri nella Germania federale, ma il numero complessivo degli emigrati ha continuato a salire leggermente. Soprattutto tra la fine del '74 e l'inizio del nuovo anno l'immigrazione dei familiari si è fatta notevole, condizionata anche dalla nuova regolamentazione degli assegni familiari che prevede una grave discriminazione a danno dei figli rimasti in patria. Con motivi speciosi erano stati assegnati assegni familiari notevolmente più bassi per i figli che vivevano in Spagna o in Turchia ("perché laggiù il costo della vita è più basso"), realizzando un grandioso risparmio a spese dei Gastarbeiter. Ed oggi si impedisce il ricongiungimento delle famiglie per continuare a risparmiare.

Il portavoce del governo Klaus Bölling ha dichiarato che in queste condizioni la Germania non è più in grado di far affluire i familiari dei Gastarbeiter perché è stato raggiunto o già superato in molte zone il "limite di sopportazione". E si è fatto il nome di Francoforte, Monaco e delle zone industriali del Reno e della Ruhr. Il portavoce Bölling ha anche riferito un'espressione del cancelliere Schmidt, che durante la seduta del consiglio dei ministri avrebbe affermato che la Germania non può rischiare di far sorgere "problemi di nazionalità".

Oltre a controllare l'ingresso dei familiari dei Gastarbeiter nella Germania, i nuovi provvedimenti allo studio a Bonn rivedranno probabilmente gli accordi internazionali con i paesi di provenienza degli emigrati, soprattutto per quanto riguarda le prestazioni sociali. Dopo aver rimpinguato per anni le casse dello stato tedesco con le tasse e le trattenute sul salario, gli emigrati si vedranno privare delle prestazioni a cui hanno diritto insieme ai loro familiari.

Voci diffuse dalla stampa, secondo le quali il governo di Bonn avrebbe l'intenzione di rivedere anche gli impegni assunti nell'ambito della Comunità europea e che riguardano gli italiani, sono state per il momento smentite dal portavoce del governo. Ma su questo argomento si saprà qualcosa di più preciso soltanto dopo la visita a Roma del ministro degli esteri tedesco il 21 febbraio prossimo.

Il cancelliere socialdemocratico Schmidt ha invitato nei giorni scorsi i sottosegretari dei vari ministeri interessati (interni, lavoro, economia, edilizia e esteri) a studiare provvedimenti urgenti per arginare l'immigrazione delle famiglie, in una commissione che dovrà presentare una relazione al consiglio dei ministri non più tardi di quattro settimane.

BONN, febbraio — Il più presto possibile dovranno essere applicati provvedimenti per bloccare l'afflusso in Germania dei familiari dei Gastarbeiter, perché il governo federale non è disposto ad assumersi il peso finanziario delle prestazioni sociali, soprattutto per quanto riguarda gli assegni familiari.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

[Handwritten signature]

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Agenzie "Ansa"* di *Roma* del *20-2-75*

INSEGNANTI DI LINGUA ITALIANA IN BELGIO -

(ANSA) - BRUXELLES, 20 FEB - GLI INSEGNANTI DI LINGUA ITALIANA IN BELGIO CHE DA VARI GIORNI OCCUPANO I CONSOLATI ITALIANI DI BRUXELLES, LIEGI E CHARLEROI HANNO DECISO CHE DA OGGI, 20 FEBBRAIO, I CONSOLATI RESTERANNO COMPLETAMENTE CHIUSI. FINORA, ESSI CONSENTIVANO AD ALCUNI FUNZIONARI DI ENTRARE PER SBRIGARE LE PRATICHE PIU' URGENTI, MA ORA HANNO DECISO DI IRRIGIDIRE LA LORO POSIZIONE, BLOCCANDO COMPLETAMENTE L'ACCESSO. SI TRATTA IN TOTALE DI CIRCA 150 INSEGNANTI CHE, PER PROTESTA CONTRO IL LORO TRATTAMENTO, HANNO OCCUPATO PRIMA IL CONSOLATO DI CHARLEROI, IL 31 GENNAIO, E POI, IL 2 FEBBRAIO, QUELLI DI BRUXELLES E LIEGI. GLI INSEGNANTI IN AGITAZIONE HANNO INVIATO AL MINISTRO DEGLI ESTERI RUMOR, AI SOTTOSEGRETAGGI AGLI ESTERI GRANELLI E BATTAGLIA, A NUMEROSI PARLAMENTARI, AI SINDACATI UIL E CGIL PER LA SCUOLA, E PER CONOSCENZA ALL'AMBASCIATA D'ITALIA A BRUXELLES, UN TELEGRAMMA A FIRMA DEL RESPONSABILE SINDACALE VINCENZO ADOVASIO, NEL QUALE, DOPO AVER RICORDATO L'APPOGGIO DEI SINDACATI E DEI PARTITI ALLE RIVENDICAZIONI ESPOSTE DALLA DELEGAZIONE DEGLI INSEGNANTI APPPOSITAMENTE INVIATA A ROMA DAL BELGIO, SI AFFERMA: "INSEGNANTI, SEGUITO RAPPORTO LORO DELEGAZIONE ET IN APPOGGIO RIVENDICAZIONI PRESENTATE, PRENDONO DECISIONE COLLETTIVA CHIUSURA COMPLETA CONSOLATI LIEGI, BRUXELLES ET CHARLEROI; DECLINANO OGNI RESPONSABILITA' INCOLUMITA' FUNZIONARI ET DANNI MATERIALI".

H 2043 TOS



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia "Ansa" di Roma del 20-2-75

n. 200/2

inpol

su commissione alla camera stato giuridico personale scuola all'estero -

(ansa) - roma, 20 feb - le commissioni esteri e istruzione della camera hanno cominciato oggi congiuntamente l'esame in sede referente del disegno di legge sullo stato giuridico del personale non di ruolo, docente e non docente, in servizio nelle scuole ed istituti di cultura all'estero. il sottosegretario agli esteri granelli - che e' intervenuto ai lavori della commissioni - nel ricordare l'impegno piu' volte espresso dal governo per una rapida approvazione del provvedimento, ha detto che esso "corrisponde ad un atto di giustizia, ma non esclude, in una fase successiva, una legislazione piu' organica".

granelli ha quindi espresso fin da ora la disponibilita' del governo su tale materia alla luce delle proposte che verranno formulate dalla conferenza nazionale dell'emigrazione, il rappresentante del governo, infine, ha insistito sulla necessita' che venga garantito un adeguato "status giuridico" al personale insegnante e non insegnante all'estero che - ha detto - svolge "in condizioni difficili una importante attivita' al servizio della nostra emigrazione". granelli ha percio' sollecitato l'approvazione del provvedimento riservandosi eventualmente di chiedere che si adotti per esso la procedura d'urgenza per l'esame in aula qualora nelle commissioni non si registri l'unanimita' necessaria per chiedere a norma di regolamento il passaggio dalla sede referente a quella legislativa.-

h 1752/dd/aba



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Die Welt

di

del

20-II-75

Spätes Erwachen

Von HENK OHNESORGE

Wären die Umstände nicht so tragisch, ginge es nicht um Menschenschicksale, so könnte man jetzt sarkastisch lachen: Die Bundesregierung will prüfen, wie dem Zustrom von Ausländern Einhalt geboten werden kann. Vor allem die Zuwanderung von Familienangehörigen türkischer und jugoslawischer Gastarbeiter bereitet ihr — wie Regierungssprecher Bölling jüngst feststellte — Sorgen. Ein Staatssekretärsausschuß ist beauftragt, bis Mitte März einen Bericht über die Ausländer und den Zuzug ihrer Familien vorzulegen.

Noch vor wenigen Wochen las man es anders. Da wurde als herzloser Chauvinist verdammt, wer darauf hinwies, daß der Anwerbestopp vom 22. November 1973 in der Türkei, Griechenland und Jugoslawien kein ausreichendes Mittel sei, um mit dem Problem fertig zu werden. Der Hinweis, daß angesichts der Änderung der Kindergeldregelung die Gefahr eines Massenzuzugs von Familien ausländischer Arbeitnehmer bestehe — ein Türke bekommt für seine vier Kinder, sind sie in Anatolien, 155 Mark im Monat, leben sie aber bei ihm in der Bundesrepublik, 360 Mark im Monat —, wurde als „böartige Panikmache“ abgetan.

Noch Ende Januar schrieb der Bundeskanzler dem Deutschen Caritasverband und dem Diakonischen Werk, ausländische Arbeitnehmer seien ihren deutschen Kollegen arbeits- und sozialrechtlich im Grunde gleichgestellt und seien keine „Korrupturpuffer“, über die nach Belieben verfügt werden könne.

Doch so schön sich die Kanzlerworte anhören: die Wirklichkeit ist anders. Ausländische Arbeitslose von Ländern außerhalb der EG — beispielsweise ist derzeit jeder zwölfte türkische Arbeitnehmer in der Bun-

desrepublik, 47 000 von 570 000, ohne Arbeitsplatz — haben es schwerer als Deutsche, einen neuen Job zu bekommen, vor allem wenn sie noch nicht fünf Jahre lang in der Bundesrepublik leben. Ein Gesetzesparagraph schreibt vor, daß offene Stellen zuerst Deutschen angeboten und nur dann mit Ausländern besetzt werden dürfen, wenn sich für die Position kein Deutscher findet. Die — logisch durchaus begründete — Neuregelung der Kindergeldzahlung für Ausländer ist ein anderes Beispiel dafür,

daß das „im Grunde gleichgestellt“ doch sehr relativ ist. Dennoch: Als Empfänger von Arbeitslosengeld in Deutschland lebt es sich immer noch besser denn als Arbeiter in Anatolien, und: jedes 6. in der Bundesrepublik geborene Kind hat Ausländer als Eltern.

Als falsch erwies sich auch die Hoffnung, die man sich im Zusammenhang mit der immer stärker werdenden Arbeitslosigkeit machte. Der große Exodus blieb aus. Während der Rezession 1966/67 hatten 300 000 Gastarbeiter binnen Jahresfrist die Bundesrepublik verlassen, war ihre Zahl auf 930 000 geschrumpft. Nach Angaben der Bundesanstalt für Arbeit in Nürnberg von Ende Januar ging binnen Jahresfrist fast eine Viertelmillion Gastarbeiter in ihre Heimat zurück — ganze 9,4 Prozent.

Ihnen aber steht der jüngste Zustrom von Familienangehörigen gegenüber. Beispielsweise hat die Stadt Gelsenkirchen in den vier Monaten zwischen Anfang Oktober 1974 und Ende Januar 1975 einen Zuzug von über 600 schulpflichtigen türkischen Kindern allein in ihrem Gebiet ermittelt. Aus anderen Ballungszon-

Das Gastarbeiter-Problem wird jetzt auch ein Thema für die Bundesregierung

tren werden ähnliche Zahlen gemeldet. Wer kann, angesichts dieser Fakten, noch von „Panikmache“ sprechen?

Ist es etwa auch „Panikmache“, wenn — mit reichlicher Verspätung — die SPD-Kommission für Fragen ausländischer Arbeitnehmer zu dem Schluß kommt, vor allem in den Ballungszentren sei nun die Aufnahmefähigkeit der Bundesrepublik erschöpft? Ist es „Hysterie“, wenn dieses Gremium nun auch endlich entdeckt, daß weitere Zugänge den Mangel an Schulen, Kindergärten, Krankenhäusern und ähnlichen sozialen Einrichtungen verstärken, durch vermehrte Beschäftigung von Ausländern nicht alle Möglichkeiten des technischen Fortschritts genutzt

werden und das Bestreben der Gewerkschaften behindert wird, Löhne und Arbeitsplätze zu verbessern?

Es ist eine krause Logik, daß man einerseits — im Gegensatz zur Bundesregierung — dafür plädiert, daß Gastarbeiter schon nach einem Jahr ihre Familien nachholen dürfen, andererseits aber feststellt, überhöhte Ausländerbeschäftigung in Ballungsräumen führe zu „ansteigenden Reibungen mit der einheimischen Bevölkerung“, was wiederum zu einem „Nährboden für reaktionäre und nationalistische Bewegungen werden“ könnte. Die Tatsache, daß



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE

eine der potentiellen Reibungsflächen nicht der Arbeitsplatz, sondern die mit Ausländerkindern überbesetzten deutschen Schulen in Ballungszentren sind, paßt offensichtlich nicht in das progressive Weltbild.

RI SOCIALI

RASSEGNA DEL

ICIO VII

Ritaglio dal Giornale

..... del

Die späte Einsicht der Bundesregierung — und bisher ist es noch nicht viel mehr — hat verständlicherweise die Betroffenen auf den Plan gerufen. Stellvertretend für die gegenwärtig 2,35 Millionen ausländischer Arbeitnehmer in der Bundesrepublik hat Rogelio Barroso, Sprecher der 273 000 Spanier in der Bundesrepublik, alle Ausländer aufgefordert, vor die Gerichte zu ziehen und auf ihren Rechten zu beharren, die sie durch gleiche Lohn- und Sozialabgabenzahlungen erworben hätten. Und: „Wir fordern die Regierung auf, diese unmenschlichen Pläne nicht zu verwirklichen, sondern eine gerechte und vernünftige Lösung zu finden.“

Dieser Tage kam der Staatssekretär im Auswärtigen Amt, Karl Moersch, als Politiker aus Baden-Württemberg durchaus mit dem Problem des Bundeslandes mit der größten Ausländerdichte vertraut, zu der erstaunlichen Erkenntnis, die Bundesrepublik als einer der am dichtesten besiedelten Staaten dieser Erde könne kein „klassisches Einwandererland“ sein oder werden.

Zu dieser Einsicht hätte man auch schon 1969 kommen können, vor fünf Jahren, während derer die Bundesregierung in mißverständener Humanität — und letztlich zu Lasten der betroffenen Gastarbeiter — es durch Nichtstun und Konzeptionslosigkeit zuließ, daß sich der Sprengstoff anhäufte.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale FRIGOLI SERA di Udine del 20-2-45

Lettere dalla Germania

Il voto agli emigrati

E' assurdo che i vari governi del dopoguerra tentino in tutti i modi di soffocare una delle esigenze più sentite e più urgenti della nostra comunità emigrata.

Sono molti coloro che sostengono che l'attuale disciplina elettorale italiana è incostituzionale poiché sancisce una discriminazione nei confronti di chi risiede all'estero o in Italia. La necessità di andare incontro alle esigenze degli italiani residenti all'estero, è stata dimostrata dai parlamentari della DN i quali hanno per primi nella seconda legislatura presen-

tato un disegno di legge sul problema, che venne riproposto dallo stesso gruppo parlamentare all'inizio della terza, quarta, quinta e sesta legislatura. In molti ambienti questo problema è stato definito una grande battaglia anticomunista, ed è accettato dalla gran parte delle nostre collettività sotto tal aspetto. Infatti tra i vari avversari i più accaniti sono i comunisti, chiusi nella loro posizione intransigente e negativa del rientro indiscriminato e dispendioso avanzando come contro argomentazioni dubbi sulla costituzionalità; come se

nuova commissione con lo scopo di attuare le voci espresse nell'articolo 69 del Testo unico delle leggi sull'emigrazione. Le iniziative susseguite in questi ultimi anni fra le nostre comunità per la concessione del diritto di voto all'estero, hanno fatto sì che la direzione generale dell'emigrazione, svolga un'indagine particolareggiata sulle legislazioni riguardanti il problema che logicamente non poteva non essere contrario alla concessione del diritto di voto all'estero. E' opportuno ricordare che la maggioranza delle legislazioni straniere consentono ai

che noi del C.T.I.M. abbiamo più volte denunciato. La C.N.E. (Conferenza nazionale sull'emigrazione) non può non tenere conto della volontà dei nostri lavoratori di partecipare alla vita politica nazionale. Una volontà che viene dalla base e che i cosiddetti «democratici» non devono ignorare. Il voto all'estero è l'unico strumento di lotta che gli emigranti potrebbero avere a disposizione, per costringere i governanti ad attuare una vera e seria politica di tutela. Proprio per che è uno strumento pericoloso, il Regime attuale non ci concede tale diritto giustificando la propria ignobile posizione con motivazioni di ordine «tecnico». Il C.T.I.M. interpretando la volontà di base dei nostri connazionali si batterà sino in fondo affinché la concessione del diritto di voto agli emigrati divenga una realtà sacrosanta.

Bruno Zoratto

la Costituzione fosse stata stabilita solo per i tre terzi degli italiani, cioè quelli residenti nella penisola. La prima volta che si parlò del problema fu al Congresso degli italiani all'estero tenutosi a Roma nel lontano 1908, dove si prospettò la possibilità di concedere tale diritto che venne affrontato successivamente nel 1911, e nel primo Convegno nazionale dell'Emigrazione tenutosi a Roma il 1946. Furono costituite quindi nel 1908 due commissioni parlamentari che si esprimevano subito negativamente. Nel 1921, Orlando presiedette una

propria cittadini che si trovino fuori dei confini di partecipare alle votazioni, riscentrando in gran parte di esse l'uso del voto per corrispondenza e pochissimi per procura, e votando per i candidati presenti nelle liste della circoscrizione in cui sono iscritti, escludendo ogni tipo di circoscrizione elettorale all'estero. Gli italiani elettori residenti all'estero, iscritti nelle liste elettorali dei propri Comuni, e che quindi hanno il diritto di essere considerati cittadini in tutti i sensi sono oltre 4 milioni. A questa massa imponente viene negato un elementare diritto, sancito dalla Costituzione, per motivi di convenienza elettoralistici,

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Mattino

di

Napoli

del

20-11-75

IL CONSIGLIO REGIONALE NE HA APPROVATO L'ISTITUZIONE

Una Consulta per l'emigrazione

Larghissima maggioranza al documento-base illustrato dal presidente prof. Vittorio Cascetta in vista della Conferenza nazionale che si terrà a Roma. Le interrogazioni sull'ospedale Fatebenefratelli e sulla General Instrument - Il problema dei trasporti discusso dal gruppo del partito socialista

Il Consiglio regionale, riunitosi ieri mattina alla Sala dei Baroni, ha approvato, a maggioranza, il documento-base elaborato dalla Giunta regionale in preparazione della conferenza nazionale sull'emigrazione che si svolgerà a Roma da lunedì. Il Consiglio ha deciso che ai lavori parteciperà una delegazione consiliare insieme con quella della Giunta, costituita dal presidente Cascetta e dagli assessori Pavia e Armato. Sull'ordine del giorno che approva il documento-base si sono astenuti i consiglieri del MSI-DN mentre il gruppo comunista si è astenuto soltanto sul punto riguardante l'approvazione del documento.

Il Consiglio ha, poi, riesaminato ed approvato, per articoli, una proposta di legge riguardante i «provvedimenti in favore dei lavoratori emigrati e delle loro famiglie e l'istituzione della consulta regionale per l'emigrazione» ed un'altra concernente la disciplina dei mercati all'ingrosso. I due provvedimenti saranno votati per intero nella seduta della prossima settimana. Altro argomento che ha tenuto a lungo oc-

del MEC ed ha ricordato che il problema dell'emigrazione è di allarmanti proporzioni in Campania dove si calcola che 700 mila persone siano andate a lavorare all'estero o in altre parti dell'Italia. Il presidente della Giunta ha, poi, illustrato il piano di interventi che la Regione Campania proporrà per ottenere un riordinamento legislativo in materia di emigrazione e provvedimenti socio-economici.

Il dibattito è stato aperto

dal gruppo comunista. Il consigliere Perrotta ha criticato l'impostazione del documento-base della Giunta perché privo di una approfondita analisi delle cause strutturali del fenomeno dell'emigrazione. Ha affermato che per il Mezzogiorno sono necessari nuovi indirizzi di politica economica. Ha poi sostenuto che, per evitare l'esodo dei lavoratori, è necessario procedere ad un rilancio dell'agricoltura, alla difesa dell'industria con il mantenimento degli investimenti previsti per il Mezzogiorno, e ad un potenziamento delle strutture civili (scuole, trasporti, assistenza sanitaria).

Il democristiano Jevoli ha proposto l'approvazione della legge per l'istituzione della consulta permanente dell'emigrazione come organo democratico per la elaborazione della gestione della politica regionale in materia di emigrazione. Replicando al consigliere Perrotta, ha contestato che la DC possa essere ritenuta responsabile del fenomeno emigratorio che risale — ha aggiunto — ad epoche precedenti alla costituzione del partito di maggioranza.

Il capo-gruppo del PSI, Mallardo, dichiarandosi favorevole al documento della Giunta, ha indicato anche lui nel rilancio dell'agricoltura e dell'industria collegata, l'elemento base per ridurre il fenomeno dell'esodo dei lavoratori.

ri. Bisogna — ha proseguito — creare con un nuovo modello di sviluppo le condizioni per cui i lavoratori non siano più costretti ad emigrare.

Il socialdemocratico Caria si è associato alla richiesta della costituzione di una Consulta permanente dell'emigrazione. Il liberale Cerza ha dichiarato l'adesione del suo gruppo al documento della Giunta. Onofaro, invece, ha annunciato l'astensione del MSI-DN. Si sono poi svolte le votazioni.

In apertura di seduta, l'assessore Lagnese ha risposto ad una interrogazione del consigliere Caria sull'ospedale Fatebenefratelli. Ha detto che si è proceduto alla sua classificazione in ospedale generale di zona, ma senza apportare modifiche alla sua configurazione giuridica ed alla sua natura di ospedale privato, retto da religiosi. Caria ha obiettato che, a suo avviso, la classificazione si sarebbe dovuta fare dopo la elaborazione del piano ospedaliero regionale.

L'assessore Scozia ha risposto a tre interrogazioni presentate da Mallardo, Caria e Onofaro sulla General Instrument. Ha ricordato l'azione svolta dalla Regione e dall'Assessorato al Lavoro, gli incontri a Roma e presso l'Unione degli industriali. Purtroppo i risultati non sono positivi e sono in corso i provvedimenti esecutivi dei 314 licenziamenti. E' stato chiesto un nuovo incontro con il ministro delle Partecipazioni statali. Il capogruppo socialista, Mallardo, ha rilevato che la risposta dell'assessore è precisa per quanto riguarda la cronistoria della General Instrument, ma che però rispecchia l'impotenza dell'istituto regionale di fronte a questioni tanto gravi. Il socialdemocratico Caria ha affermato che la General Instrument non è un'azienda in crisi. Se ne vuole

la chiusura solo perché questo rientra nella logica delle multinazionali. Onofaro, mis-sino, si è dichiarato insoddisfatto della risposta della Giunta.

Il Consiglio ha infine approvato, all'unanimità, un ordine del giorno di solidarietà con i dipendenti della PQS colpiti da licenziamenti in seguito allo scioglimento della società.

Per quanto riguarda l'attivi-

tà dei gruppi, si registra la riunione, alla presenza del vice segretario regionale Luigi Solla, del gruppo del P.S.I., sotto la presidenza dell'avv. Esterio Mallardo. Il gruppo, udita la relazione di Enzo Pace, responsabile della Commissione economica regionale, ha «dibattuto ampiamente il problema del trasporto pubblico in Campania rilevandone le attuali gravi carenze che rendono disagiate le condizioni di lavoro, inadeguata e confusa la prestazione del servizio e fortemente onerosa la gestione». In particolare il gruppo lamenta le «inadempienze governative che, nonostante la crisi energetica, tuttora permangono col pericolo di condurre al totale collasso delle aziende pubbliche locali operanti nel settore. A tali inadempienze, però, si aggiunge una carenza di iniziative della Regione che, a tutt'oggi, tarda a definire quel Piano regionale dei trasporti che pure rappresentava un impegno programmatico».

Il gruppo, comunque, per quanto riguarda la politica dei trasporti e di fronte alle iniziative della Giunta in questa materia, riconferma «la validità della definizione dei bacini di traffico, dell'autonomia gestionale, dei consorzi e delle aziende municipalizzate e dell'azione di coordinamento della Regione, per un armonico sviluppo del sistema dei trasporti in Campania, anche al fine di una più corretta e program-mata utilizzazione di risorse finanziarie».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

ROMA

di

Napoli

del

20-II-75

I fantasmi del Consiglio regionale

Ieri l'altro agenti del raggruppamento Celere, ieri un plotone di carabinieri, presidiavano il cortile del Maschio Angioino con il chiaro intento di garantire l'ordine pubblico al Consiglio regionale. Ma se ieri l'altro la presenza di tutori dell'ordine era giustificata dall'enorme folla di studenti di corsi professionali, ieri il settore riservato al pubblico era quasi del tutto deserto, come le poltrone riservate ai consiglieri. I carabinieri, quindi, ieri, avrebbero potuto tutt'al più tenere a bada i fantasmi dei baroni che re Ferrante d'Aragona fece decapitare in quella infausta Sala ora riservata alle riunioni dei Consigli Comunale e Regionale.

Non si può certo dire che l'assemblea campana, tolta qualche breve parentesi, abbia mai brillato per incisività d'azione in questa prima legislatura, ma, in questi ultimi tempi, il tono è maggiormente scaduto, per gli argomenti trattati, ma principalmente per il disinteresse totale degli eletti del popolo, già in corsa per riconquistare la poltrona (tra circa quattro mesi).

In un'aula vuota o quasi — è comunque certo che mai è stato raggiunto il numero legale di trentuno presenti, indispensabile per rendere valide le votazioni — si è parlato di ospedali, della critica situazione alla General Instrument di Giugliano, di emigrazione. Si è poi passati alla votazione di alcune leggi (non si tratta di fatti nuovi, ma di norme rispeditate al mittente dal Governo).

La riunione è iniziata con le interrogazioni. Il socialdemocratico Caria chiedeva all'assessore Lagnese informazioni circa assunzioni clientelari al Fatebenefratelli e domandava se fosse possibile la regionalizzazione dell'ospedale. Risposta di Lagnese: non vi sono state manovre clientelari ed a testimonianza di ciò fa fede il mancato allargamento degli organici; è impossibile la regionalizzazione essendo il Fatebenefratelli una istituzione privata, ma è possibile considerare il nosocomio «ospedale generale di zona», considerate le sue attrezzature.

Tre interrogazioni (Caria PSDI, Mallardo PSI, Onofaro e Zanfagna MSI-DN) sulla crisi alla General Instrument di Giugliano. Assente per malattia l'assessore al Lavoro Armato, ha risposto per la Giunta l'assessore alla Pubblica Istruzione Scozia. E' stato il riassunto del fallimento globale di tutte le iniziative intraprese dalla Regione per evitare, ora i licenziamenti e, in un futuro più o meno prossimo, lo smantellamento globale dello stabilimento di Giugliano.

In un clima di completo lassismo, sfiducia e disinteresse, il presidente Cascetta ha illustrato il documento della Giunta nel quale sono condensate le «idee» della Campania da esprimere alla prossima conferenza nazionale sull'emigrazione. In sintesi la Campania proporrà: la revisione al Testo unico sull'emigrazione, vecchio ormai di 56 anni:

g. f.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

la Nazione

di

Firenze

del

20-II-75

Pescherecci italiani bloccati in Jugoslavia

Molfetta, 19 febbraio.

Cinque pescherecci del compartimento di Molfetta ed uno di Mola di Bari, rifugiatisi lunedì scorso nel porto di un'isoletta jugoslava per il maltempo, si trovano attualmente nel porto di Ragusa (Jugoslavia).

La notizia si è avuta a Molfetta, da armatori aderenti all'«Associazione armatori da pesca», ai quali era stata data da altri pescatori. Sembra che la posizione degli equipaggi dei sei battelli fermati — *Zeus II* di Mola di Bari, *Achille Vescovo*, *Romina*, *Madre Teresa*, *Nunzia Aragno* e *Metello*, tutti di Molfetta — non sia stata ancora chiarita. E' probabile, cioè, che venga vagliata la possibilità che i marittimi stessero pescando in acque territoriali jugoslave.



Ministero degli Affari Esteri

IX

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Tempo

di *Roma*

del *20-1-75*

Tre italiani rinvii a giudizio per traffico di droga a Marsiglia

MARSIGLIA, 19 — Tre italiani sono stati rinviati a giudizio da un tribunale di Marsiglia sotto l'accusa di traffico di stupefacenti. Il 15 febbraio un controllo compiuto dai servizi di dogana all'arrivo del traghetto «Massalia» proveniente dal Marocco aveva portato alla scoperta di 27 chilogrammi di hascisc nascosti a bordo di un'auto «Dyane». Il proprietario della vettura, Alberto Trinchero, di 27 anni, abitante a Torino, immediatamente arrestato dichiarò che era la prima volta che praticava traffico di stupefacenti, spinto a ciò da necessità economiche, e che i due organizzatori del traffico dovevano raggiungerlo in un albergo di Aix-En-Provence. La polizia non mancò allo appuntamento ed ha arrestato Vincenzo Gigante, 27 anni, e Francesco Sannia, 31 anni, entrambi di Torino.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Il Tempo

di *Roma*

del *20-2-75*

Ritaglio dal Giornale

INCONTRERA' MORO E RUMOR

In visita a Roma il ministro degli esteri della Germania federale

Nei colloqui romani di Genscher saranno esaminati i problemi della CEE e della situazione mondiale

Il Vice Cancelliere e Ministro degli Esteri della Repubblica federale tedesca Hans Dietrich Genscher arriverà nel tardo pomeriggio di oggi a Roma, su invito del Ministro Rumor, per una visita di lavoro durante la quale saranno esaminati i molti problemi che gravano attualmente sull'orizzonte europeo.

Genscher, che ha sostituito lo scorso anno l'attuale Presidente della Repubblica federale Walter Scheel nelle due cariche di Vice Cancelliere della Repubblica e di Presidente del Partito liberal-democratico, effettua così il suo primo viaggio in Italia da quando ha assunto la guida della diplomazia tedesco-occidentale. Egli questa sera alle ore 19,30 avrà un primo colloquio con Rumor a Villa Madama, dove parteciperà poi a un pranzo offerto dal nostro Ministro degli Esteri in suo onore. Domani mattina, prima di proseguire i colloqui alla

Farnesina con Rumor, egli sarà ricevuto a Palazzo Chigi dal Presidente del Consiglio Moro, e nel pomeriggio alle 17,30 lascerà Roma per rientrare a Bonn.

Per i colloqui non è stato fissato un preciso ordine del giorno. Saranno certamente esaminati i più impellenti problemi comunitari, in vista della riunione del «Consiglio Europeo» dei Capi di Stato e di Governo che avverrà a Dublino il prossimo mese: in particolare i provvedimenti per superare la crisi economica, finanziaria e monetaria, la politica energetica, la trattativa con la Gran Bretagna per la modifica, che essa ha richiesto, delle condizioni per la sua partecipazione alla Comunità, e le iniziative tendenti allo sviluppo del processo di unificazione europea.

Nel più vasto ambito della situazione mondiale, il Vice Cancelliere tedesco, sarà in grado di portare a conoscenza dei governanti italiani le informazioni risultanti dai suoi recentissimi contatti con il Segretario di Stato americano Kissinger. Sulle iniziative per la pace nel Medio Oriente e a Cipro, sui problemi derivanti dalla crisi petrolifera, su quelli della distensione con i Paesi dell'Est, sulle prospettive della conferenza per la sicurezza e la cooperazione in Europa, sui rapporti con i Paesi in via di sviluppo e sui recenti avvenimenti che hanno posto i Paesi dell'Alleanza atlantica di fronte a problemi che direttamente toccano l'efficienza della organizzazione difensiva occidentale, Genscher e gli interlocutori italiani potranno effettuare un giro d'orizzonte approfondi-

to e certamente assai utile nel quadro della attiva collaborazione che i due Governi pongono da tempo in atto sia nel campo delle relazioni bilaterali sia in seno agli organismi internazionali ai quali Germania e Italia insieme partecipano.

I due Paesi collaborano infatti attivamente non solo in seno alla Comunità, al Parlamento europeo e nell'Unione dell'Europa occidentale, ma anche nella Alleanza atlantica e quindi la cooperazione si sviluppa attivamente sul piano della politica, dell'economia e della difesa, oltre, e molto intensamente, sul piano culturale.

I rapporti commerciali ed economici tra Italia e Germania federale sono particolarmente consistenti. Le due economie, un tempo complementari, si sono, nel corso degli ultimi decenni, integrate, dando vita ad una forma di dinamismo competitivo sia sui reciproci mercati sia nei Paesi terzi. Nell'interscambio commerciale dell'Italia, la Germania federale detiene il primo posto nelle importazioni e nelle esportazioni. Infatti la Repubblica federale ha assorbito nel 1973 il 21,7% del totale delle esportazioni italiane mentre le importazioni italiane dalla Germania hanno rappresentato il 20,5%. In cifre, sempre nel 1973, il nostro Paese ha esportato nella Germania federale merci e beni per 2.817 miliardi di lire e ne ha importato per 3.287 miliardi, con un saldo passivo di 471 miliardi.

I colloqui romani del Vice Cancelliere Genscher sono stati preceduti da una serie di incontri bilaterali e nell'ambito comunitario. In particolare, nello scorso agosto, a Bellagio, si sono incontrati, in un momento quanto meno difficile per l'economia italiana, l'on. Rumor, allora presidente del Consiglio, e il cancelliere federale Helmut Schmidt, il quale assicurò in quella occasione la collaborazione del suo Paese per la soluzione dei problemi derivanti dalla crisi energetica.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di *Roma*

del *20-2-75*

QUANDO STAVA PER RIMETTERSI DALLA POLMONITE

Immobilizzato dalla pleurite il cancelliere tedesco Schmidt

La sua malattia rischia di compromettere le sorti del suo partito alle imminenti elezioni in Renania - Polemica in Germania per la TV a colori in Italia

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE
Bonn, 19 febbraio

Il Cancelliere tedesco è più grave del previsto. L'altro ieri i medici avevano diagnosticato a Helmut Schmidt una leggera forma di polmonite, oggi, invece, i dottori che lo hanno in cura hanno reso noto che il loro illustre paziente soffre di pleurite. Per questo, a Schmidt è stato proibito finanche l'uso del telefono, isolandolo completamente dagli affari di Stato. Certo che, proprio adesso, questa malattia del Cancelliere non ci voleva. A parte gli impegni comportati dalle prossime consultazioni elettorali regionali (si comincerà, come già riferito, a Berlino con il prossimo 1. marzo), che potrebbero probabilmente decidere del destino della stessa coalizione governativa (dipenderà soprattutto dall'esito della votazione qui in Renania-Westfalia) e a parte la necessità di mettere a punto il prossimo viaggio in Cina, i cui particolari sarebbero stati concertati anche con il Premier neozelandese Wallace Edward, da ieri in visita a Bonn per partecipare alla riunione internazionale socialista, c'è sempre la questione dei lavoratori stranieri e dei loro familiari che bolle in pentola, e che i tedeschi chiedono di poter sistemare una volta per

tutte

Proprio ieri un'agenzia di stampa ha reso noto che nel '73, su sei bambini nati nella Germania federale almeno uno è straniero, e il particolare comincia a destare più di una preoccupazione. Per l'esattezza, nel '73 sono venuti alla luce 108 mila bambini di nazionalità estera, così ripartiti: 33 mila turchi, 13 mila jugoslavi, 11 mila italiani, 4.400 illegittimi, ma comunque di madre straniera e il resto da matrimoni misti, non sempre

opportunamente registrati e controllati. Tra l'altro, oggi si riscontra nella Repubblica federale un aumento della popolazione straniera in ragione direttamente inversa alla diminuzione dell'occupazione degli stranieri. Il che è pericoloso. Per questo, sollecitato da diverse correnti di opinione, Schmidt stava lavorando al suo noto progetto di controllo dell'immigrazione. Adesso la sua malattia ha rallentato l'adozione del provvedimento, ancorché demandata a un «comitato di esperti». Non è un mistero, infatti, che l'attuale Cancelliere sia un ostinato accentratore di lavoro e di attribuzioni.

Ma c'è dell'altro che viene a rendere ancora più scomoda la pleurite di Helmut Schmidt. E si tratta della faccenda del sistema italiano «ISA» di TV a colori. Non è ancora esplosa la bomba del risentimento generale, perché qui, la stampa, giustamente preoccupata per la disastrosa sicurezza pubblica in Italia, reagisce con un certo margine di ritardo ad una notizia del genere proveniente dalla penisola, però la notizia ha già prodotto una certa sensazione e in taluni ambienti politici e industriali si parla apertamente di «consueto bizantinismo all'italiana».

GIANNI LAZOTTI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Corriere della Sera di *Milano* del *20-II-15*

La scuola e i figli degli emigrati

Ho letto con vivo interesse, sul «Corriere» del 16 febbraio, l'articolo «I bambini restano "diversi"» che descrive la drammatica situazione scolastica dei figli degli emigrati in Europa. Vorrei far presente che da qualche anno il ministero della pubblica istruzione della Baviera (in Germania l'ordinamento scolastico è decentrato e dipende dai singoli stati regionali), riconoscendo il fallimento della cosiddetta scuola d'inserimento, creata soltanto per inserire il più presto possibile nelle scuole tedesche i figli dei lavoratori stranieri dopo un'infarinatura di lingua locale, sta tentando una nuova formula: l'insegnamento elementare e medio nella lingua materna, con programmi, libri di testo e maestri della patria di origine, integrato da alcune ore settimanali di tedesco, con alunni divisi secondo la diversa nazionalità, ma uniti ai coetanei del luogo in alcune materie (canto, lavoro manuale ecc.) per facilitare la comprensione reciproca. Lo esperimento è chiamato «modello bavarese». Non è perfetto: ci sono ancora turni pomeridiani, pluriclassi eterogenee e sovraffollate, avvicendamento troppo frequente di insegnanti. Ma questi inconvenienti si possono togliere. Con opportune modifiche, il «modello», esteso a tutta la Germania e agli altri paesi di immigrazione, potrebbe forse avviare a soluzione il grave problema scolastico dei figli degli emigrati.

Ottaviano Sartori
(Piacenza)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Manifesto di *Roma*

del 20-11-75

CRISI. Le cifre della disoccupazione internazionale: 200 mila in Olanda, oltre 1 milione nella Rft, 7 milioni e mezzo negli Usa, 740 mila in Inghilterra

L'Aia. A fine gennaio il numero dei disoccupati in Olanda è salito a duecentoseimila e cinquecento, pari al 5,5% della popolazione attiva. Nell'ultimo mese infatti quasi 16 mila lavoratori hanno perso il posto di lavoro. In alcune regioni del Nord del paese oltre il 15% dei lavoratori è senza lavoro. La disoccupazione colpisce soprattutto i giovani e i lavoratori del settore dei trasporti marittimi.

Norimberga. L'ufficio federale del lavoro confermando una stima, in primo tempo contestata, del ministero delle finanze ha reso noto che a fine gennaio i disoccupati «contati» erano 1 milione 154.000; a fine dicembre erano 946.000: in un solo mese quasi 210.000 lavoratori hanno perso il posto. Il numero dei disoccupati è ormai superiore a quello del febbraio del 1959 anno di forte crisi dell'economia tedesca. Rispetto ai lavoratori dipendenti il tasso di disoccupazione a fine gennaio era del 5,1%, ma secondo stime confortate dai primi dati del mese a febbraio potrebbe salire al 7%. Questo significherebbe quasi 1 milione e mezzo di disoccupati. La disoccupazione colpisce particolarmente come sempre la mano d'opera straniera (immigrati ufficiali sono 2 milioni e 600.000) il cui tasso di disoccupazione che era del 6,3 per cento a fine gennaio è destinato a crescere notevolmente con l'inasprirsi della crisi. La riduzione dell'occupazione è accompagnata da una riduzione degli orari di lavoro: quasi 1 milione di lavoratori di 12.700 imprese sono in cassa integrazione.

Washington. L'ufficio statistico del lavoro ha comunicato che a fine gennaio '75 i disoccupati negli Usa erano 7 milioni e mezzo, 1 milione in più rispetto al mese di dicembre. In pratica ogni 9 lavoratori uno è disoccupato. La disoccupazione come al solito colpisce in primo luogo lavoratori di colore e più in generale quelli che nelle statistiche ufficiali vengono definiti «non bianchi» con punte del 15-18%.

Londra. In Inghilterra a metà gennaio i disoccupati erano 742.000, 121.000 di più del mese precedente. Il tasso di disoccupazione (rapporto tra occupati e disoccupati) è salito al 3,3%, il più alto tasso degli ultimi anni nonostante una politica economica espansiva tentata dal ministro del tesoro Healey. L'alta disoccupazione non sembra aver frenato le lotte operaie: nel 1974 vi sono stati scioperi pari a 14 milioni 700.000 giornate lavorative, una cifra superiore a quella del 1926 conosciuto in Inghilterra come l'anno dello sciopero generale.

Tokio. Nel mese di gennaio la bilancia dei pagamenti giapponese ha segnato un disavanzo di 1.220 milioni di dollari (quasi 800 miliardi di lire italiane) dovuto per circa la metà al deficit della bilancia commerciale, all'eccesso, cioè, dell'importazioni di merci rispetto alle esportazioni. Secondo il ministero delle finanze sulle importazioni ha pesato fortemente l'aumento del prezzo del petrolio che condizionerebbe anche la competitività delle merci giapponesi nei mercati esteri a causa degli aumenti dei costi.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

de Mattino

di Napoli

del

20-11-75

UNA SITUAZIONE DIFFICILE E PREOCCUPANTE

Belgio: mercato nero di manodopera Sono gli italiani le principali vittime

Contro ogni buon senso e logica viene favorito nel Paese, nel quale la disoccupazione è in netto incremento, l'ingresso di nuovi immigrati - Trentamila nostri connazionali nel settore edile

Dal nostro corrispondente

BRUXELLES, 19 febbraio
Situazione difficile, preoccupante ed anche carica di contraddizioni quella che presenta il mercato belga del lavoro dove alla disoccupazione in netto incremento risultano affiancati altri fenomeni suscettibili di aggravare l'andamento che caratterizza il settore da sei mesi a questa parte.

La stampa rende noto che viene favorito nel paese l'ingresso di nuovi immigrati contro ogni buon senso e logica (questi lavoratori, da adibire nelle miniere, potrebbero essere reclutati in Belgio), parla di violazione delle disposizioni relative alle assunzioni (operai pakistani entrati clandestinamente ed impiegati senza preliminare denuncia agli uffici di collocamento) ed informa infine che è in corso un vero e proprio mercato nero di manodopera (di cui le

sono italiani) alle grosse imprese non dispongono di qualificata adeguata oppure sono per lo più ex minatori dei pozzi di carbone attualmente pensionati. Data la loro particolare condizione di inferiorità essi si accontentano di salari inferiori a quelli legali. Buona parte della differenza in questione va versata agli intermediari dalle ditte che ritraggono un sicuro beneficio da dette assunzioni per il fatto che esse omettono tra l'altro di versare i contributi assicurativi normalmente dovuti alle istanze ufficiali.

Secondo il citato giornale, «colosso degli intermediari» è stato fino a pochi mesi fa un certo De Lillo con sede a Nivelles, nel Brabant. Egli appaltava infatti ai costruttori della capitale da 150 a 200 operai al giorno, la maggioranza dei quali, composta da italiani. Senonché, ultimamente, questo personaggio si è trovato in difficoltà per l'ar-

re a quello che percepivano in precedenza. Si era nel settembre scorso. Il dieci ottobre successivo il tribunale di Bruxelles dichiarava il fallimento di De Lillo. I 150 operai continuano ora a lavorare presso la ditta C.F.M. diretta dallo stesso De Lillo ma intestata a persona compiacente col risultato pratico che questi lavoratori sono nuovamente «concorrenziali», rispetto a quelli offerti da altre ditte minori.

L'impresa «fallita» ha evitato così di pagare circa un milione ed ottocentomila franchi (pari a quasi 35 milioni di lire) di preavviso legale — oltre all'indennità per le ferie — ove gli operai invece di firmare subito il nuovo contratto avessero atteso la decisione delle autorità giudiziarie di Bruxelles.

Secondo un dirigente delle ACLI di Charleroi, collocando cento operai un «commerciante di braccia» può — mediante una «commissione» netta di venti franchi l'ora (e questo è un minimo) — guadagnare 84.000 franchi (circa un milione e mezzo di lire) netti la settimana.

Per paura di perdere il posto di lavoro in un momento così difficile per l'economia del paese, o, se sono pensionati, di essere segnalati all'ufficio delle pensioni oppure a quello delle tasse, quasi nessuno commenta il giornale, si azzarda a denunciare questo sistema di sfruttamento. Da qui le difficoltà incontrate dai sindacati per stroncare questo biasimevole andazzo in un paese civile.

Girolamo Cozzi

principali vittime sembrano essere nostri connazionali).

Quest'ultima nefasta pratica ha per teatro d'azione — come per primo rivelò «Il sole d'Italia», battagliero settimanale delle ACLI nel Benelux — l'edilizia cui sono adetti 237.000 operai dei quali ben trentamila italiani provenienti nella stragrande maggioranza dal Mezzogiorno della Penisola.

In questo settore, che occupa una posizione privilegiata e di punta nell'economia del paese, si riscontra la presenza di un numero assai elevato di ditte che appaltano braccia, di intermediari insomma i quali si assicurano cospicui guadagni mettendo a manodopera disposizione di chi ne ha bisogno e percependo una tangente su ogni operaio «prestato».

I lavoratori ceduti da questa gente senza scrupoli (non pochi di questi intermediari, si legge su «Il sole d'Italia»,

rivo sul mercato delle braccia di numerosi intermediari i quali gli facevano una concorrenza spietata proponendo alle imprese manodopera a prezzo più interessante ancora.

Cosa ha fatto allora De Lillo? Si decideva a cessare la attività e ne informava i dipendenti senza precisare che aveva introdotto la pratica per dichiarato fallimento. Si dimostrava tuttavia magnanimo proponendo agli interessati di passare sotto un'altra ditta di Bruxelles.

Per le ragioni esposte, gli operai firmavano seduta stante anche se il nuovo contratto prevedeva un salario inferior-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

46 Il Messaggero

di

Roma

del

20-11-75

Un altro italiano ucciso negli scontri all'Asma

La vittima (la seconda dall'inizio dei combattimenti) è un giovane di 20 anni di origine siciliana. L'altro è un ribelle. La vittima è stato ucciso da un soldato della Asma.

Conferenza stampa del PCI sull'emigrazione

Le iniziative del Pci sul problema dell'emigrazione saranno illustrate domani in una conferenza stampa che si terrà alle ore 11 presso la sede del gruppo comunista della Camera. La conferenza sarà presieduta dall'onorevole Natta.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Mattino

di Napoli

del

20-11-75

Un altro italiano ucciso negli scontri all'Asmara

La vittima (la seconda dall'inizio dei combattimenti) è un giovane di 28 anni di origine siciliana - Imboscata dei ribelli a reparti etiopici presso Massaua - La situazione continua ad aggravarsi sempre di più

Nostro servizio

ADDIS ABEBA, 19 feb. I ribelli eritrei hanno continuato a impegnare le forze etiopiche dell'Asmara anche stamane, dopo i violenti scontri a fuoco della scorsa notte; in una sparatoria, è rimasto ucciso un italiano, identificato per Giuseppe Vaccaro di 28 anni. Lo sventurato si è spento tra le braccia di un medico, di fronte alla Cat-

tedrale cattolica dell'Asmara, su corso Hailé Selassié.

A quanto si è appreso, la sparatoria che è costata la vita al giovane italiano è avvenuta intorno alle 19, quando cecchini ribelli nascosti in alcuni edifici hanno aperto il fuoco su una colonna di otto mezzi blindati che portavano rinforzi provenienti da Addis Abeba. I soldati cantavano e sparavano festosamente in aria, ma quando

i veicoli si sono trovati a passare di fronte a una banca, vicino alla Cattedrale, i ribelli hanno improvvisamente sparato. Vaccaro è stato raggiunto da un proiettile su un marciapiede.

Giuseppe Vaccaro è il secondo italiano ucciso da quando è scoppiata la crisi eritrea poco più di due settimane fa. L'altra vittima, come si ricorderà, fu il fornaio Carmelo Cordaro; un altro italiano, il giovane commerciante V. Cipollini, rimase ferito ed ora si trova a Roma in una clinica. La vittima di oggi era figlio di padre italiano e madre etiopica; non era sposato e la sua famiglia era originaria della Sicilia. Come è noto, oltre duemila italiani residenti ad Asmara hanno lasciato il capoluogo eritreo nelle scorse settimane e molti di loro sono già rimpatriati. Alcune centinaia hanno, invece, deciso di rimanere a qualsiasi costo nel capoluogo eritreo.

Dopo il «no» dei ribelli eritrei ad una nuova proposta di tregua da parte di Addis Abeba, la situazione si è aggravata. Sulla strada che conduce al porto di Massaua, mentre l'abitato della capitale eritrea veniva scosso da una serie di esplosioni, reparti etiopici sono caduti in una sanguinosa imboscata.

Gli scontri della notte scorsa sono durati circa otto ore e quanto a intensità, secondo alcuni residenti di Asmara, non hanno precedenti negli ultimi otto giorni. I ribelli, usando mitra e razzi, hanno concentrato il fuoco soprattutto sull'aeroporto usato negli ultimi giorni per il ponte-

aereo dei rinforzi e dei rifornimenti destinati alle unità governative dell'Asmara.

Sul bilancio di perdite e danni causati dalla serie di battaglie notturne non si hanno per il momento indicazioni di sorta. La popolazione civile non dovrebbe comunque averne sofferto seriamente dato che gli scontri sono iniziati circa due ore dopo l'inizio del coprifuoco.

Dopo gli attacchi su larga scala all'Asmara e in altri centri dell'Eritrea, lanciati tre settimane fa dai ribelli, le operazioni militari avevano registrato negli ultimi giorni una certa attenuazione e nello stesso capoluogo eritreo si era instaurata una relativa calma. L'improvvisa ripresa dell'attività dei ribelli, suona chiaramente come sfida al maggiore Mengistu Nhaile Mariam, considerato l'uomo forte del regime militare etiopico. Ieri, nel corso di una dimostrazione contro i ribelli ad Addis Abeba, egli aveva affermato che i guerriglieri «erano e rimarranno sotto controllo».

Circa l'interpretazione da dare ai nuovi attacchi dei ribelli, alcuni osservatori si mostrano inclini a ravvisarvi l'inizio di una nuova fase della guerra del Fronte di Liberazione. Un'altra fonte ha invece minimizzato l'importanza degli ultimi avvenimenti. «Non è il preludio a una grande offensiva — ha detto — i ribelli mirano semplicemente a tenere in scacco i governativi, impiegando il minimo delle forze a loro disposizione. Si tratta, in sostanza, di azioni di assaggio e di disturbo».

T. A.

CONTINUA IN 2. PAGINA

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Nazione

di Firenze

del 20-11-75

Un altro italiano ucciso in sparatorie all'Asmara

Colpito da un proiettile vagante davanti alla cattedrale cattolica durante un attacco dei guerriglieri eritrei a una colonna blindata di governativi - Otto ore di aspri combattimenti notturni - Sono in arrivo altre truppe etiopiche

(Nostro servizio particolare)

Addis Abeba, 19 febbraio.

Sottolineando con le armi il loro «no» alla tregua, i ribelli eritrei hanno continuato a impegnare le forze etiopiche dell'Asmara anche stamane, dopo i violenti scontri a fuoco della scorsa notte. In una sparatoria, è rimasto ucciso un italiano, identificato per il 28enne Giuseppe Vaccaro.

L'italiano è stato colpito da un proiettile vagante ed è morto tra le braccia di un medico, di fronte alla cattedrale cattolica dell'Asmara, sulla via Hailé Selassié.

La sparatoria che è costata la vita al Vaccaro è avvenuta intorno alle 10 quando cecchini ribelli nascosti in alcuni edifici hanno aperto il fuoco su una colonna di otto mezzi blindati che portavano rinforzi provenienti da Addis Abeba. I soldati cantavano e sparavano festosamente in aria, ma quando i veicoli si sono trovati a passare di fronte a una banca, vicino alla cattedrale, i guerriglieri hanno improvvisamente sparato. Vaccaro è stato raggiunto da un proiettile su un marciapiede. E' il secondo italiano ucciso in Eritrea dall'inizio degli scontri tra indipendentisti e governativi.

Altre sparatorie sono avvenute fuori città, sulla strada che conduce al porto di Massaua, mentre l'abitato della capitale eritrea veniva scosso da una serie di esplosioni. La gente, che di prima mattina era tornata nelle strade, si è nuovamente precipitata nelle case e i pochi negozi che avevano riaperto hanno abbassato nuovamente le saracinesche.

All'Asmara, nonostante gli attacchi della notte scorsa intorno all'aeroporto, sono giunti altri due aerei carichi di rinforzi governativi. Testimoni oculari hanno anche riferito di aver visto quattrocento soldati che tornavano in città da Keren, una importante posizione militare, intorno a cui si è recentemente combattuto. I militari, secondo le fonti, gridavano e sparavano indiscriminatamente in aria e sugli edifici.

Gli scontri della notte scorsa sono durati circa otto ore e secondo quanto hanno detto alcuni residenti di Asmara, non hanno precedenti negli ultimi otto giorni.

I guerriglieri, usando mitra e razzi, hanno concentrato il fuoco soprattutto sull'aeroporto usato negli ultimi giorni per

il ponte aereo dei rinforzi e dei rifornimenti destinati alle unità governative dell'Asmara. L'attacco era stato in certo modo preannunciato dal leader delle forze di liberazione eritree, Osman Saleh Sabbi, quando ieri a Beirut, nel ribadire il «no» alla tregua e nel criticare l'uso di aerei di linea etiopici per il ponte aereo, aveva dichiarato: «Li attaccheremo in aeroporto e metteremo fuori uso il terminal».

Sul bilancio di perdite e danni causati dalla serie di battaglie notturne non si hanno per il momento indicazioni di sorta. La popolazione civile non dovrebbe comunque averne sofferto seriamente dato che gli scontri sono cominciati circa due ore dopo l'inizio del coprifuoco.

Le sparatorie sono avvenute quando bande formate da una ventina di uomini ciascuna hanno attaccato contemporaneamente cinque installazioni militari nella città e cioè: l'aeroporto, che oltre ad essere impiegato in tempi normali per i voli civili è anche base militare; un centro di artiglieria, un campo di appoggio per i rinforzi in arrivo da Addis

Abeba, il comando della marina e il comando della seconda divisione dell'esercito etiopico.

I residenti dell'Asmara hanno riferito di avere osservato uno spettacolare incrociarsi di pallottole traccianti sullo sfondo del cielo notturno mentre si susseguivano potenti esplosioni. «La confusione era al culmine. Sembrava di essere al circo», ha commentato un testimone.

Si calcolano a diverse centinaia gli effettivi della polizia e della guardia nazionale che giornalmente affluiscono all'Asmara per dar man forte ai 20 mila uomini già operanti nella provincia. I guerriglieri, a quanto si dice, avrebbero almeno settemila uomini spiegati intorno alla città.

Sull'interpretazione da dare ai nuovi attacchi dei ribelli, alcuni osservatori si mostrano inclini a ravvisarvi l'inizio di una nuova fase della guerra del «Fronte di liberazione eritreo». Un'altra fonte ha invece minimizzato l'importanza degli ultimi avvenimenti. «Non è il preludio a una grande offensiva — ha detto — i guerriglieri mirano

semplicemente a tenere in scacco i governativi, impiegando il minimo delle forze a loro disposizione. Si tratta, in sostanza, di azioni di assaggio e di disturbo».

A. P.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

71

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

H. secolo d'Italia di Roma del 20-2-75

SCORRE DI NUOVO IL SANGUE ALL'ASMARA

Ucciso un italiano

Il ventottenne Giuseppe Vaccaro raggiunto da un proiettile vagante dinanzi alla Cattedrale cattolica - Attacchi a catena di « commandos » eritrei contro le caserme etiopiche e l'aeroporto - Pesanti rappresaglie

(NOSTRO SERVIZIO)

ADDIS ABEBA, 19. — Ancora sangue italiano all'Asmara in seguito al riesplodere della guerra nel centro della capitale eritrea. Un nostro connazionale, Giuseppe Vaccaro di 28 anni, è rimasto ucciso da una pallottola vagante davanti alla cattedrale cattolica nella quale da giorni e giorni trovano riparo, nei momenti in cui più accesi divampano i combattimenti, migliaia di cittadini in preda al terrore. L'attacco sferrato all'imbrunire dai guerriglieri viene considerato come l'inizio della grande offensiva preannunciata ieri dal leader del FLE, Sabi, che ha affermato che gli eritrei, respingendo ogni proposta di tregua, continueranno a combattere fino alla sconfitta dell'esercito etiopico.

E per tutto il pomeriggio « commandos » si sono infiltrati nella città, eludendo la sorveglianza dei militari di Addis Abeba che continuano a presidiare ogni angolo dell'Asmara e subito dopo l'orario di inizio del coprifuoco sono entrati in azione dando l'assalto al comando generale della Marina, al forte nel quale ha sede il comando della seconda divisione e all'aeroporto internazionale.

Gli attacchi più violenti sono stati sferrati proprio contro lo scalo aereo sulle cui piste sono atterrati in questi giorni velivoli carichi di truppe etiopiche giunte nella capitale eritrea per dar man forte ai soldati impegnati nella repressione della guerriglia.

Per lunghe ore si è sentito, anche da lontano, il boato delle esplosioni e il crepitio delle armi automatiche, mentre il cielo veniva illuminato dai bengala adoperati dai militari etiopici per cercare di localizzare le posizioni

dei guerriglieri eritrei che dopo ogni attacco sembravano svanire nel nulla.

All'alba gli scontri sono via via diminuiti di intensità fino a cessare completamente, ma quando già si sperava in qualche ora di tregua gli incidenti sono riesploditi gettando nuovamente nel panico la popolazione ormai allo stremo dopo venti giorni di combattimenti.

A risentirne in maniera particolare sono i circa 400 nostri connazionali che non hanno voluto abbandonare la capitale eritrea e che sono stati costretti dal precipitare degli avvenimenti a separarsi dai familiari, alcuni dei quali sono rientrati in Italia mentre altri sono rimasti ad Addis Abeba.

All'Asmara oggi si è insediato il nuovo governatore militare dell'Eritrea, gen. Getachew Nedom inviato da Addis Abeba nella speranza che le truppe etiopiche con una nuova guida riescano ad aver ragione dei guerriglieri.

Nel pomeriggio elicotteri governativi hanno lanciato sulla capitale eritrea manifestini nei quali si annuncia che la pace verrà presto ristabilita.

Nella capitale etiopica si susseguono le dimostrazioni contro i « banditi eritrei » e contro i paesi arabi che li armano. Dopo quella di ieri durante la quale il maggiore Menghistu ha affermato che la guerriglia « sarà stroncata » ne viene preannunciata per oggi un'altra, organizzata sempre dal governo, alla quale dovrebbero partecipare i cittadini eritrei residenti ad Addis Abeba che sono stati « invitati », così come nei giorni scorsi, a partecipare alla riunione per evitare di subire ritorsioni.

Proprio il problema delle rappresaglie è stato al centro di

aspre dispute tra il FLE e la giunta che veniva accusata dai guerriglieri di avere consentito alle proprie truppe ogni sorta di atrocità. A tal proposito, osservatori diplomatici hanno dichiarato che ieri circa quattrocento reduci da combattimenti a nord di Keren sono entrati all'Asmara sparando contro le abitazioni nelle quali sono rinchiusi i civili. Per evitare il ripetersi di simili episodi il « Derg » avrebbe disposto la creazione di unità speciali di polizia con il compito specifico di reprimere ogni atto di indisciplina dei soldati di Addis Abeba.

JAMES LOOGAN

SALVO PER MIRACOLO UNO DEI PROFUGHI GIUNTI IERI

Ridevano come matti mentre gli sparavano

**Amleto Debraiesus, reduce dalla drammatica avventura corsa in Asmara, è rimpatriato nel pome-
riggio insieme con 72 fra donne e bambini - Una serie di problemi che richiedono urgente soluzione**

Ieri alle 16, con un aereo dell'Alitalia, volo AZ 897, altri 78 connazionali di Asmara sono arrivati da Addis Abeba. Anche questa volta si tratta, nella grandissima maggioranza, di donne e di bambini. Fra loro, c'era un uomo che può simboleggiare il dramma di questi italiani e della città e dell'intera regione nelle quali essi hanno lavorato per decenni, nelle quali molti di loro sono nati, nelle quali sono nati tutti quei bambini che ieri sono sbarcati a Fiumicino, frastornati dalla lunga odissea. Quest'uomo-simbolo si chiama Amleto Debraiesus, ha 53 anni ed in Asmara era vicepresidente di una società. Il suo guadagno mensile in Italia potrebbe definirsi assai modesto, ma in Asmara gli era sufficiente. Tuttavia Amleto Debraiesus ha abbandonato tutti, si è pagato il viaggio di tasca propria ed è arrivato in Italia senza un soldo, incerto dell'arrivo, pago solo del presente, pago solo di essere vivo.

La morte, infatti, gli è passato accanto, lo ha sfiorato, lasciandogli una pallottola in corpo, che gli è stata estratta nella stessa Asmara, con un'operazione di emergenza. Poi lo hanno trasportato in

Addis Abeba e di lì, quando le sue condizioni sono migliorate, s'è fatto imbarcare sull'aereo dell'Alitalia. Ora è al centro traumatologico dell'INAIL. Che cosa è accaduto ad Amleto Debraiesus? Egli era davanti a casa sua, quando è passato un autocarro carico di militari etiopici. Ridevano, istericamente, come deliranti. E ridendo uno di quelli ha lasciato partire una raffica, senza un motivo al mondo. Amleto Debraiesus è caduto nel suo sangue, il camion ha proseguito la sua corsa con quei soldati che ridevano. E' accaduto il 3 febbraio.

Ecco, Amleto Debraiesus è un po' il simbolo del dramma italiano. Nessuno dei nostri connazionali ha detto «andatevene di qui», né i rivoltosi, né i militari etiopici. Ma lui ha sentito, per quella pallottola, che la vita gli era stata risparmiata per caso, e con quella pallottola in corpo, è stato costretto a partire. E così è accaduto per tutte quelle donne che nessuno ha cacciato, nessuno ha ferito ma che i loro uomini hanno voluto metter al sicuro, dopo avere atteso fino all'ultimo, così come ancora attendono, sperando in una schiarita, sperando forse fino oltre i limiti della ra-

gione, di non essere costretti a rinunciare, da un momento all'altro, al loro lavoro, alla loro vita. C'è stato chi, giorno fa, su un giornale romano, ha voluto fare della pesante trionfa di pessimo gusto su questi nostri connazionali di Eritrea, sui bianchi e sui meticcî, su coloro che sono, cioè, di genitori italiani e di coloro che hanno uno dei genitori eritreo. Su quel giornale si è voluto trionfare sulle borse di «coccodrillo», sui «gotelli», sull'agiatezza di questi profughi, dimostrando, nel contesto, un disprezzo stupido ed avvilente per chi lo esprimeva. Ma ben altra è la realtà di questi nostri connazionali, che in Eritrea altro non facevano se non lavorare, contribuire alla prosperità della regione come, e lo ufermo contro ogni bugiarda opinione contraria, al progresso dell'Eritrea nei lunghi decenni di nostra presenza, e dell'intera Etiopia, nei pochissimi anni in cui l'Italia si sostituì al governo feudale negussista, fu utilissima la presenza italiana i cui varaggi furono rapidamente cancellati dal 1941 in poi. La realtà di questi nostri connazionali è quella simboleggiata da Amleto Debraiesus: cacciati da una guerra di cui non si vedono le conclusioni, costretti dalla tempesta ad abbandonare una vita intera, lasciando sul posto i

l'ultima speranza, con le famiglie smembrate, arrivano tra noi come naufraghi, in grandissima parte senza denaro, tutti con un avvenire che è un solo, immenso, sinistro punto interrogativo.

Cinquantacinque di quelli arrivati ieri hanno pagato il biglietto, 23 hanno viaggiato a spese dello Stato. Trentanove sono stati avviati all'albergo Holiday, a Lavinio; 19 all'albergo S. Anselmo; due sono stati ricoverati all'ospedale S. Eugenio, due al San Giacomo, uno al centro traumatologico. Gli altri hanno trovato rifugio presso parenti. Ma tutti sono oppressi dagli stessi problemi. Li elenchiamo.

145 giorni — Per 45 giorni si provvede alla loro permanenza in albergo. E poi? Del resto si sta interessando il Ministro per le Regioni, investito del problema dal Ministero degli Esteri.

Scuola — Ieri mattina è stata tenuta una riunione e un'altra era stata tenuta l'altro ieri, per studiare molte cose. Come inserire i bambini nella scuola? Qual è la loro situazione scolastica dal punto di vista italiano? Qua-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

Roma

del

20-2-75



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

le valore hanno i diplomi conseguiti? Come inserire nell'insegnamento i professori non di ruolo?

A ST

Ritaglio dal Gio

Sussidio di 500 mila lire pro capite da concedere a chi è in possesso del brevetto di profugo — Questo, in casi normali, viene rilasciato dal Console del luogo di provenienza. Ma poiché si tratta di rimpatrio in massa, il Ministero degli Esteri, d'accordo con la Direzione generale per la Pubblica assistenza, redige una lista che sostituisce il mancante brevetto. Le liste vengono via via fornite al Ministero dell'Interno e quindi la emissione dei mandati non dovrebbe tardare molto. E ci si augura che essa sia quanto mai sollecita perché molti non hanno in tasca neppure gli spiccioli.

INSERIMENTO SOCIALE
— Al Ministero degli Esteri stanno facendo un censimento sociale, stanno cioè cercando di stabilire, per ciascuna famiglia, desideri, aspirazioni e possibilità di lavoro. L'operazione è ardua. Fra i rimpatriati c'è un notevole, comprensibilissimo sbandamento. Per di più, si tratta nella quasi totalità di donne che hanno i loro uomini laggiù.

In conclusione, fra quelli arrivati e quelli che arriveranno (domani sono attese altre 170 persone) nei Ministeri competenti si calcola di dover provvedere alla sistemazione di circa 500 persone.

Sinora, le autorità investite del problema, hanno agito egregiamente. Ottima l'accoglienza all'arrivo, da parte di tutti e non staremo ancora a citare Crose Rossa, funzionari degli Esteri e dell'Interno, della Prefettura, della Questura. Assiduo lo studio dei problemi elencati. Ci auguriamo, però, che il fervore non si assopisca, che non scadano i fatidici 45 giorni di assistenza alberghiera senza che le soluzioni siano state trovate per tutti.

LEONIDA FAZI

Arrivati da Addis Abeba

UFFICIO VII

Rosalba Capranica; Riccardo Baldacchino; Antonina Rada, nata De Domenico; Luigina Mosca, nata Oliviero, con Roberta e Franco; Lucia Giuffrè, nata Mebrat Tesfai, con Elisabetta, Ernesto, Giuseppina, Rosina; Cesarina Adriani, nata Abeba, con Valerio, Fulvio, Viviana, Vincenzo, Debora; Leonilde Panizza, nata Pegoraro; Rosalia Coppo, nata Vaccaro, con Severino; Paola Festa, nata Borgia, con Maria Grazia, Patrizia, Giuseppina; Maria Teresa Pilloni, nata Vianelli, con Dario e Meri; Lucia Monterastelli, nata Letueni, con Elvira e Noemi; Caterina De Podestà, nata Pietrucci, con Rosario, Emanuela, Tullio, Lorenzo; Elvira Vecchia, nata Brusinelli; Caterina Ronda; Rosa Accolla, nata Nauta, con Carmelo; Ida Vornano, nata De Cillia, con Flavio, Maurizio; Luigia Maria Vornano, nata Di Tanza, con Ester, Simona; Fernanda Maria Ingegneri; A. Maria Accolla; Anna Fonti, nata Bini, con Elena, Nevio; Rosina Seroni, nata Giannangeli, con Anna Maria, Ornella, Ilario; Iolanda Ronda, nata Demcejesse, con Carla, Fabio; Gesualda Rosi, nata Piangiamore, con Roberta, Gianfranco; Onorina Missoni, nata Onori, con Gabriele, Antonella; Mariella Reffo, nata Predicatori; Ivana Picciotti, nata Cecchi, con Daniela, Nadia, Bruna, Valeria; Raul Di Gioacchino.

del

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Foglio

di Roma

del 20-II-75

I nostri giornali all'estero

La voce italiana degli emigrati

I lavori a Roma del secondo congresso Fmsie (Federazione mondiale della stampa italiana all'estero) — Problemi e prospettive del settore

Se ne sa poco nel nostro Paese, ma la stampa italiana all'estero è un vastissimo movimento di opinione, con dimensioni uniche nel suo genere: 143 giornali con oltre 100 milioni di copie annue, 205 programmi radio, 26 canali televisivi che raggiungono 153 Paesi dei cinque continenti e parlano a 5 milioni 250 mila connazionali e a 30 milioni di oriundi italiani. E' una voce che ha toni e caratteri diversissimi, dalla difesa di situazioni spesso drammatiche fino alla strumentalizzazione delle nostre comunità all'estero senza nessuna reale difesa e promozione degli emigrati. Questo fenomeno, di tale ampiezza e anche di tali contraddizioni, è in questi giorni sul tappeto a Roma: se ne sta discutendo da lunedì scorso a palazzo Lubin, la sede del Cnel (Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro), nel corso del secondo congresso mondiale della stampa italiana all'estero, indetto dalla Fmsie (federazione mondiale stampa italiana all'estero).

Il congresso è nel quadro della prima conferenza nazionale dell'emigrazione che si terrà sempre a Roma, da lunedì prossimo, nella sede della Fao. Tema dei lavori è « per le nostre comunità d'oltre confine, l'informazione italiana all'estero è un servizio sociale ». I lavori si sono articolati subito in tre commissioni che discutono questi aspetti del problema: la stampa come servizio sociale; la riforma dello statuto della federazione mondiale della nostra stampa all'estero; le provvidenze a favore di questa stampa. I documenti elaborati dalle tre commissioni saranno discussi e approvati domani dall'assemblea, formata da delegati giunti da ogni parte del mondo. Con l'occasione si procederà anche alla nomina dei nuovi rappresentanti in seno alla federazione (un organo sorto quattro anni fa, a Roma, nel corso del primo congresso della stampa italiana all'estero e attualmente presieduto dall'avv. Umberto Ortolani, con segretario generale Benozzo).

Obiettivi e problemi

Quali obiettivi si propone la federazione? Li ha indicati, nella sua relazione d'apertura al convegno, il presidente Ortolani: riconoscimento giuridico della federazione e dei suoi associati; inserimento dei giornali italiani all'estero nelle provvidenze che saranno stabilite dal Governo per l'editoria italiana (a parità di diritti); inclusione di questi giornali nei budgets pubblicitari degli organi dello Stato e del parastato. Tutte rivendicazioni delle quali si chiede l'accoglimento, senza però che que lo significhi condizionamento della

libertà di indirizzo e di linea politica delle singole testate.

Problema cruciale è quali e quante testate esistenti meritino di fatto le provvidenze elencate. Al riguardo, l'opinione di Silvano Ridolfi, vice direttore dell'Ucei (ufficio centrale emigrazione italiana) e membro del direttivo della federazione, non ammette repliche: « Queste provvidenze vanno a quella stampa di emigrazione effettivamente al servizio delle varie collettività all'estero, servizio inteso come difesa e come promozione sociale di queste collettività ».

Proposta legislativa

Altro problema è quello della via attraverso cui concedere concretamente le provvidenze. Al congresso è stata presentata una proposta di legge parlamentare. In una sintetica premessa e sei articoli si offre una normativa che è una piattaforma di discussione. Nella proposta si indicano i criteri secondo cui ripartire il contributo annuo statale per la stampa all'estero (contributo fissato in 1.500 milioni); si stabilisce che una quota non inferiore



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DI

Ritaglio dal Giornale

ELL' UFFICIO VII

..... del

al 20 per cento delle somme stanziare dalle amministrazioni dello Stato per la pubblicità vengano riservate ai giornali di lingua italiana all'estero (per gli enti e le aziende del parastato la quota diventa del 25 per cento); si esclude la stampa pornografica dalle provvidenze; si prevede una serie di facilitazioni e concessioni per le redazioni in Patria dei giornali; si istituisce una commissione per la stampa italiana all'estero.

Altro problema particolare è quello del funzionamento della federazione mondiale della nostra stampa all'estero. Come strutturare l'ente per un suo effettivo e continuo funzionamento? Lo stesso presidente Ortolani ha ricordato che oggi otto dei tredici consiglieri della Federazione sono sparsi in quattro continenti e che i due membri dell'esecutivo risiedono uno in Belgio e l'altro in Tunisia.

In apertura del congresso, il saluto del Governo è stato portato dal ministro per la Ricerca scientifica Pedini. L'uomo di Governo ha ricordato l'importanza della stampa all'estero ed ha auspicato che la Fmsie riesca a raccogliere sempre più nel suo ambito tutte le testate dei giornali in lingua italiana che si pubblicano all'estero. Ai lavori sono intervenuti anche l'on. Lupis (presidente onorario della Fmsie), il vice presidente dell'Ordine nazionale dei giornalisti Boneschi, il presidente dell'Uspi Radaelli, il direttore generale della emigrazione Falchi.

Giuseppe SANGIORGI

Continenti	Giornali	Radio	Televisione	Emigrati
EUROPA	43	12	6	2.388.538
AMERICA DEL SUD	28	44	—	1.953.168
AMERICA DEL NORD	56	138	20	493.703
OCEANIA	10	10	—	290.788
AFRICA - ASIA	6	1	—	121.064
TOTALI	143	205	26	5.247.261



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Giorno di *Milano* del *20-2-75*

Richiesta delle Regioni per gli emigranti

ROMA, 19 febbraio

Le Regioni non vogliono più essere dei « serbatoi » da cui prelevare o immettere manodopera, secondo logiche e scelte alle quali non abbiano partecipato e delle quali si trovino poi a pagare i gravi costi economici e sociali.

Alla conferenza nazionale sull'emigrazione, che si aprirà lunedì 24 febbraio a Roma, le Regioni insisteranno soprattutto su questo punto affinché non vengano ripetuti gli errori del passato. Il loro giudizio su questa « piaga » che si trascina irrisolta ormai da quasi trent'anni è infatti severo. Se le cause vanno identificate in uno sviluppo « non casuale, ma sicuramente frutto delle scelte economiche dei gruppi dominanti » — come si legge in una bozza di documento che gli assessori al Lavoro metteranno a punto domani in un incontro a Cosenza —, sviluppo caratterizzato da profondi squilibri territoriali e dalla mai risolta disparità di reddito e di condizioni di vita specie tra agricoltura e industria, occorre dire che mai si è messa in atto una incisiva politica di riequilibrio e di sviluppo delle aree depresse, condizione imprescindibile per risolvere alla radice il dramma dell'emigrazione.

La conferenza quindi, a giudizio delle Regioni, dovrà porre al centro del dibattito « le condizioni di un tipo di sviluppo che abbia come finalità la piena occupazione delle risorse del Paese e il superamento degli squilibri settoriali e territoriali, tra i quali in particolare lo sviluppo del Mezzogiorno e delle isole ». Ritardi, remore o rinvii non farebbero che peggiorare le cose favorendo ancora una volta, anziché bloccando, l'esodo di braccia e cervelli dalle regioni più povere verso le aree tradizionalmente « forti ».

Le Regioni insistono ovviamente su una politica di interventi strutturali, le cui scelte prioritarie appaiono scontate: agricoltura, edilizia pubblica e privata, scuola, sanità, trasporti, Mezzogiorno.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL SOLE - 24 ORE

di

Milano

del

20-II-75

Tesi delle Regioni sull'emigrazione

Ha luogo oggi a Cosenza un vertice degli assessori al lavoro

«Le Regioni non vogliono più essere dei "serbatoi" da cui prelevare o immettere manodopera, secondo logiche e scelte alle quali non abbiamo partecipato e delle quali si trovino poi a pagare i gravi costi economici e sociali». Alla Conferenza nazionale sulla emigrazione, che si aprirà lunedì 24 febbraio a Roma, le Regioni insisteranno soprattutto su questo punto affinché non vengano ripetuti gli errori del passato.

Il loro giudizio su questo problema che si trascina irrisolto ormai da quasi trent'anni è severo. «Se le cause vanno identificate — come si legge in una bozza di documento che gli assessori al lavoro metteranno a punto oggi in un incontro a Cosenza — in uno sviluppo caratterizzato da profondi squilibri territoriali e dalla mai risolta disparità di reddito e di condizioni di vita specie tra agricoltura e industria, occorre dire che mai si è messa in piedi una incisiva politica di riequilibrio e di sviluppo delle aree depresse, condizione imprescindibile per risolvere alla radice il dramma dell'emigrazione».

La conferenza quindi — a giudizio delle Regioni, — dovrà porre al centro del dibattito «le condizioni di un tipo di sviluppo che abbia come finalità la piena occupazione delle risorse, in primo luogo umane, del Paese e il superamento degli squilibri settoriali e territoriali, tra i quali in particolare lo sviluppo del Mezzogiorno e delle Isole. Ritardi, remore o rinvii non farebbero che peggiorare le cose favorendo ancora una volta, anziché bloccando, l'esodo di braccia e cervelli dalle regioni più povere ver-

so le aree tradizionalmente "forti"».

Le Regioni insistono su una politica di interventi strutturali, le cui scelte prioritarie appaiono scontate: agricoltura, edilizia pubblica e privata, scuola, sanità, trasporti, Mezzogiorno, puntando — quanto a quest'ultimo — non esclusivamente sull'industrializzazione, ma sfruttandone anche quelle effettive e potenziali risorse che sono l'agricoltura e il turismo.

E proprio perché il problema delle migrazioni, sia interne che esterne, affonda le radici nel problema più vasto dello sviluppo economico del Paese e perché l'intervento regionale copre già istituzionalmente molti dei settori indicati come prioritari, le Regioni, oltre ad uno «spazio» maggiore per interventi specifici, rivendicheranno ancora una volta, anche alla Conferenza dell'emigrazione, il loro ruolo determinante nell'elaborare e gestire le scelte della programmazione economica nazionale.

«Le Regioni — è la conclusione del documento che è stato elaborato dopo un incontro interregionale dagli uffici dell'assessore al lavoro della Regione Lombardia Marvelli — fanno proprie le esigenze e le rivendicazioni portate avanti in questi anni dal movimento sindacale, dagli stessi lavoratori emigrati e dalle loro associazioni, e intendono operare in stretta comunità di intenti perché siano eliminate alla radice le cause dell'emigrazione attraverso politiche di pieno impiego delle risorse del Paese e di salvaguardia dei fondamentali diritti dei lavoratori».

es. li si c

to re L p c c



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AUVENIRE

di

Il Lavoro

del

20-II-75

VERSO LA CONFERENZA NAZIONALE

Migrazioni e sviluppo

Oggi a Cosenza incontro delle Regioni

COSENZA, 19 febbraio

Le Regioni non vogliono più essere dei «serbatoi» da cui prelevare o immettere manodopera, secondo logiche e scelte alle quali non abbiano partecipato e delle quali si trovino poi a pagare i gravi costi economici e sociali.

Alla conferenza nazionale sull'emigrazione, che si aprirà lunedì 24 febbraio a Roma, le Regioni insisteranno soprattutto su questo punto affinché non vengano ripetuti gli errori del passato. Il loro giudizio su questa «piaga» che si trascina irrisolta ormai da quasi trent'anni è infatti severo. Se le cause vanno identificate in uno sviluppo «non casuale, ma sicuramente frutto delle scelte economiche dei gruppi dominanti» — come si legge in una bozza di documento che gli assessori al lavoro metteranno a punto domani in un incontro a Cosenza — sviluppo caratterizzato da profondi squilibri territoriali e dalla mai risolta disparità di reddito e di condizioni di vita specie tra agricoltura e industria, occorre dire che mai si è messa in piedi una incisiva politica di riequilibrio e di sviluppo delle aree depresse, condizione imprescindibile per risolvere alla radice il dramma dell'emigrazione.

La conferenza quindi, a giudizio delle Regioni, dovrà porre al centro del dibattito «le condizioni di un tipo di sviluppo che abbia come finalità la piena occupazione delle risorse, in primo luogo umane, del paese e il superamento degli squilibri settoriali e territoriali, tra i quali in particolare lo sviluppo del Mezzogior-

no e delle isole».

Ritardi, remore o rinvii non farebbero che peggiorare le cose favorendo ancora una volta, anziché bloccare, l'esodo di braccia e cervelli dalle regioni più povere verso le aree tradizionalmente «forti».

Le Regioni insistono ovviamente su una politica di interventi strutturali, le cui scelte prioritarie appaiono scontate: agricoltura, edilizia pubblica e privata, scuola, sanità, trasporti, Mezzogiorno, puntando, quanto a quest'ultimo, non esclusivamente sull'industrializzazione, ma sfruttandone anche quelle effettive e potenziali risorse che sono l'agricoltura e il turismo.

È proprio perché il problema delle migrazioni, sia interne che esterne, affonda le radici nel problema più vasto dello sviluppo economico del paese e perché l'intervento regionale copre già istituzionalmente molti dei settori indicati come prioritari, le Regioni, oltre ad uno «spazio» maggiore per intervenire, rivendicheranno ancora una volta, anche alla conferenza dell'emigrazione, il loro ruolo determinante nell'elaborare e gestire le scelte della programmazione economica.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

Roma

del

20-2-75

LUNEDI' SI APRE LA CONFERENZA DELL'EMIGRAZIONE

Tre milioni di italiani emigrati in tredici anni

I nostri lavoratori vengono assorbiti principalmente dai Paesi della Comunità Europea - Dal Mezzogiorno il maggiore contributo all'andamento

La prossima settimana, dal 24 febbraio al primo marzo, si svolgerà a Roma, nella sede della FAO, la « Conferenza nazionale della emigrazione » organizzata dal Ministero degli Esteri e dal Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro (CNEL). E' un avvenimento di grande interesse nazionale sottolineato dalla presenza, nell'inaugurazione, del Presidente della Repubblica. La conferenza acquista una particolare importanza per le regioni meridionali dalle quali provengono più dei due terzi degli emigranti.

Nel suo Bollettino dello scorso mese di gennaio, l'Istituto centrale di statistica ha pubblicato una lunga serie di dati sul numero degli italiani espatriati per motivi di lavoro e rimpatriati nel periodo che va dal 1876 al 1973. Senza andare troppo indietro nel tempo, vogliamo qui segnalare il movimento migratorio che si è verificato negli ultimi tredici anni, dal 1961 al '73. Durante tale periodo gli espatriati sono risultati più di tre milioni (3.080.369) così distribuiti: 715.826 provenienti dall'Italia settentrionale; 240.243 dalle regioni centrali; e ben due milioni e 124.300 dal Mezzogiorno.

Le regioni più interessate all'emigrazione sono state: la Lombardia, il Veneto ed il Friuli-Venezia Giulia al nord; il Lazio tra le regioni centrali; e quale più quale meno tutte le regioni meridionali.

Espatriati e rimpatriati per regioni dal '61 al '73

REGIONI	Espatriati	Rimpatriati	Espatr. netti
Piemonte	47.717	46.662	1.055
Valle d'Aosta	8.087	7.330	757
Lombardia	173.629	152.792	20.837
Trentino - Alto Adige	41.455	33.212	8.243
Veneto	242.509	241.903	606
Friuli - Venezia Giulia	114.942	114.772	170
Liguria	23.790	18.574	5.216
Emilia - Romagna	63.697	59.349	4.348
ITALIA SETTENTR.	715.826	674.594	41.232
Toscana	43.998	42.087	1.911
Umbria	22.020	24.248	2.228
Marche	71.252	70.054	1.198
Lazio	10.973	55.884	47.089
ITALIA CENTRALE	240.243	192.273	47.970
Abruzzi	172.431	121.603	50.828
Molise	102.245	64.872	37.373
Campania	472.388	333.296	139.092
Puglia	501.049	374.385	126.664
Basilicata	136.858	102.423	34.435
Calabria	329.761	184.560	145.201
Sicilia	354.817	173.762	181.055
Sardegna	54.751	38.838	15.913
MEZZOGIORNO	2.124.300	1.393.739	730.561
TOTALE	3.080.369	2.260.606	819.763

Fonte dei dati: ISTAT - Bollettino di statistica di gennaio '75

Nello stesso periodo 1961-1973 gli italiani rimpatriati sono risultati due milioni e 260.606. Pertanto gli espatriati al netto dei rimpatriati figurano quasi ottocentoventimila (819.763). Il solo Mezzogiorno avrebbe perduto 730.561 persone, in massima parte « unità lavorative » essendo ridottissimo il numero delle donne e dei bambini che seguono i capifamiglia nell'emigrazione.

I Paesi di destinazione dei nostri emigrati sono stati principalmente quelli europei nell'ottanta per cento dei casi, ed i Paesi dell'America per il quindici per cento.

Dei due milioni e mezzo di espatriati in Europa più di un milione (1.174.826) si sono diretti nella Svizzera; 885.266 nella Germania occidentale; 230.212 nella Francia, eccetera. In sintesi la Svizzera ed i Paesi della Comunità Economica Europea sono quelli verso i quali si dirige la massa dei nostri emigrati.

Oltre oceano i Paesi preferiti sono gli USA dove sono espatriati 206.598 persone, il Canada (184.205 persone), l'Australia (134.259) ed il Venezuela (25.248).

L'emigrazione verso questi Paesi transoceanici ha carattere definitivo nella maggior parte dei casi, mentre nei Paesi europei ha prevalentemente carattere temporaneo. Si calcola che nei soli Stati Uniti d'America si siano naturalizzati quasi 15 milioni di italiani.

In ogni caso l'emigrazione costituisce sempre un trauma per chi deve lasciare la propria famiglia, casa, terra per andare a cercare lavoro all'estero. Ed è anche per tale motivo che gli emigrati meritano ogni possibile assistenza ed aiuto da parte della madrepatria.

ANTONIO SPAGNOLI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Domenica del Corriere di Milano

del

20-11-75

«Italiani, rispondete: Asmara brucia?»

Che cos'è accaduto ai nostri connazionali in Eritrea? L'Etiopia è la loro seconda patria, molti di loro sono nati laggiù e sono benvenuti dagli eritrei. Tuttavia sono costretti ad abbandonare il Paese sconvolto dalla guerra civile. Ecco la registrazione di tre drammatiche telefonate tra Milano, Asmara e Addis Abeba: sono la testimonianza della sofferenza e delle paure dei giorni del « grande esodo »

Erano tremila gli italiani che ancora vivevano in Eritrea quando sono cominciati gli scontri fra i soldati etiopici e i guerriglieri eritrei. I bombardamenti, le sparatorie, l'incubo di un domani senza speranza li hanno condannati ad abbandonare, quasi certamente per sempre, quella che per quasi tutti era diventata una nuova patria. Un esodo doloroso che non si è ancora concluso. Una fuga di proporzioni bibliche, e per qualcuno neppure il tempo di fuggire. La settimana scorsa abbiamo raccontato la storia di Carmelo Cordaro, 45 anni, fornaio, ucciso ad Asmara in una sparatoria, ma le storie sono tremila: tremila destini sconvolti da una tragedia collettiva che ancora non è possibile raccontare. Abbiamo raccolto, fra le tante, tre testimonianze che ci sono giunte nei giorni in cui era più viva l'ansia per la sorte dei nostri connazionali. Sono tre telefonate diverse che

la « Domenica » ha potuto ottenere tra un blocco e l'altro delle linee: erano le vive voci di tre testimoni, di tre vittime di una lotta alla quale essi erano personalmente estranei e che, comunque possa finire, vedrà cancellata l'ultima presenza italiana in Eritrea.

1ª testimonianza

« Pronto, consolato italiano d'Asmara? »

« Sì. » risponde, lontanissima, una voce d'uomo.

« Qui è la "Domenica del Corriere" di Milano. Vorremmo parlare con il console. »

« Il dottor Napoleone è all'aeroporto. Sta aiutando gli italiani ad imbarcarsi per Addis Abeba. Io sono il cancelliere, Rosario Cinnirella. »

rella. Vivo qui ad Asmara da quando sono nato, sessant'anni fa. Non avrei mai immaginato che un giorno...

« Quanti italiani sono riusciti a partire? »

« Non so il numero preciso. Quasi tutti però. Quelli che sono rimasti hanno fatto partire mogli, figli, parenti. Le partenze sono andate abbastanza bene, anche se gli etiopici le hanno un po' rallentate con insolite formalità burocratiche. »

« Gli italiani che sono rimasti ad Asmara come vivono? »

« Dopo l'uccisione di Carmelo Cordaro, il primo giorno degli scontri, nei confronti dei nostri connazionali non c'è stata più violenza. La vedova di Carmelo è partita per Addis Abeba. Anche per i feriti non c'è più pericolo. Comunque, gli italiani sono trattati bene, soprattutto dagli eritrei e questo forse ci rende un po' sospetti agli occhi dei soldati etiopici. »

« E' vero che gli italiani hanno aiutato i separatisti eritrei? »

« No, sono storie. Gli italiani pensano a lavorare... »

« Milano, chiudere. Sono tre minuti che parlate » interrompe la centralinista dell'Italcable.

« Ancora un minuto signorina. Signor Cinnirella, ci sente? Si parla di "tangenti" pagate dagli italiani ai guerriglieri eritrei per non subire rappresaglie. E' vero? »

« Lo escludo. Ripeto. Gli eritrei ci stimano perché abbiamo sempre lavorato e soprattutto li abbiamo sempre trattati bene. »

« Signor Cinnirella, i giornali hanno diffuso la notizia di massacri compiuti dall'esercito etiopico nei confronti della popolazione civile. Lo hanno detto anche alcu-

ni profughi italiani giunti in Italia. E' vero? »

« Milano, chiudere. Sono già cinque minuti di conversazione » interviene ancora la centralinista dell'Italcable.

« ...Su questi fatti, in simili circostanze, non posso dire niente. Il nostro compito era quello di aiutare i nostri connazionali. »

« Siete riusciti a far partire tutti quelli che lo volevano? »

« Quelli d'Asmara sì. Per altri, una cinquantina che abitano in paesi e città vicini, ci è stato impossibile. Asmara è circondata e vi sono posti di blocco in ogni strada che conduce alla città. Comunque stanno tutti bene... »

« Milano? Purtroppo dobbiamo chiudere » dice per la terza volta la centralinista e così non riusciamo neppure a dire un « grazie » a Rosario Cinnirella, cancelliere del consolato italiano d'Asmara.

2ª testimonianza

E' al telefono Lia Cordaro, la vedova di Carmelo Cordaro, 45 anni, gestore di un forno, l'italiano ucciso durante il primo giorno degli scontri. La signora Cordaro è fuggita ad Addis Abeba. L'abbiamo rintracciata in casa della sorella e ci ha raccontato la sua tragedia.

« Quando sono cominciati gli spari Carmelo era al forno. Ha tentato di telefo-



Ministero degli Affari Esteri

narci, di uscire. Ma era bloccato. Verso mezzogiorno un operaio eritreo ha sentito dei rumori vicino alla porta. Carmelo è andato ad aprire. Forse era nervoso, forse pensava che qualcuno del consolato fosse venuto a salvarlo. E' partito un colpo e Carmelo è stramazza. L'hanno colpito al cuore.»

Ri

«Gli ha sparato un soldato etiopico?»

«Non so... non lo saprò mai. Ci hanno avvertiti. Non so dire come siamo riusciti ad arrivare al forno attraverso la città. C'erano soltanto soldati che sparavano da tutte le parti. Abbiamo portato Carmelo all'ospedale, anche se non c'era più niente da fare. L'hanno messo nella camera mortuaria e lì siamo rimasti, io e i tre ragazzi.»

«Quando avete lasciato

E: Asmara? Cosa farete ora?»

«Il giorno 6 ci hanno trasportato ad Addis Abeba e adesso siamo qui. Non sappiamo che cosa fare, come fare... Ma forse non ho più voglia né di fare, né di sperare...»

A

3ª testimonianza

E' al telefono Vittorio Conti, 60 anni, sposato, tre figli: è un magistrato in pensione. Viveva all'Asmara ed è stato uno dei primi a lasciare la città. Lo abbiamo rintracciato ad Addis Abeba, dove si è trasferito con la famiglia, ospite di parenti. Ecco la sua avventura nell'inferno dell'Asmara.

«Sentivamo che c'era qualcosa nell'aria ed eravamo preparati. Ma non immaginavamo che la situazione precipitasse così. Nel pomeriggio del 31 gennaio, si sono sentiti colpi di mortaio, di bazooka, moschettate. Sono comparsi i soldati etiopici dappertutto...»

«Dove avete trovato rifugio?»

«Abbiamo saputo che molti connazionali s'erano riuniti nella chiesa cattolica. Noi ci siamo asserragliati in casa di amici. Eravamo in cinque famiglie. Abbiamo vissuto per cinque giorni da accampati, pronti a difen-

derci. Eravamo armati. Abbiamo razionato e distribuito le provviste che da tempo avevamo accumulato in casa, centellinando soprattutto l'acqua, che da tempo non arrivava più. Abbiamo bevuto quella di riserva nella cisterna del palazzo. Anche gas e luce sono mancati.»

«Si sono avuti episodi di violenza?»

«Ci hanno informato che qualche negozio è stato saccheggiato, ma poi sono intervenute le autorità e i saccheggi sono finiti.»

«Come siete riusciti a partire?»

«Quando la guerriglia si è un po' calmata ci siamo messi in contatto con il consolato. Ci hanno sistemati su un aereo, in 160 persone, consentendoci di portare via soltanto 15 chilogrammi di bagaglio a testa. Tutto quello che abbiamo è rimasto ad Asmara. Anche le nostre case sono alla mercé di tutti. Ma a noi interessava soprattutto uscire da quell'inferno.»

«Adesso che farete?»

«Ci dicono che gli etiopici vogliono che tutti gli italiani se ne vadano. Ma andare dove? In Italia? Dovrebbero trattarci come profughi, come quelli che sono stati espulsi dalla Libia. Aspettiamo. Che cosa, non sappiamo bene.»

91

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

PANORAMA

Milano

20-II-75

Ritaglio dal Giornale

di

del

Il salario non Cee

Fra i nove paesi della Cee (Comunità economica europea), solo l'Italia ha appoggiato l'idea, lanciata dalla Commissione esecutiva, di un contributo finanziario della Comunità per i lavoratori sospesi dal lavoro. Gli altri otto e in particolare la Germania, hanno espresso parere negativo. « Aiutare l'Italia a superare le sue difficoltà economiche va bene », hanno dichiarato gli esperti tedeschi, « ma senza mettere le mani nell'ingranaggio della cassa integrazione ».

Quello preparato dalla Commissione esecutiva, soprattutto per iniziativa del vicepresidente Patrick Hillery, irlandese, è un programma sociale, per limitare le ripercussioni

della crisi sui lavoratori. Il programma riguarda tutti i paesi della Comunità, ma la principale beneficiaria dovrebbe esserne l'Italia.

Finanziamenti. Gli obiettivi del piano predisposto da Hillery sono due. Il primo consiste nel finanziare progetti destinati a realizzare il passaggio della mano d'opera dai settori colpiti dalla crisi, come l'automobile, ai settori la cui espansione deve essere incoraggiata, come i trasporti collettivi o le fonti di energia alternativa al petrolio. I finanziamenti europei sarebbero concessi ai paesi il cui prodotto lordo per abitante è inferiore alla media comunitaria, e che accusano un passivo duraturo della bilancia dei pagamenti. Nonostante alcune riserve, questo primo aspetto del piano Hillery ha ricevuto

accoglienza positiva e potrebbe essere approvato rapidamente.

Il secondo obiettivo invece ha sollevato resistenze quasi generali. Hillery ha proposto di utilizzare i fondi della Cee anche per integrare il reddito dei lavoratori in caso di sospensione dal lavoro: una misura di cui approfitterebbe soprattutto l'Italia, dove maggiori sono i pericoli per l'occupazione. La Cee verserebbe un contributo alle « spese necessarie per mantenere il reddito al livello dell'80% del salario normale, per un periodo massimo di tre mesi ». E qui che i tedeschi, seguiti più o meno energicamente dagli altri, si sono ribellati: « L'economia italiana, d'accordo, va sostenuta. Ma non è ammissibile pagare anche gli stipendi ».

Ferdinando Riccardi

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

PANORAMA

di

Milano

del

20-11-75

GERMANIA FEDERALE

Miracolo a due facce

Lo ha detto anche il cancelliere Helmut Schmidt: « Siamo quasi vergognosamente ricchi ». E il ministro delle Finanze, Hans Apel: « Siamo come un'isola isolata di beati ». E certo che la Germania federale è un paese di eccezionale serenità economica in un oceano in tempesta. L'inflazione è la più bassa che si possa registrare oggi nel mondo industrializzato, un quasi ridicolo 7% all'anno (Italia 24,7, Francia 14,9, Inghilterra 18,3, Stati Uniti 12,1, Giappone 25,8).

E anche l'unico paese in cui i salari sono aumentati in termini reali. L'aumento è stato infatti del 10%, per cui, anche togliendo il 7% dovuto alla perdita del valore d'acquisto della moneta, nelle buste paga dei tedeschi è rimasto un buon 3% netto di margine attivo rispetto all'anno precedente.

Le dimensioni esatte del « secondo miracolo economico » tedesco sono apparse evidenti a fine gennaio, con la pubblicazione dei dati della bilancia commerciale per il 1974 (la differenza tra esportazioni e importazioni): c'è stato un attivo record, 50,8 miliardi di marchi, pari a 13.800 miliardi di lire (in Italia, invece, nello stesso anno, si è avuto un passivo di 7.800 miliardi).

Non c'è dubbio che il motivo del boom tedesco sia proprio l'altissimo

Ma questa è solo la ragione tecnica di ciò che gli economisti chiamano « il fenomeno tedesco ». Il motivo profondo è un altro: « consenso sociale », così l'ha chiamato il quotidiano francese *Le Monde*. E il modo in cui « l'intera nazione agisce all'unisono, raduna le forze per una grande causa o reagisce per affrontare la sfida ».

Al contrario di altri popoli, i tedeschi « non hanno bisogno di una minaccia grave e imminente per mettersi in moto: il loro riflesso di solidarietà entra in azione alla minima occasione ». La prova? Un recente sondaggio ha rivelato che il 61% dei tedeschi sarebbe disposto a rinunciare a qualsiasi aumento salariale se ciò fosse necessario per raddrizzare l'economia.

Come è evidente, un atteggiamento di questa natura facilita enormemente l'azione dei governanti. Quanti sono convinti che proprio questo sia il « segreto tedesco » sottolineano infatti che il governo di Bonn prese i primi provvedimenti antinflazionistici all'inizio del 1973, molto prima che il tasso d'inflazione diventasse preoccupante. In questo modo, quando nell'autunno successivo il prezzo del petrolio salì alle stelle, l'economia nazionale era già nelle condizioni migliori per assorbire il colpo.

Ma c'è anche l'altra faccia della medaglia, la disoccupazione. A pagare il prezzo della stabilità e del basso tasso d'inflazione sono un milione e 115 mila disoccupati, 75 mila operai che lavorano a orario ridotto e 7 mila aziende che hanno chiuso nel 1974. Tutto per la politica monetaria drasticamente restrittiva, che significa stretta creditizia soprattutto, adottata dal governo.

Eppure molti tedeschi non sembrano preoccuparsi troppo della disoccupazione. Forse perché anche in Germania un sistema di cassa d'integrazione garantisce il salario a quanti restano senza lavoro. Ma probabilmente anche perché c'è una grossa valvola di sfogo, i lavoratori stranieri.

Sono 2,4 milioni, di cui 410 mila italiani e, se la situazione dovesse veramente peggiorare, saranno licenziati in massa per lasciare il posto di lavoro ai tedeschi. Già il ministro dello Sviluppo, Egon Bahr, ha

detto che l'ideale sarebbe rispedirne a casa mezzo milione. E il suo collega delle Finanze, Apel, ha parlato addirittura di un milione di rimpatri.

Già qualcuno comincia a paragonare la Germania a un gigante dai piedi d'argilla. E la molla del sacrificio comune di fronte al pericolo è pronta a scattare di nuovo. Come rivela un altro sondaggio, il 54% dei tedeschi vuole infatti che il governo si impegni innanzitutto in una battaglia a lungo termine contro l'inflazione; solo il 34% è convinto che il problema più importante sia un altro, il mantenimento del posto di lavoro.

livello delle esportazioni. Prodotti meccanici, elettrotecnici, chimici di elevata qualità, puntualità delle consegne, accurato servizio di assistenza dopo la vendita; questi i segreti degli esportatori tedeschi (il giornale *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ha parlato di « mentalità esportatrice »). Oltre a queste caratteristiche, abbastanza tradizionali nella produzione industriale tedesca, c'è da aggiungere l'oculata scelta dei mercati mondiali: i tre quarti delle esportazioni sono diretti a paesi industriali e in espansione.



II 1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Conquistato del lavoro di Roma

dal

20-7-77

(seminale CISC)

No! a trattare i lavoratori come merce

Contro gli emigranti l'attacco più infame del grande capitale europeo

A quest'ora, il viaggio in treno da Zurigo a Caltanissetta per Ermete Savarino, lavoratore edile, è finito. Ha tutto il tempo di parlare, con la moglie ed i quattro figli, che non vedeva da mesi, del suo lavoro all'estero, del modo brusco, improvviso con cui è stato interrotto senza una parola che lasci sperare in una ripresa, almeno nei prossimi mesi. Da quattro anni, come migliaia di altri lavoratori, ex braccianti, quasi tutti meridionali, Savarino lavorava in Svizzera; partiva ad aprile, rientrava a fine anno, ma con in tasca il contratto per la stagione successiva. Stavolta niente. E' rientrato senza un impegno scritto, senza una promessa. Se fosse riuscito ad occuparsi un anno ancora, in un qualsiasi cantiere elvetico, il suo rapporto di emigrante poteva cambiare, in base agli accordi bilaterali del 1972, da « stagionale » in « annuale » e poteva, infine, sperare in un impiego fisso, continuativo come quello del lavoratore « residente ». Non è andata così. La colpa è della crisi e di tante cose ancora. Fatto è che Savarino difficilmente potrà raggiungere ora il suo scopo, ossia un lavoro stabile. Finora, suo malgrado, l'aveva inseguito prima in patria, poi all'estero, come una specie di gara a tappe, percorrendo una strada irta di ostacoli e di soste obbligate. E quando poco mancava al traguardo, ecco il maltempo, la crisi, che sospende e annulla la corsa.

Il dramma dell'emigrante, seguendo la cronaca di queste settimane, non è al suo epilogo: si arricchisce soltanto di altre pagine sconsolanti. Sono circa 2 milioni e mezzo gli italiani che lavorano negli altri paesi europei; ad essi si aggiungono altri 3 milioni oltre Oceano (Stati Uniti, America Latina, e, in misura minore, Canada e Australia).

Il fenomeno degli espatri per necessità di lavoro è in diminuzione. Le difficoltà economiche che travagliano il mondo, da un anno almeno a questa parte, bloccano l'emigrante, cioè, ritorna a casa nella condizione di disoccupato come era partito. Si allunga in questo modo, anche in Italia, la lista dei senza lavoro che ora supera, considerando la riduzione di attività nei vari settori, il milione di unità. Il fenomeno, purtroppo, interessa tutti i paesi dell'Europa occidentale. I dati disponibili alla fine del '74 denunciano una flessione dell'occupazione che va in media dal 3 al 5 per cento e che grava soprattutto sulle categorie più esposte, in particolare gli emigranti. Nella Germania Federale si contano attualmente 800 mila disoccupati e si teme, per i prossimi mesi, un ulteriore peggioramento. Dei 450 mila italiani occupati in questo paese, circa 30 mila si trovano in questo momento senza lavoro.

Non meno seria è, al riguardo, la situazione nella Svizzera che insieme alla Germania, come è noto, ha sinora rappresentato la principale corrente di sbocco della nostra emigrazione.

I lavoratori italiani nella repubblica elvetica sono 65 mila di cui 150 mila stagionali. Le difficoltà che hanno investito i settori dell'edilizia, dell'industria tessile, del turismo hanno già causato sospensioni dal lavoro e rientri anticipati senza alcuna garanzia di eventuali riassunzioni. La perdita del posto di lavoro interessa alcune decine di migliaia di italiani, tra i quali almeno 5 mila frontalieri.

Come giudicano i Sindacati questo stato di cose? « La situazione è grave — ci dice Giambattista Cavazzuti responsabile del settore nella CISL — ma non vorremmo drammatizzare. La crisi in atto sta mettendo in luce, in un confronto internazionale obbligato, la fragilità della struttura economica e sociale del nostro paese. Ecco perché, più degli altri, ne risentiamo le conseguenze. Questo ci porta a riconsiderare il problema del pieno impiego, mai risolto dall'unità d'Italia in poi, e la permanente validità delle proposte che il Sindacato ha fatto per realizzare alcune fondamentali riforme di struttura (l'agricoltura è oggi uno dei cardini) capaci di sciogliere i nodi dell'impiego della manodopera e del riequilibrio economico generale. C'è da aggiungere che anche la Comunità Europea non è stata in grado sinora di rispondere alle esigenze delle aree sottosviluppate, tra le quali il Mezzogiorno. E' stata anche imprevedibile rispetto ad avvenimenti, come la crisi petrolifera ed altri, i quali se previsti ed affrontati per tempo, com'era del resto possibile, avrebbero comportato una diversa politica, tale da favorire non solo un equilibrio economico ma un modello di sviluppo nuovo. Quella che stiamo attraversando, in sostanza, è una crisi di carattere strutturale e non di congiuntura ».

Sino al '73 il quadro economico nei paesi della comunità europea era ancora contrassegnato da elementi favorevoli. Continuava l'espansione economica con positive conseguenze sul mercato del lavoro. Erano persino in aumento le offerte di lavoro non soddisfatte. Poi è arrivata la crisi energetica, la recessione e gli emigranti sono stati tra i primi ad essere colpiti attraverso una progressiva diminuzione dei posti di lavoro di cui non si prevede un rallentamento per l'anno in corso. Di ciò occorre tener conto.

Va anche detto che mentre in Germania sono in vigore, anche per gli emigrati, misure specifiche di assistenza in caso di disoccupazione, nulla del genere è ancora previsto negli accordi che regolano il trattamento dei lavoratori stranieri nella Sviz-

zera. L'azione di assistenza delle organizzazioni sindacali e dei patronati si scontra così ogni giorno con rinnovate difficoltà. Tra queste, il tentativo di molti imprenditori di imporre ai propri dipendenti stranieri, condizioni più gravose e paghe possibilmente ridotte rispetto a quanto previsto dai contratti collettivi. C'è il caso, ad esempio, di una grande impresa edile zurighese che recentemente, dovendo giustificare un certo numero di licenziamenti di operai italiani, ha scritto il seguente « decalogo » al quale gli operai dovrebbero conformarsi per mantenere il posto di lavoro: 1) non saranno più tollerate le persone incapaci e chiacchierone; 2) nove

ore di lavoro al giorno e la massima puntualità; 3) la pausa tollerata sarà soltanto di un quarto d'ora; 4) lavorare con passione e maggior senso di responsabilità senza far conto, per il 1975, su un aumento salariale in base al caro-vita.

Lettere come questa sono di tutti i giorni. Per comprendere quanto siano ingiuste e intollerabili, basta ricordare che sono indirizzate a lavoratori stranieri che di giorno pur lavorando gomito a gomito, vivono senza potere neppure parlarsi, stante l'imbroglio delle lingue, e di notte sono sistemati in baracche di legno, ai margini della città, soli, separati dalle mogli e dai figli. Lavorano, quindi, con sacrificio e per risparmiare. Le rimesse degli emigranti sono stazionarie o in diminuzione ma c'è da dire che con gli 859 miliardi registrati nel '73, il loro apporto alla bilancia dei pagamenti è sempre notevole. Le difficoltà, tuttavia, aumentano. La precarietà della situazione è stata rimarcata nei giorni scorsi anche dal sottosegretario agli Esteri, Granelli durante un consuntivo annuale dei problemi del lavoro italiano all'estero. E' stata così annunciata una iniziativa attesa da tempo: dal 24 febbraio al 2 marzo prossimi, si terrà a Roma una Conferenza nazionale sull'Emigrazione con la partecipazione delle forze politiche, sindacali ed una qualificata rappresentanza dei nostri lavoratori all'estero. Servirà a sensibilizzare maggiormente l'opinione pubblica, a spiegare meglio il fenomeno dell'emigrazione ma anche a fornire al Governo elementi precisi per una serie di interventi che dovrebbero far parte di un « piano di emergenza per il 1975 ». I Sindacati guardano a questo avvenimento con molto interesse e sono pronti a dare il proprio contributo per una serie di interventi nei confronti dei Governi dei vari paesi al fine di: evitare il rimpatrio dei lavoratori italiani; estendere il riconoscimento della piena parità dei diritti con i lavoratori nazionali in ordine alle prestazioni economi-

Ministero degli Affari Esteri

3

DIREZIO

RASSEGI

che e sociali previste in materia di disoccupazione e di reimpiego; dar luogo ad un intervento straordinario del Fondo sociale europeo per la formazione e la riqualificazione professionale dei lavoratori; attuare una migliore valutazione delle offerte di lavoro in alcuni paesi extraeuropei (Australia, Argentina, Brasile, Canada) con tempestiva informazione degli interessati; assicurare ai lavoratori che rientrano dai paesi di emigrazione a seguito di perdita del loro lavoro (e siano privi di assistenza) di beneficiare di una indennità speciale di entità e durata analoga a quella di cui godono i lavoratori italiani, nel caso di sospensione dal lavoro a zero ore, nonché per gli stessi e le loro famiglie, delle previdenze esistenti in materia di assistenza sanitaria e di sicurezza sociale.

□ Aldo Torelli

SOCIALI

IO VII

del

Ritaglio dal Giornale



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

VIII

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ABC

di

Milano

del

20-11-75

da Parigi

Far votare gli emigrati

Secondo il giornale *Le Monde* l'abbassamento in Italia dell'età elettorale a 18 anni non sarà sufficiente per eliminare una buona volta la Democrazia cristiana. Qui in Francia solo un terzo dei giovani 18-21 ha votato in alcune elezioni locali. Molto più importante sarebbe far votare per corrispondenza gli emigranti, cosa che fanno tutti i Paesi civili, anche all'interno del territorio nazionale. Infatti quasi tutti non possiamo lasciare il posto di lavoro fuori le vacanze di agosto, senza contare le perdite di salario, i lunghi viaggi dal Canada o dall'Australia. Inoltre, come dappertutto le donne elettrici sono in maggioranza rispetto agli uomini, e si è notato che la donna preferisce i partiti conservatori soprattutto nella tarda età. Ora in Italia vi sarà un'eccedenza di vecchie sui vecchi di 4 milioni (in Francia è di 3 milioni) se ancora si tolgono i milioni di emigranti in maggioranza uomini, è semplicemente assurdo pensare che i partiti di sinistra arriveranno mai al potere con le elezioni. D'altra parte è veramente giusto rispettare il cosiddetto verdetto popolare, cioè la maggioranza fasulla della Dc composta da nobili, industriali, professionisti evasori fiscali, commercianti esosi, preti, suore coi paralitici in barella, vecchie rimbambite persuase che andranno all'inferno se non votano per i democristiani inetti o disonesti? Per loro non è un'elezione libera, moralmente il loro voto è nullo. E pensare che Fidel Castro ha liberato Cuba con solo venti uomini, e cento ufficiali portoghesi un paese intero in qualche giorno. E non sapevano quanti erano con loro.

Grazie dell'ospitalità. Distinti saluti.

Giuseppe Morelli
(6 rue au Maire - Parigi)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Affaires France di Roma del 21-2-75

Comitato consultivo italiani all'estero

(ansa) - roma, 21 feb - si sono aperti questa mattina, presso il ministero degli affari esteri, i lavori della nona sessione plenaria del comitato consultivo degli italiani all'estero.

il sottosegretario on. granelli, dopo aver porto ai convenuti il saluto del ministro rumor impegnato nel colloquio con il ministero degli esteri della repubblica federale di germania, ha svolto una relazione introduttiva sulla situazione e sul contributo del c.c.i.e. alla preparazione della conferenza nazionale dell'emigrazione.

e' intervenuto altresì l'on. storchi, presidente del comitato permanente parlamentare per l'emigrazione, il quale ha sottolineato la attivita' e l'impegno posti dal suo comitato nel seguire ed avviare a soluzione i problemi sul piano parlamentare.

il direttore generale per l'emigrazione, ministro plenipotenziario falchi, ha successivamente tracciato il quadro dell'attivita' del ccie e ha fatto un bilancio dei risultati fin qui raggiunti.

si e' aperto poi il dibattito con l'intervento dei consultori che e' continuato nel pomeriggio e proseguira' domani mattina.

h 1853/com/gg

nnnn



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale A. F. Ansa di Roma del 21-2-75

in pol

su problemi emigrazione

(ansa) - roma, 21 feb - le iniziative dei parlamentari comunisti sui problemi dell'emigrazione sono state illustrate stamani nel corso di una conferenza-stampa svoltasi in vista della conferenza nazionale dell'emigrazione che comincerà a roma lunedì prossimo. dopo una breve introduzione del presidente dei deputati comunisti, natta, ha parlato l'on. vincenzo corghi. rilevato che la conferenza dell'emigrazione è un fatto positivo che avviene in un momento particolarmente difficile a causa della crisi economica i cui effetti sono stati molto pesanti per i nostri emigranti, l'on. corghi ha messo in rilievo l'azione incalzante condotta dal suo partito per la realizzazione della conferenza.

il parlamentare comunista ha poi accennato al provvedimento approvato ieri sera dal consiglio dei ministri che reca provvidenze per gli emigranti che rientrano in italia. egli ha detto che quel provvedimento accoglie però soltanto in parte le richieste più volte fatte dal pci e quindi non risolve del tutto i problemi degli emigranti. corghi ha poi sostenuto che la conferenza dell'emigrazione "dovrà" essere un convegno non di esperti o studiosi, ma una conferenza nella quale gli emigranti facciano da protagonisti". ha aggiunto che gli argomenti sui quali bisogna principalmente soffermarsi devono essere quelli della scuola e della partecipazione dei lavoratori emigrati alla soluzione dei loro problemi. il deputato del pci ha poi ricordato i temi principali della politica per l'emigrazione del suo partito ed ha sostenuto che sono essenzialmente due: il blocco dell'esodo; la tutela degli emigrati.

(ansa) - roma, 21 feb - soffermandosi infine sulle proposte di legge presentate dal pci in tema di emigrazione, corghi ha ricordato che esse riguardano in particolare la istituzione del consiglio nazionale dell'emigrazione; la istituzione dei comitati per la tutela dell'emigrazione italiana all'estero; disposizioni a favore degli elettori italiani emigrati all'estero per consentire, ad essi l'esercizio del diritto di voto.

per quanto riguarda il consiglio nazionale dell'emigrazione, corghi ha detto che questo deve avere compiti consultivi e come interlocutori il governo e il parlamento. ha precisato che la (segue)

o/o



Ministero degli Affari Esteri

2

La sua istituzione non significa liquidazione del comitato consultivo degli italiani all'estero, che può continuare a svolgere le sue funzioni se riformato e messo in condizione di agire autonomamente. circa i comitati di tutela dell'emigrazione italiana all'estero, corghi ha detto che questi dovrebbero essere costituiti presso tutti i consolati e formati da membri eletti democraticamente dagli emigranti stessi. per la realizzazione del diritto al voto degli emigranti, la proposta comunista prevede il reinserimento nelle liste elettorali dei cittadini cancellati perché trasferiti all'estero, il rimborso delle spese di viaggio, garanzie per la conservazione del posto di lavoro.

corghi ha concluso soffermandosi sulla necessità che i lavoratori italiani all'estero partecipino alle elezioni amministrative nei paesi che li ospitano; per ottenere questo risultato, indispensabile - ha detto - perché vengano eliminate le condizioni di discriminazione in cui si trovano i nostri lavoratori, occorre che il governo stipuli accordi bilaterali con i paesi che ospitano i nostri emigrati.
h 1347-dd/gg

su problemi emigrazione (3)

(ansa) - roma, 21 feb - "gli esclusi" è il titolo di un volume edito dalla ucei (ufficio centrale per l'emigrazione italiana) quale contributo alla conferenza nazionale dell'emigrazione che si terrà a roma nei saloni della fao, dal 24 febbraio al primo marzo prossimi. il libro, dedicato "agli emigrati con ammirata fiducia, con solidarietà e riconoscenza e ai missionari degli emigrati", è stato presentato da mons. silvano ridolfi, vice direttore dell'ucei, un organismo alle dipendenze della conferenza episcopale italiana, dopo una introduzione di mons. gaetano bonicelli, segretario aggiunto della cei.

nel libro, che è diviso in quattro parti, viene in sostanza trattato il problema del reinserimento degli "esclusi". "non possiamo accettare - è scritto nel volume - che la situazione attuale del problema degli emigranti resti

qual è, solo perché esistono disposizioni nazionali ed internazionali che la regolano in un certo modo. se necessario, queste disposizioni devono essere modificate o cambiate. quello che oggi può sembrarci futuribile, domani, in questo campo come in tanti altri, potrà essere realtà con l'affermazione, che già si delinea, di un "diritto umano", contrapposto alla concezione positivista del diritto. sta a noi, uomini e cristiani, con la nostra presenza e testimonianza - è detto ancora nel libro - intervenire affinché ciò che reca ingiustizia e sofferenza a tanti nostri fratelli, sia eliminato".

nel corso della conferenza è stato annunciato che paolo vi il 28 febbraio prossimo concederà udienza ai partecipanti ai lavori della conferenza nazionale dell'emigrazione.
h 1518/bh/gg



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Manifesto

di

Roma

del

21-2-75

EMIGRAZIONE. I vantaggi delle rimesse: strumento di fuga dei capitali

di Franco Consiglio

Si insiste spesso sull'effetto positivo delle rimesse degli emigrati come elemento di compensazione della bilancia dei pagamenti. Questa considerazione potrebbe avere un qualche fondamento economico reale solo se le rimesse potessero trasformarsi in strumenti di investimento. Il che è assolutamente improbabile. In realtà la rimessa, frutto dei sacrifici dell'emigrato, è quella quota di salario che deve innanzitutto servire per alimentare i consumi correnti della famiglia operaia rimasta a casa.

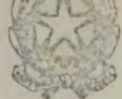
Il problema semmai si porrebbe per quella quota di salario che l'operaio emigrato si impone talvolta di risparmiare in vista di un suo futuro anche se ipotetico reinserimento nella società nazionale. Spesso però questa quota rimane all'estero, dove in assenza di altre possibilità, finisce per essere facile preda di speculazioni, come ad esempio quelle organizzate attraverso i fondi comuni di investimento.

Né sembra che questo quadro possa essere sostanzialmente modificato attraverso l'istituzione proposta da alcune regioni (Umbria, Marche ecc.) di organismi regionali finanziari per la gestione di una parte del risparmio degli emigrati per accrescere l'occupazione a livello locale e per la costruzione di alloggi popolari. Tra l'altro questi obiettivi non potrebbero essere realizzati senza un forte contributo dello Stato, le cui scelte sono andate in passato, e tanto più vanno adesso, esattamente nel senso opposto.

L'aspetto che rende però le rimesse molto più interessanti per i capitalisti è che esse consentono, e con la massima facilità, il trasferi-

mento illegale di capitali all'estero. E' opinione comune, e persino ammesso ufficialmente, che la voce rimesse della bilancia dei pagamenti è « sottostimata ». Ma di quanto? Basta considerare che in media un emigrato invia mensilmente circa il 30 per cento del suo salario (come risulta da statistiche fatte all'estero) e che ci sono nella sola Cee 1,8 milioni di lavoratori italiani emigrati per rendersi conto che la cifra riportata annualmente (circa 300 miliardi nel 1973), andrebbe più che triplicata. Ogni anno cioè mancano dal conto rimesse centinaia e centinaia di miliardi. Sono miliardi che arrivano in Italia, ma solo dopo essere passati per le mani dei cosiddetti « cambisti ». Il meccanismo è semplice. Le rimesse vengono rastrellate alla fonte, all'estero, e depositate nelle banche straniere per conto di quei capitalisti che intendono far uscire illegalmente capitali dall'Italia. In Italia c'è poi chi si preoccupa di far pervenire direttamente alle famiglie degli emigrati le somme corrispondenti. In periodo di continua svalutazione della lira il gioco diventa ancora più interessante, poiché permette al capitalista di speculare attraverso l'acquisto a buon mercato di valute forti, mentre dall'altra parte l'emigrato, volendo essere ligio alla legge, dovrebbe accontentarsi del cambio ufficiale a lui nettamente sfavorevole.

Esportazione di mano d'opera, inflazione, fuga di capitali. Questi in sintesi i meccanismi che si nascondono dietro il movimento delle rimesse. I vantaggi, anche prescindendo dagli aspetti speculativi, sono tutti dalla parte dei capitalisti, sono gli stessi di quelli offerti dall'emigrazione: riduzione degli oneri finanziari connessi con la disoccupazione, trasformazione di questi che altrimenti sarebbero costi passivi in apporto di valuta, diminuzione almeno in via provvisoria della tensione sociale.



I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Roma

di

Uscita

del

21-2-75

DA IERI NELLA CAPITALE

A colloquio con Rumor il vice cancelliere di Bonn

E' la prima volta che i due uomini politici si incontrano fuori dal contesto dei « nove » della Comunità Europea

ROMA, 21

Il vice Cancelliere e ministro degli Affari Esteri della Repubblica Federale Tedesca, Hans Dietrich Genscher è giunto ieri sera a Roma, proveniente da Bonn, per una visita di lavoro di due giorni su invito del ministro degli esteri Rumor.

All' aeroporto di Ciampino, ove l'arrivo si è svolto in forma privata, il ministro Genscher è stato ricevuto dall'on. Rumor. Erano inoltre presenti il capo del cerimoniale diplomatico della Repubblica ambasciatore Orlandi Contucci, l'ambasciatore d'Italia a Bonn Lucioli, gli ambasciatori di Germania presso il Quirinale Meyer Lindenberg e presso la Santa Sede Boeker e il rappresentante presso la FAO, Lal; il capo del cerimoniale diplomatico della Farnesina ministro Molajoni e il capo di gabinetto Pettrignani.

Dall'aeroporto di Ciampino il vice cancelliere tedesco e l'on. Rumor si sono recati direttamente a Villa Madama ove hanno avuto inizio i colloqui, che sono stati seguiti da un pranzo in onore dell'ospite. I colloqui proseguiranno stamane, sempre a Villa Madama, alle 9,30; successivamente Hans Dietrich Genscher si incontrerà a Palazzo Chigi con il Presidente del Consiglio Moro.

Il ministro degli esteri tedesco è accompagnato tra gli altri dal direttore generale degli affari economici Peter Hermes e dal vice direttore degli affari politici Jurgen Ruhfus.

La visita di Genscher rientra nei contatti bilaterali normali tra i responsabili della politica estera dei « Nove ». E' però la prima volta che Genscher e Rumor si incontrano al di fuori delle riunioni ministeriali comunitarie. L'ultimo incontro italo-tedesco risale alla

fine dell'agosto scorso, quando lo stesso Rumor, allora presidente del consiglio, ricevette a Bellagio il cancelliere federale Helmut Schmidt. Da allora, nella CEE, è stato superato il nodo del fondo regionale che era la maggiore richiesta italiana e trovava proprio nella Germania le maggiori resistenze. I problemi però non mancano e proprio due giorni fa ne ha fornito un quadro abbastanza allarmante il presidente della Commissione di Bruxelles, Ortoli, nella relazione programmatica al Parlamento Europeo. L'avvenire della CEE legato in gran parte all'esito del rinegoziato britannico, e il modo di porsi della Comunità di fronte ai maggiori problemi internazionali, a cominciare dalla crisi energetica, daranno quindi argomento dei colloqui di Genscher con Moro e Rumor, anche in vista del « consiglio europeo » che si terrà il 10 e 11 marzo a Dublino. Altri temi: la crisi di Cipro (per cui i Nove a Dublino hanno offerto i propri buoni uffici), quella mediorientale, la conferenza sulla sicurezza europea, la NATO. Va ricordato che recentemente Genscher si è incontrato con Kissinger e che due settimane fa si è svolto il vertice Giscard d'Estaing-Schmidt.

Si parlerà anche di problemi bilaterali e soprattutto dei nostri emigrati in Germania. A fine '74 nella repubblica federale si contavano 800.000 disoccupati, di cui oltre 25.000 italiani. L'inizio del '75 ha confermato la tendenza, anche se sinora i rientri degli italiani hanno di poco superato il migliaio.

Il peso della crisi infatti viene sopportato soprattutto dagli immigrati extra-CEE ed esistono, in Germania, un trattamento di disoccupazione discreto e possibilità di reimpiego.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Popolo* di *Roma* del *21-2-7*

Devastata in Germania una sede delle ACLI

La sede della ACLI di Friburgo, nella Germania federale, è stata devastata sabato scorso, 15 febbraio, da un gruppo di sconosciuti che ha distrutto, fra l'altro, tutte le pratiche di patronato in corso per difendere i lavoratori. L'episodio di delinquenza che ha colpito la sede delle ACLI in Belfort Strasse 57 — commenta un comunicato dell'associazione — « spinge ancor più le forze democratiche ad unirsi strettamente nella lotta al fascismo che oppone la violenza alla ragione ». La presidenza nazionale delle ACLI ha chiesto al governo italiano un pronto intervento presso le autorità tedesche per una sollecita individuazione e punizione dei responsabili.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Osservatore Romano* di *Littra del Vat.* del *21-2-7*

I Vescovi tedeschi sul problema dei disoccupati

BONN, 20.

La situazione e le prospettive dell'opera in aiuto dei giovani disoccupati sia da parte di forze cattoliche che da parte di altre forze sociali nella Germania Federale. Questi alcuni dei temi di dibattito dell'assemblea plenaria di primavera della conferenza episcopale tedesca, in corso da lunedì a Bad Honnef, presso Bonn, sotto la presidenza del Cardinale Doepfner. Dopo aver negato alle considerazioni di ordine economico il ruolo di criterio unico nella creazione di nuovi posti per l'istruzione giovanile, i Presuli hanno salutato con favore le iniziative di diverse forze sociali e diversi organismi ecclesiastici per la creazione di una disponibilità di posti per la formazione professionale che in un certo senso offra ai giovani un'alternativa durante i periodi di disoccupazione. Attualmente tra le iniziative della Chiesa — hanno ancora ricordato i Vescovi riuniti in assemblea — figura una serie di ricerche sulle modalità di ampliamento degli istituti professionali gestiti dalla Chiesa, e sulla possibilità di estendere all'interno di queste istituzioni il numero dei corsi, in modo da facilitare la ricerca di un posto di lavoro.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

H. Criviale di *Milano*

del 21-2-7

La crisi della Comunità

Quasi 4 milioni i disoccupati Cee

Gli ultimi dati raccolti dalla Commissione della Comunità sull'evoluzione congiunturale in Europa, confermano le osservazioni ed i timori che erano stati espressi lunedì dal vicepresidente, W. Haferkamp. Il fatto che certi aspetti della situazione siano migliorati in Italia (almeno per quanto riguarda l'andamento dei conti con l'estero), non significa che nell'insieme le preoccupazioni siano diminuite. Gli elementi disponibili a Bruxelles indicano che il rallentamento della produzione industriale è ormai pressoché generalizzato.

Esistono sempre le «punte negative» in alcuni settori come l'automobile, i tessili e più recentemente la siderurgia, ma non esistono quasi più settori privilegiati in cui l'attività continui ad essere molto sostenuta.

Il numero dei disoccupati è aumentato dappertutto: l'incremento, all'inizio del 1975 rispetto all'inizio del 1974, era del 40% circa. I disoccupati rappresentano il 3,5% circa della popolazione attiva, corrispondenti a 3 milioni e 700.000 lavoratori. Una certa ripresa potrebbe verificarsi verso la fine dell'anno, riducendo la percentuale dei disoccupati al 3% circa.

L'aumento dei prezzi al consumo per l'insieme del 1974 è stato calcolato nelle seguenti percentuali: 5,9% in Germania, 10,9% in Olanda, 11,2% nel Lussemburgo, 15,1% in Francia, 15,5% in Danimarca, 15,7% in Belgio, 19,1% in Gran Bretagna, 20% in Irlanda, 24,5% in Italia. Si spera, ora, in un

rallentamento nei Paesi a tasso d'inflazione più elevato, ma la media comunitaria si aggirerà, anche nel 1975, pur sempre, attorno al 12,5%.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

La Nazione

di Firenze

del

21-2-75

**Bloccati in Belgio
tre consolati
italiani**

Bruxelles, 20 febbraio.

Gli insegnanti di lingua italiana in Belgio che da vari giorni occupano i consolati italiani di Bruxelles, Liegi e Charleroi hanno deciso che da oggi, 20 febbraio, questi consolati resteranno completamente chiusi. Finora essi avevano consentito ad alcuni funzionari di entrare per sbrigare le pratiche più urgenti.

Sono in totale circa 150 insegnanti che, per protesta contro il loro trattamento, avevano occupato prima il consolato di Charleroi, il 31 gennaio, e poi, il 2 febbraio, quelli di Bruxelles e Liegi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unità* di *Roma* del 21-7-7

BELGIO

I problemi sorti con
la crisi economica

Incontro del PCI col PC belga

I problemi dei lavoratori emigranti residenti in Belgio sono stati presi in esame in un incontro svoltosi lunedì a Bruxelles tra i rappresentanti del PC belga e del PCI. In particolare è stata affrontata la grave situazione determinatasi per i lavoratori per l'acuirsi della crisi economica che colpisce, seppure con comprensibili differenziazioni, i lavoratori autotoni e quelli immigrati. Alla luce di questi fatti e di fronte all'estendersi delle lotte operaie per la difesa del posto di lavoro, particolarmente ampie nelle regioni di Liegi e di Charleroi, è stato ribadito l'impegno ad una più stretta collaborazione tra le organizzazioni del PC belga e quella della Federazione del PCI in Belgio. All'incontro, per il nostro partito, hanno partecipato i compagni Nello T. Paco del CC, Dino Pelliccia dell'Ufficio emigrazione e Nestore Rotella segretario della Federazione di Bruxelles.



111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di *Roma*

del 21-2-72

In un'intervista a Ottawa

Trudeau esalta l'amicizia con l'Italia

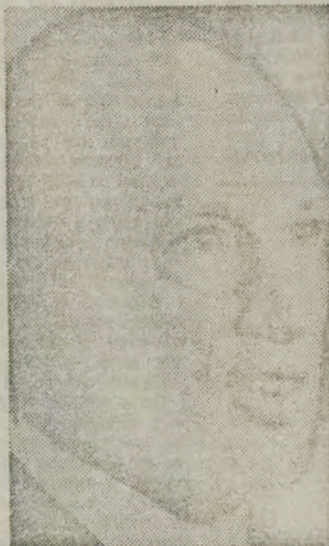
Il primo ministro canadese, che giungerà a Roma il 5 marzo, ha affermato di contare sull'appoggio del nostro Paese per la creazione di « dinamici rapporti » tra Canada e MEC

Ottawa, 20 febbraio

Il Canada si propone di con seguire « con l'influente appog gio italiano » un « dinamico ac cordo di collaborazione » per re golare nel « reciproco interes se » i rapporti con la Comunità europea. Lo ha dichiarato in una intervista, il primo mini stro canadese, Pierre Trudeau, alla vigilia del suo viaggio in Europa che lo porterà tra l'al tro a Roma.

Trudeau ha riconosciuto « la sensibilità e la simpatia » dimo strate costantemente dall'Italia nel sostenere all'interno della Comunità, l'aspirazione canade se ad un « vicolo contrattuale » con l'Europa: « Come ho detto, i recenti contatti dovranno por tare, noi speriamo, ad una pro posta da parte della commis sione del Consiglio dei ministri a proposito dei negoziati per il vincolo contrattuale. Vorrei spe rare di poter contare — ha au spicato il capo del governo fe derale di Ottawa — sull'influen te appoggio italiano in seno al Consiglio a sostegno di questa proposta.

Trudeau ha riconosciuto che i rapporti bilaterali italo-canadesi sono sempre stati « eccellenti ». « anche grazie al fatto che dal 3 al 4 per cento della po polazione canadese è di origine italiana ». A questo proposito il primo ministro ha riconosciuto che vi sono ancora delle « que stioni sociali e previdenziali » di considerevole complessità tecni ca (in quanto coinvolgono insie me autorità federali e regionali) che sono ancora in fase di so luzione. Si tratta di questioni che si riferiscono in particolare ai nuovi emigranti dall'Italia. « Comunque, ha rilevato Trudeau,



Pierre Trudeau

sostanziali progressi sono già stati fatti ed è prevedibile che altri ne vengano conseguiti nel corso dei negoziati che si svol gono tra tutte le parti in causa ».

A proposito degli scambi com merciali, Trudeau ha ricordato che questi rapporti bilaterali so no « molto importanti »: nel 1974 il volume degli scambi ha supe rato il traguardo dei 750 mi lioni di dollari, con un aumento del 46 per cento rispetto all'an no precedente. Non c'è dubbio che il futuro di questi rapporti rappresenterà un argomento da trattare con i dirigenti italiani. « Come è noto uno dei nostri principali obiettivi politici gover nativi è di incrementare le espor tazioni di prodotti finiti per cui la visita all'Italia ci darà occa sione di far presente le aspira zioni del Canada sia in questo

campo sia in altri ad esso col legati ».

Rilevando poi come l'attuale politica canadese sull'immigra zione, « a prova di qualsiasi di scriminazione », sia in effetti « una delle più generose del mondo », Trudeau è sembrato reagire favorevolmente al que sito se egli ritenga che il Ca nada possa assorbire per lo me no una parte degli emigranti italiani che a seguito della dif ficile congiuntura sono stati re centemente costretti a rientrare da alcuni Paesi europei occiden tati.

Il primo ministro, ad ogni buon conto, non ha voluto fare in proposito alcuna specifica anti cipazione, limitandosi a dire che « sono in corso contatti a livello governativo ad Ottawa e a Ro ma per incrementare quello che è già il vasto scambio intercul turale tra i due Paesi ».

A questo punto Trudeau ci ha tenuto a sottolineare che per quanto il Canada non abbia « l'antica eredità culturale del l'Italia », gli artisti e gli espo nenti della cultura canadese stanno ottenendo « un riconosci mento internazionale sempre cre scente: per cui anche noi ab biamo molto da offrire all'Ita lia ».

Il « leader » canadese che sarà accompagnato nel suo prossimo viaggio dalla giovane moglie, si gnora Margaret, partirà, come si è detto, mercoledì prossimo (26 febbraio). La sua prima tap pa sarà in Olanda e si recherà poi nella Germania Federale pri ma di arrivare il 5 marzo a Roma per una visita ufficiale di due giorni al termine della qua le sarà ricevuto in udienza dal Pontefice.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di *Roma*

del *21-2-75*

Positivi risultati nel tesseramento e reclutamento

Si rafforzano le organizzazioni del Partito all'estero

Questo avviene nonostante la cacciata degli emigrati dai Paesi europei colpiti dalla grave crisi economica

Tre delle nostre Federazioni che operano tra gli emigrati italiani hanno già tenuto i loro congressi registrando risultati politici e organizzativi i quali comprovano il continuo successo di crescita e di rafforzamento in atto tra le nostre organizzazioni all'estero. Le altre tre si apprestano allo stesso appuntamento col medesimo slancio e il medesimo sforzo organizzativo. Lo stesso discorso si può fare per le sezioni che operano — in condizioni più complesse e difficili — in Olanda, Svezia, Inghilterra, Australia. I dati del tesseramento e del reclutamento al Partito realizzati a tutt'oggi indicano un lusinghiero passo in avanti rispetto a quanto raggiunto lo scorso anno alla stessa data. Soprattutto rilevante quanto viene registrato dalle Federazioni di Ginevra, Zurigo, Bruxelles, Lussemburgo. Ma ciò che ci preme sottolineare è che il risultato ottenuto viene segnalato in una situazione di grande mobilità e precarietà che, a seguito della crisi economica del mondo capitalistico, colpisce principalmente i Paesi europei dove più forte è la presenza dei nostri lavoratori emigrati.

Si prenda, ad esempio, la Repubblica Federale Tedesca: presso gli uffici del lavoro hanno registrato la scorsa settimana 1.300.000 disoccupati. Gli emigrati italiani rimasti senza lavoro sono decine e decine di migliaia. Ma è proprio con il rinnovarsi delle iniziative di lotta per la difesa del posto di lavoro, nella mobilitazione per un maggior interessamento attorno ai problemi dei nostri lavoratori emigrati da parte del governo italiano e delle nostre rappresentanze consolari, che le nostre Federazioni di Colonia e Stoccarda sono riuscite a colmare i vuoti che la disoccupazione — e quindi la cacciata degli emigrati — crea anche per le nostre organizzazioni. A centinaia sono i lavoratori, soprattutto giovani, che vengono reclutati al Partito portando in esso nuovo slancio e senso di partecipazione. Questi non sono solo i risultati di Stoccarda, Monaco, Francoforte, Mettmann, Wolfsburg, Amburgo, ma anche di non poche nostre sezioni della Svizzera, un Paese dove molte migliaia di stagionali dopo le vacanze natalizie non sono tornati perchè il padrone non ha rinnovato loro il contratto di lavoro. Significativo è altresì il fatto che nelle nostre organizzazioni all'estero, forse per la prima volta, si registra anche una presenza qualificata di lavoratrici emigrate: ciò è quanto ci ha permesso di constatare anche

il congresso della nostra Federazione in Belgio, dove sono in corso non poche lotte operaie contro i licenziamenti.

Tutte le nostre organizzazioni all'estero hanno assunto solenne impegno di giungere all'appuntamento del Congresso nazionale del PCI con il numero di iscritti del 1974, vale a dire con nove mesi di anticipo. E' un impegno di grande portata se si pensa quanto hanno significato per tutti noi il lavoro e le iniziative unitarie portate avanti in preparazione della Conferenza nazionale dell'emigrazione: i nostri compagni lo vogliono assolvere anche per meglio dedicarsi alle lotte future e, in primo luogo, per avere una maggiore partecipazione dei lavoratori emigrati alla battaglia elettorale per il rinnovamento dei Consigli regionali, provinciali e comunali in programma per la prossima primavera. (d. p.)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di

Roma

del

21-2-7

Importanti e articolate decisioni del Consiglio dei ministri

Risparmio di energia

Nel settore energetico, con riferimento al programma di riduzione dei consumi, su proposta del ministro dell'Industria e Commercio, Donat Cattin, sono stati approvati tre provvedimenti di cui il più rilevante concerne la produzione e l'impiego dell'energia elettrica e in particolare la realizzazione delle nuove centrali termoelettriche.

Gli altri due provvedimenti concernono le nuove attrezzature tecniche per gli impianti di riscaldamento negli edifici pubblici e privati al fine di ridurre la dispersione di calore e aumentare il rendimento degli impianti stessi. Nel contempo è adottata una normativa per l'utilizzo degli impianti esistenti, alimentati con combustibili liquidi, solidi o gassosi.

Su proposta del ministro dei Lavori Pubblici, on. Bucalossi, un disegno di legge diretto a stabilire limiti di velocità per gli autoveicoli.

I provvedimenti recanti interventi di rilievo sociale, riguardano:

— l'approvazione su proposta del Presidente del Consiglio, on. Moro, di un disegno di legge sull'istituzione del Comitato interministeriale per l'emigrazione con il compito, nel quadro degli indirizzi della politica nazionale sull'emigrazione, di provvedere al coordinamento degli interventi nei quali concorre la competenza di più ministeri;

— l'approvazione su proposta del ministro del Lavoro, Toros, di un disegno di legge per assicurare l'integrazione salariale agli operai delle imprese industriali che siano sospesi dal lavoro o effettuino prestazioni ad orario ridotto nei casi di contrazione o sospensione dell'attività produttiva, di crisi economiche settoriali o locali o di ristrutturazione, riorganizzazione o conversione aziendale;

— un disegno di legge col quale vengono assicurati gli assegni familiari e le prestazioni sanitarie ivi compresa l'assistenza ospedaliera; e di altro disegno di legge col quale viene data concreta attuazione ai recenti accordi sindacali per la maggiorazione del 10 per cento degli assegni familiari dei lavoratori subordinati dell'industria dell'agricoltura e del commercio;



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

21-2-73

Misure urgenti sollecitate dalla Federazione sindacale

I gravi e urgenti problemi che per i lavoratori italiani emigrati derivano dal protrarsi ed acuirsi della crisi economica, hanno costituito uno dei punti centrali del dibattito svoltosi al convegno promosso dalla Federazione sindacale CGIL-CISL-UIL in preparazione della Conferenza nazionale dell'emigrazione. A questo proposito, il documento approvato al termine del convegno ha evidenziato l'esigenza di porre il pieno impiego delle forze di lavoro disponibili come obiettivo prioritario, assieme alle riforme e trasformazioni che esso comporta e che sono oggi non solo realizzabili, ma assolutamente indispensabili.

Su questo obiettivo occorre orientare la Conferenza nazionale, nel dibattito e soprattutto nelle conclusioni, impegnando il governo, le forze politiche dell'arco costituzionale e le Regioni ad

operare più concretamente e rapidamente sul terreno della politica economica, sociale e di sviluppo. Di fronte alla crisi in atto, CGIL-CISL-UIL ribadiscono l'urgenza dell'adozione di misure ed iniziative straordinarie per la difesa immediata degli emigrati e per garantire a quelli che dovessero rientrare il sussidio di disoccupazione ad un livello più che adeguato e le provvidenze assistenziali di cui godono i lavoratori in Italia ed i loro familiari.

Il convegno ha inoltre rilevato che, accanto ai problemi della sicurezza sociale e dell'infortunistica, vi sono quelli della scuola, degli alloggi, della formazione professionale, dell'informazione e dei diritti civili: settori importanti, in cui oggi si articola e si configura maggiormente la profonda disuguaglianza tra lavoratori emigrati e lavoratori nazionali.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di *Roma*

del *21-2-7*

La stampa italiana all'estero

Uno strumento di formazione

Il congresso mondiale conclude oggi i suoi lavori dopo tre giorni di discussione

Il secondo « Congresso mondiale della stampa italiana all'estero », che da tre giorni vede riuniti a Roma i rappresentanti delle 145 testate in lingua italiana pubblicate attualmente nel mondo e dirette ai quasi sei milioni di lavoratori italiani all'estero si conclude oggi con la definizione di proposte e di richieste da avanzare al governo in occasione della prossima « conferenza nazionale per l'emigrazione » che si aprirà, sempre a Roma, il 24 febbraio.

Delle tre commissioni che hanno portato avanti i lavori dopo la seduta inaugurale, la prima, quella che aveva il compito di indicare le linee generali della « politica per la stampa italiana allo estero » da sottoporre al governo, ha presentato stamani le proprie conclusioni.

Il documento afferma che la stampa italiana all'estero assolve « un servizio sociale di pubblico interesse » sia come strumento di informazione e di formazione sia come mezzo per alleviare l'isolamento e la frustrazione dell'emigrato. Questo purché tale funzione sia svolta nel rispetto dell'etica professionale e dei valori « morali ed umani » correntemente ritenuti tali.

Difficoltà obiettive vengono « dalle varie singole realtà politiche e amministrative locali, dai

pesanti e gravi condizionamenti dell'orientamento politico di molte pubblicazioni, dalle discriminazioni a danno di non poche testate operate con criteri personali da funzionari italiani all'estero e persino da organi del governo centrale, dai costi spesso insostenibili, dall'estrema difficoltà di ottenere pubblicità ».

Di qui il richiamo del documento alla « esigenza dell'assoluta libertà di espressione, intendendosi con ciò — vi si legge — anche il rispetto di precise azioni o opzioni politiche purché compiute nel rispetto dei principi democratici e costituzionali su cui si basa il nostro stato repubblicano ». Di qui anche le proposte di « applicare alla stampa italiana all'estero leggi e sanzioni previste in merito dalla costituzione italiana ». Un'altra proposta, per superare la « frattura » tra il giornalismo italiano e la stampa italiana all'estero, è quella di un collegamento con l'ordine dei giornalisti per creare « dei corsi professionali, istituire un esame di abilitazione ed elenchi « professionisti » e « pubblicisti » sul tipo di quelli esistenti in Italia. Si chiede inoltre una rappresentanza della FNSIE in seno all'ordine dei giornalisti e la creazione di un organo di controllo per la ripartizione degli eventuali finanziamenti a favore della stampa italiana all'estero.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di Roma

del 21-7-75

Dopo il congresso a Roma della FMSIE

Per un serio legame della stampa con i nostri lavoratori

Le sigle — è vero — spesso si inventano e forse quella di Federazione Mondiale della Stampa Italiana all'Estero, anche se per esteso è molto lunga, quando si va a stringere resta ben poco. Dall'equivoco non si è usciti nemmeno al secondo Congresso FMSIE. Dopo i messaggi di rito dei ministri e sottosegretari e i discorsi retorici di molti «ex» del centrismo, ci siamo sorbiti una relazione congressuale con giudizi e posizioni completamente fuori della realtà. I punti fermi erano quelli dei soldi: ne hanno presi troppo pochi! Certo alcuni delegati erano memori delle promesse fatte 4 anni fa e adesso non sono del tutto soddisfatti. Insoddisfatti gli editori di bollettini commerciali nell'America Latina o di periodici che pubblicano annunci matrimoniali e sono completamente avulsi dalla realtà italiana e dal fatto che gli stessi problemi delle comunità di emigrati del nostro Paese vengono affrontati in modo nuovo con l'apporto di forti associazioni democratiche, di organizzazioni sindacali, dei patronati di assistenza e dei partiti politici. Tutto ciò dà evidentemente fastidio ad alcuni «notabili» ed ancora più a chi controlla questi fogli. Di qui la sparata contro gli «europei» che esprimono questa nuova tendenza, che hanno un aggancio con le masse dei lavoratori italiani emigrati, che sanno affrontare, da posizioni diverse, i problemi di un intervento dei nostri lavoratori sulle vicende politiche, economiche, sociali e culturali nel nostro Paese e si battono per il diritto alla scuola italiana, per la democratizzazione delle rappresentanze consolari e dei loro Comitati consultivi, per la completa riorganizzazione degli Istituti di cultura, per l'inserimento a parità di diritti nelle organizzazioni sindacali e sociali dei Paesi di immigrazione.

E' su questi ed altri temi che lunedì si aprirà la Conferenza nazionale della emigrazione. I nostri connazionali sanno quale difficile

battaglia è stata condotta affinché l'attuale governo non la rinviasse ancora una volta. Tutti sanno quale ruolo hanno avuto le associazioni, i sindacati e i partiti politici. A questo modo nuovo di affrontare i problemi delle nostre comunità, molte testate italiane che si stampano all'estero non hanno ancora saputo adeguarsi. Altre invece hanno largamente raccolto queste esigenze: in Canada, in alcuni Paesi dell'America Latina e in Australia hanno saputo stabilire un serio collegamento con le organizzazioni di massa che rappresentano gli interessi reali dei lavoratori emigrati e con le forze sociali e culturali dei Paesi di immigrazione. Al congresso della Federazione mondiale della stampa all'estero è emersa la contraddizione fra una gestione «clientelare» della FMSIE e la necessità di una informazione democratica sulla realtà del nostro Paese (n. b.).



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Secolo d'Italia Roma

del 21-7-75

Il congresso della FMSIE

In crisi la stampa italiana all'estero

Il secondo congresso mondiale della stampa italiana all'estero, che si svolge in questi giorni a villa Lubin, si avvia verso la fase conclusiva.

Nella giornata di ieri sono stati presentati in assemblea i verbali elaborati dalle tre commissioni di lavoro che trattano rispettivamente il tema del congresso, le riforme dello statuto e l'ordinamento economico e sociale. I tre documenti sono stati sottoposti all'approvazione dei soci della FMSIE (Federazione della Stampa Italiana all'Estero).

Nel corso del pomeriggio è intervenuto ai lavori il sottosegretario agli esteri per l'emigrazione, on.le Granelli.

Nei verbali delle tre commissioni sono state messe in evidenza, in particolare, le enormi difficoltà che la stampa italiana all'estero incontra nello svolgimento del suo servizio sociale di pubblico interesse in seno alle nostre comunità d'oltre confine.

Queste difficoltà sono ovviamente soprattutto d'ordine finanziario e tecnico. Dal momento che il governo italiano ignora la nostra stampa all'estero, le difficoltà finanziarie sono le più sentite e la Federazione ne denuncia l'urgenza. La quasi totalità dei giornali sono nati per iniziativa privata e vivono di vita propria. Molti di essi esistono già dal secolo scorso e rischiano, in tempi di recessione economica come l'attuale, che si ripercuotono sensibilmente sulla pubblicità (fonte unica di finanziamento), di chiudere i battenti come già è accaduto per tredici testate.

Le difficoltà d'ordine tecnico si identificano nello scarso servizio informativo delle agenzie-stampa governative le quali, pur essendo appositamente e lautamente finanziate col denaro pubblico, trascurano la nostra stampa all'estero non fornendo adeguati bollettini d'informazione in lingua italiana.

A ciò si aggiunge la mancanza assoluta di apparecchiature tecniche e le difficoltà che spesso e volentieri vengono create da funzionari consolari e dallo stesso governo italiano.

Non sono state trascurate le trasmissioni audio-visive italiane all'estero, che con ogni probabilità verranno accettate in seno alla FMSIE.

G. DE MARCO



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Osservatore Romano* di *Città del Vat.* del *21-2-75*

Il «servizio sociale» della stampa italiana all'estero

I lavori del II congresso mondiale della stampa italiana all'estero, cui prendono parte i direttori dei più importanti periodici italiani stampati oltre confine, e che si concluderanno domani, venerdì, proseguono, presso la sede del Consiglio nazionale della economia e del lavoro, articolati in tre commissioni.

La prima è impegnata nel discutere il tema del congresso: «Per le nostre comunità d'oltre confine l'informazione italiana all'estero è un servizio sociale»; la seconda affronta la revisione della Carta della stampa italiana all'estero e lo statuto della federazione, esaminando in particolare la posizione giuridica degli organi direttivi e dei soci in seno alla

federazione e l'ammissione o meno, nella stessa federazione, dei periodici, riviste, agenzie specializzate sui problemi della emigrazione, che si stampano in Italia per l'estero; all'esame della terza commissione è invece l'attività che in questi tre anni ha svolto la federazione e, in particolare, la revisione dell'iscrizione dei soci, i bilanci, le provvidenze, la pubblicità e le future prospettive della F.M.S.I.E.

Nella giornata di ieri, i congressisti — accompagnati dal sottosegretario agli esteri on. Granelli, e dal presidente della federazione avv. Ortolani, erano stati ricevuti in udienza dal capo dello Stato il quale, nel corso di un cordiale incontro, ha sottolineato, rilevandone la sua insostituibile funzione, il contributo che la stampa italiana all'estero ha offerto e continua ad offrire alle numerosissime comunità di emigrati.

Per la giornata di domani, è previsto un dibattito sul tema stesso del congresso.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

H. Popolo

di Roma

del 21-2-78

Organiche proposte

Le Regioni per la tutela degli emigrati

Affermata l'esigenza di una politica di interventi programmati per impedire il depauperamento di energie essenziali allo sviluppo del paese

Cosenza, 20 febbraio

Gli assessori al lavoro delle Regioni italiane si sono incontrati a Palazzo dei Bruzi per redigere un documento comune da presentare alla Conferenza nazionale dell'emigrazione che avrà inizio lunedì al Palazzo della FAO di Roma.

Nel corso dei lavori gli assessori hanno tenuto conto di un documento unitario delle Regioni concordato in una riunione preliminare svoltasi a Milano il 4 febbraio scorso.

Dal dibattito, svoltosi dopo la relazione introduttiva dell'assessore calabrese al lavoro Ernesto Corigliano (il saluto ai rappresentanti delle Regioni italiane era stato rivolto dal presidente del consiglio regionale della Calabria, Scipione Valentini) è emersa una linea unitaria delle Regioni che concordemente indicano scelte prioritarie per la soluzione dei problemi delle zone depauperate dall'esodo, senza contrapporsi allo Stato, ma nell'accettazione convinta di una politica globale nazionale articolata nei piani regionali di sviluppo.

Le scelte, a parere degli assessori regionali al lavoro, devono riguardare l'agricoltura con gli evidenti positivi effetti sulla

bilancia dei pagamenti, la politica sociale da concretizzare con interventi nell'edilizia pubblica e privata, per i trasporti, la scuola e la sanità.

Nella visione unitaria che il dibattito ha evidenziato, i rappresentanti delle Regioni hanno inserito il problema del Mezzogiorno. Lo sviluppo del Sud — è stato ribadito durante il convegno — è un impegno prioritario; è fattore pregiudiziale per riportare a proporzioni fisiologiche il fenomeno migratorio.

Per raggiungere gli obiettivi dello sviluppo, hanno dichiarato gli assessori regionali, la strategia dell'intervento deve essere orientata non solo a favorire la industrializzazione, specie in quei settori, come l'agricoltura e il turismo, che rappresentano una grande risorsa effettiva e potenziale per le aree meridionali. I rappresentanti delle Regioni hanno poi riconosciuto che la industrializzazione deve essere concepita con criteri diversi da quelli seguiti in passato, in quanto, fatto salvo il ruolo traente delle Partecipazioni Statali, per la localizzazione di grandi unità produttive, « occorre orientare tutti gli strumenti di cui si dispone a favorire lo sviluppo delle piccole e medie imprese, in parte collegate con le grandi unità locali, in parte rivolte alla produzione di beni di consumo, su nuove basi di operatività aziendale e di garanzia dei posti di lavoro ».

A parere degli assessori regionali al lavoro, orientando in questo senso anche la politica degli incentivi, sarà possibile ottenere quel maggior assorbimento di forza-lavoro per unità di capitale investito, che non è stata ottenuta nel passato.

Un avvertimento colto durante il dibattito e che si ricollega all'esigenza dell'economicità delle

imprese meridionali, ha riguardato il fattore delle vocazioni naturali delle zone da industrializzare. Commettere errori in questo campo, significherebbe, infatti, perpetrare il vecchio concetto dell'impossibilità di industrializzare il sud, per mancanza di fattori endogeni e per assenza di imprenditorialità.

Un discorso approfondito è stato fatto nel corso dell'incontro sull'angolazione dei poteri democratici, e, in primo luogo, sull'intervento regionale che dovrà « coprire istituzionalmente molti dei settori indicati come prioritari ». In definitiva i rappresentanti delle regioni hanno rivendicato la funzione determinante degli enti-regione, nell'elaborare e nel gestire le scelte di programmazione nazionale.

L'attuale crisi economica rende più urgente la necessità di disporre di risorse e di strumenti adeguati alla domanda sociale ed ai compiti delle stesse Regioni.

Un impegno urgente è quello per l'attuazione da parte del Governo di un vasto progetto di riorganizzazione e di potenziamento dell'intervento pubblico nella agricoltura, attraverso un completo trasferimento dei poteri alle Regioni, mentre essenziale — a parere degli assessori al lavoro — appare un avvio concreto, sempre da parte del Governo, della riforma sanitaria e della politica di sviluppo dei trasporti pubblici.

Nel corso del dibattito è stata anche riconfermata la necessità che nel bilancio dello Stato trovi riscontro la precisa volontà di una riqualificazione della spesa e di una « riallocazione delle risorse disponibili fra le diverse competenze ».

I rappresentanti delle regioni, pur riconoscendo a proposito dell'emigrazione che il fenomeno affonda le sue radici nell'insieme dei problemi dello sviluppo economico del Paese, e che pertanto può trovare soluzione solo attraverso una programmata azione di politica economica e sociale, hanno riaffermato le necessità di un « ruolo più specifico » delle

Regioni, le quali hanno già promosso iniziative in questo settore, come la costituzione delle consulte regionali, a cui partecipano le forze sociali, gli enti locali e le associazioni degli emigrati.

Tutela dei cittadini emigrati all'estero, collegamento, specifiche competenze su particolari problemi da affidare alle Regioni, impegno per il diritto allo studio dei figli degli emigrati, riaffermazione del ruolo della Comunità economica europea, difesa delle rimesse degli emigrati, sono stati gli altri argomenti discussi a Palazzo dei Bruzi. Una apposita commissione, formata dai rappresentanti della Calabria, della Lombardia, della Sardegna e dell'Umbria, è stata incaricata di predisporre, a conclusione del dibattito, il documento ufficiale da presentare alla conferenza di Roma sull'emigrazione, anche sulla scorta degli elementi acquisiti nel documento preliminare di Milano.

Eugenio GALLO

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Mattino di Napoli

del 21-2-75

L'INTESA RAGGIUNTA IN UN CONVEGNO A COSENZA

Una linea comune delle Regioni sui problemi dell'emigrazione

Saranno presentate richieste articolate alla prossima Conferenza nazionale - Esamine le cause che determinano la decisione del disoccupato a emigrare

Dal nostro inviato

COSENZA, 20 febbraio. L'Italia delle regioni ha scritto oggi a Cosenza uno dei suoi capitoli più notevoli: l'intesa per una strategia comune e per comuni richieste articolate alla prossima Conferenza nazionale dell'emigrazione segna non soltanto un momento di accordo nell'apparente divergenza degli interessi, ma anche il superamento di un rivendicazionismo banalmente contestatore nei confronti del governo.

Rischio

A Cosenza i rappresentanti di tutte le regioni (unica assenza rimarchevole ma giustificata quella del Veneto) si sono trovati d'accordo sulla necessità di presentarsi come un fronte il più possibile compatto alla grande assisa che sta per aprirsi al palazzo della F.A.O.L., ma hanno anche risolto il problema politico della diversa e contrapposta identità del Nord e del Sud, prendendo atto che la crisi europea e italiana in particolare rende necessario soluzioni nuove, nel senso di un diverso orientamento della politica economica che sia diretta ed armonizzata dal governo, ma che investa la responsabilità degli organismi regionali.

Perché si sono trovati d'accordo, pur tra non celati contrasti, i rappresentanti del Nord e quelli del Sud? Perché di fronte al temuto rischio di un rientro in massa dei nostri emigrati, nessuno si è nascosto il pericolo di un riacutizzarsi di situazioni

esplosive e manovrate tipo Reggio Calabria (ma il rappresentante della Campania non ha mancato di far presenti i pericoli connessi alla condizione sociale di Napoli e dell'intera regione) mentre si è riconosciuto che un aumento del ritmo dei rientri andrebbe inevitabilmente a gravare sulle regioni più sviluppate del Nord.

Al momento, dunque, il problema dell'emigrazione non è strettamente meridionale, bensì assume una dimensione e un'urgenza nazionali, per cui il dialogo con il governo e le altre forze sociali, dovrà necessariamente portare al delinearsi di nuove linee di sviluppo che siano estremamente coerenti, senza perdersi nei mille rivoli insidiosi e spesso inconcludenti dell'intervento settoriale, straordinario, aggiuntivo delle leggi che lasciano immutati i problemi mentre aggravano il

carico della spesa pubblica, dell'assistenza fine a se stessa e sempre insufficiente. A questo proposito, anzi, è stato osservato che le carenze dell'assistenza sanitaria nel nostro paese sono uno dei motivi che pesano nella scelta del disoccupato nel cercare lavoro all'estero. Ed accanto alla difettosa tutela della salute è stata segnalata un'altra carenza altrettanto grave: quella che si potrebbe definire la tutela della «ricchezza» (è un termine di riferimento, naturalmente) acquisita col lavoro all'estero per cui il risparmio finisce per tramutarsi in un incentivo a procurarsi beni di consumo, ma non mai il benessere né della famiglia né sociale.

E' noto il fenomeno di «terziarizzazione» dell'economia, qui in Calabria, come è noto quello dell'«invecchiamento» della popolazione statisticamente parlando. Ora ci si è chiesti: è possibile che, in trent'anni di intervento straordinario in Calabria, settecentocinquanta mila calabresi si sono trovati nella necessità di cercare lavoro altrove?

Le cause di una così palmaria incongruenza sono state, nella riunione dei rappresentanti delle regioni, indicate non in un errato indirizzo politico di sviluppo, ma piuttosto nell'insorgenza di fattori speculativi, paralizzanti, parassitari che hanno spesso vanificato obiettivi di sviluppo di occupazione accuratamente predisposti e pur tenacemente inseguiti. E sono stati fatti i nomi di industrie in Calabria e in Puglia, attualmente chiuse.

Correzioni

Una tale vanificazione degli sforzi non infirma in primo piano una linea politica, ma impone — è stato sostenuto nella conclusione dei lavori — una serie tale di correzioni che consista innanzitutto in un più accentuato dirigismo governativo sulle grandi forze imprenditoriali e una utilizzazione delle risorse nazionali che sia davvero in linea con la riconosciuta esigenza di considerare quello del Mezzogiorno non un problema a sé nel contesto dei mali dell'Italia.

In sostanza, alla prossima Conferenza nazionale dell'emigrazione, le regioni porteranno avanti il principio che l'emigrazione si argina e si controlla creando nuovi posti di lavoro, e poiché ciò è legato a una prospettiva di ripresa globale, verranno sol-

lecitati da una parte il piano di emergenza per l'economia annunciato dal governo Moro e dall'altra una programmazione che si fondi sui piani regionali di sviluppo armonicamente coordinati in modo che ciascuna regione possa puntare sulle cosiddette linee vocazionali.

Concordanza

Al limite, è stato detto, andrebbe sottoposta a sanzione, a guisa del giudizio di costituzionalità sulle leggi ordinarie, ogni misura che non si inquadri direttamente o indirettamente nei fini di una politica meridionalistica e a tale scopo sono stati invocati i relativi strumenti legislativi e amministrativi. Ma la regione calabrese, che ha gestito con fine diplomazia la riunione odierna, ha tirato le reti sui principi di concordanza delineatisi, evitando

una radicalizzazione del problema meridionale e puntando tutto sulla carta regionalistica.

Il dialogo è dunque aperto, senza asprezze polemiche; la polemica è rimasta nel discorso interno, come ad esempio il fatto che con la gestione degli enti ospedalieri si sarebbe voluto addirittura attentare alla salute stessa di organismi ancora gracili come sono gli istituti regionali; e che la conferenza dell'emigrazione sono state le regioni a volerla, anzi, secondo i voti, si sarebbe dovuto svolgere in Calabria. Ma dalle indicazioni che abbiamo raccolte a Roma sabato scorso circa le aspettative del governo verso l'imminente grande assise a più voci, ci pare che il governo non poteva augurarsi interlocutore più maturo e più valido.

Ernesto Filoso



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Sole - 24 Ore di *111. Quers* del *21-2-7*

La Regione Campania per la tutela dell'emigrazione

Concrete iniziative saranno proposte alla Conferenza nazionale

Napoli, 20 febbraio

700 mila unità hanno lasciato la Campania nel decennio 1961-71. Di esse, 470 mila sono state definitivamente cancellate dai ruoli anagrafici, mentre le altre, pur lavorando stabilmente fuori della regione, hanno mantenuto la propria residenza nei luoghi d'origine. E' lo scotto pagato dal sottosviluppo meridionale alla carenza di possibilità occupazionali, aggravata dall'esodo rurale.

Con questa «carta d'identità» la Campania si presenta alla prossima Conferenza nazionale dell'emigrazione che si svolgerà a Roma dal 24 febbraio al 1° marzo, sicura di poter fare appello a problemi vivi e imminenti della sua crescita economica e sociale per essere ascoltata.

«La Campania intende concretamente operare per la rimozione di tutte le cause che provocano il grave fenomeno dell'emigrazione e, nel contempo, assicurare tutela giuridica e sociale agli emigrati, il mantenimento di un rapporto vivo e costante con la propria regione e le migliori condizioni al momento del loro rientro». Il presidente della Giun-

ta regionale, prof. Vittorio Cascetta, puntualizza con queste parole i criteri della svolta programmatica e operativa che la Regione si prefigge di attuare.

«Se questo è avvenuto entro il territorio regionale, fuori della regione ci sono stati fenomeni congiunturali favorevoli che hanno consentito l'assorbimento di consistenti forze di lavoro.

«La sostituzione del concetto di "massima produttività" con quello di "massima occupazione" investe, in particolare, la discriminazione tra le diverse strategie per lo sviluppo del settore industriale. Il rigido criterio produttivistico, è noto, prima poteva sacrificare le zone campane e meridionali; il prevalere del nuovo criterio può privilegiare quelle aree meridionali che, seppur sprovviste in misura concorrenziale di risorse fisiche ed infrastrutturali iniziali, sono purtuttavia largamente dotate di quelle risorse umane e sociali che un nuovo modello di sviluppo non potrà non considerare come potenziali ed insostituibili ricchezze.

«E' chiaro, però, che non si può affrontare, strutturalmente, il fenomeno migratorio limitandosi soltanto a privilegiare attività ad alta intensità di lavoro, ma si deve ottenere — osserva Cascetta — un vero e proprio «salto di qualità» nel tono e nelle dimensioni delle attività produttive. I centri di potere regionali devono poter intervenire fin dal momento iniziale del processo produttivo, concorrendo alla nascita ed alla diffusione di una nuova imprenditorialità».

Passando, poi, alla formulazione ed indicazione di specifiche proposte, nello stesso documento si osserva che la Regione deve svolgere un'azione di stimolo nei confronti dei poteri centrali, assumendo la funzione di ente proponente; quindi: a) la revisione del testo unico sull'emigrazione, che risale al 1919; b) il riordinamento e la sistemazione della miriade di norme emesse in tempi e occasioni diverse, provvedendo anche, dove è necessario, alle carenze delle legislazioni estere; c) la revisione delle norme e degli istituti regolatori del rapporto dei marittimi imbarcati su navi estere; d) la modifica delle leggi elettorali vigenti in modo da permettere agli emigrati di votare (in ogni forma di consul-

tazione elettorale italiana) per corrispondenza o presso i nostri consolati all'estero o disponendo alternativamente il rimborso delle spese di viaggio e la concessione di una indennità per il mancato guadagno.

La Regione Campania insomma proporrà di istituire in ciascuna regione, con legge dello Stato, un centro regionale per gli interventi relativi all'emigrazione, trasferendo alle Regioni tutte le funzioni amministrative attualmente esercitate dagli organi centrali in determinate materie, come il reclutamento, la formazione professionale e l'avviamento degli emigranti, i rapporti con i familiari degli emigranti e la loro assistenza.

Giovanni Cesarino



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Stampa di *Torino*

del 21-2-75

Emigrazione dal Sud Domani un convegno

E' possibile e come frenare il grande esodo dal Meridione? Per cercare di rispondere a questi interrogativi, cinque circoli di immigrati hanno organizzato per domani, a Palazzo Madama, la prima Consulta regionale dell'emigrazione. I lavori saranno aperti da una relazione del presidente della giunta regionale avv. Ober-
to. Nel pomeriggio s'aprirà il dibattito e saranno eletti i delegati alla conferenza nazionale dell'emigrazione in programma a Roma dal 24 febbraio al primo marzo.



Ministero degli Affari Esteri

II

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale *Il Popolo* di *Roma* del *21-2-7*

Riunione alla Farnesina per i lavoratori italiani in Svizzera

Si è riunita mercoledì e ieri alla Farnesina una commissione mista italo-svizzera sulla sicurezza sociale dei nostri lavoratori emigrati.

Sono stati discussi i principali problemi tuttora aperti, con particolare riguardo alla presente situazione congiunturale e si è convenuto di effettuare un nuovo incontro a Berna nel prossimo aprile allo scopo di condurre a concrete soluzioni i lavori intrapresi.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avanti!

di Roma

del 21-2-7

La speranza di tornare

**E' il sentimento dominante di chi è stato costretto ad emigrare
L'esperienza degli italiani in Svizzera — Le cause e il
superamento del fenomeno
all'esame della Conferenza nazionale che si aprirà lunedì a Roma**

DI RITORNO DALLA SVIZZERA — A Zurigo ho conosciuto il compagno Pietro Bianchi: novant'anni, ma un fisico ed un entusiasmo da giovanotto.

L'incontro nel ristorante della Cooperativa italiana, fondata da emigrati socialisti, settant'anni fa. Pietro Bianchi è in Svizzera dall'età di dieci anni ed è nato — mi dice — con la tessera socialista in tasca. Per un certo periodo dell'antifascismo degli anni venti è stato anche direttore dell'*Avanti!*

E' venuto alla luce a Mezzegra, in provincia di Como, «dove è stato fucilato Mussolini», sottolinea con una punta di orgoglio nella voce. Appena compiuti i dieci anni — la sua famiglia era poverissima — assieme ad altri ragazzi della sua età venne reclutato dal parroco del paese e spedito in Svizzera a lavorare. Lui lavorava ed il parroco riceveva il salario.

Alla fine della stagione, tornato per un breve periodo a Mezzegra, ricevette dal parroco come compenso un taglio di stoffa per farsi un vestito e cinque lire. L'unica sarta del paese era la sorella del parroco, così Bianchi le consegnò il taglio di stoffa e le cinque lire perché gli confezionasse un vestito nuovo, col quale se ne tornò in Svizzera.

Certo, Pietro Bianchi è il superstita di quella che veniva definita l'emigrazione «stracciona» degli inizi del secolo. Ma nella sostanza non si può dire che i problemi de-

gli emigrati italiani costretti a cercare lavoro in Svizzera, ai giorni nostri, siano cambiati granchè.

A Zurigo ho parlato con molti nostri connazionali. Proprio vicino alla Cooperativa italiana, è in costruzione la sede di una grande banca. Molti muratori sono italiani. Le loro storie sono quasi tutte simili: marito e moglie che lavorano per raggranellare i soldi necessari per tornare in Italia, aprire magari un negozio per avere la vecchiaia assicurata, e nel frattempo però la necessità di affrontare le difficili e pesanti questioni dell'integrazione in un paese straniero, soprattutto per quello che riguarda i figli.

La questione scolastica, appunto, è emblematica delle condizioni in cui si vengono a trovare gli emigrati italiani in Svizzera. Dietro l'effimera facciata della «parità di diritti e doveri» per tutti, la scuola svizzera è rigidamente classista. Le strutture scolastiche sono apparentemente aperte a tutti coloro che vogliono intraprendere il cammino dell'istruzione, ma in realtà l'accesso ai livelli superiori della cultura è riservato soltanto a quei pochi privilegiati in grado — per estrazione sociale — di vincere la competizione che ha per traguardo l'occupazione dei primi posti.

La selezione di classe incomincia proprio qua: dal momento che soltanto coloro che percorrono tutti i gradi dell'istruzione hanno poi diritto ai più alti livelli di benessere e di prestigio sociale, le strutture scolastiche servono a «dosare» questi privilegi per alcuni, anziché per altri, anche se a parole il «diritto» di conseguire una laurea è riconosciuto per tutti.

Strada facendo, però, scattano dei meccanismi, subdoli e implacabili, per «convincere» certi allievi di non essere «predisposti» agli studi, per cui, tutto sommato, è meglio per essi abbandonare la scuola e cercarsi un lavoro qualsiasi. Così, attraverso quello che è stato definito il mito della «deficienza genetica» (ossia degli allievi più o meno intelligenti) il sistema classista della società, fondato sulla «conservazione delle differenze» in materia di poteri e di privilegi, è salvo.

Ora, è appena il caso di dire che coloro che più di altri fanno le spese di questo sistema profondamente ingiusto ed inaccettabile, sono appunto i figli degli emigrati.

La famiglia italiana che viene in Svizzera si sente «sradicata» dalla sua terra di origine, dagli usi, dai costumi, dalle tradizioni in cui fino al momento della partenza era vissuta. La prima reazione è quella di mantenere all'interno del nucleo familiare la cultura e la mentalità del paese di origine, allevando i figli — l'espressione vie-

ne usata per comodità di linguaggio — «all'italiana», in un ambiente ed in un paese che italiani non sono.

Ciò provoca una prima frattura tra genitori e figli, essendo questi ultimi per la loro stessa età aperti ai contatti con la nuova realtà che li circonda; una frattura destinata ad approfondirsi, quando i genitori, impegnati dalla mattina alla sera nel lavoro magari con la speranza di avvicinare il giorno del loro ritorno in patria, sono costretti ad affidare i figli a quelli che vengono chiamati i «depositi di bambini»: enti privati o famiglie locali, che spesso fanno fronte a questa esigenza in maniera del tutto inadeguata.

Se agli elementi di questo quadro, si aggiungono le difficoltà di comprensione dovute alla diversità della lingua, vengono alla luce i segni evidenti di quella che in psicologia viene definita «alienazione emotiva».

Dall'impatto traumatico tra queste due realtà — struttura di classe della scuola svizzera e difficoltà di integrazione degli emigrati nella nuova e diversa situazione in cui si vengono a trovare — nascono alcuni dei problemi più gravi dell'emigrazione italiana in Svizzera.

La tematica è talmente ampia e complessa che non si può certo pretendere di ricondurla a poche ed affrettate conclusioni. Per quanto su questo aspetto specifico del fenomeno più generale dell'emigrazione, esistano alcune indicazioni di merito, ribadite anche dal recente Convegno nazionale del Partito per una politica dell'emigrazione. Per esempio, la necessità di organizzare «classi di inserimento» per favorire appunto al massimo l'integrazione degli allievi italiani nelle scuole svizzere, incominciando da un adeguato apprendimento della lingua e della civiltà locale; l'insegnamento della lingua italiana parificato a quello di tutte le altre materie di studio; una adeguata e specifica preparazione degli insegnanti cui sono affidate le classi con bambini italiani; infine — aspetto determinante per af-



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE

frontare la questione — sviluppo della gestione sociale della scuola.

GLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA

ELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

del

A questo proposito, in un documento redatto e consegnato al governo italiano, l'anno scorso, dal Comitato di Intesa tra le associazioni di emigrati italiani in Svizzera, venivano richiamati questi obiettivi, rivendicando l'applicazione anche all'estero dei principi contenuti nella legge 477 del 30 luglio 1973, che stabilisce appunto i criteri per una gestione sociale della scuola: consiglio di circolo e di istituto ovunque ciò sia possibile; distretti scolastici che corrispondano alle zone di competenza delle direzioni didattiche e, per certi problemi, per quanto riguarda la Svizzera, alle suddivisioni cantonali; consiglio a livello di paese di emigrazione; partecipazione di delegati dei paesi di maggiore emigrazione, in particolare Svizzera, Germania, Benelux, nel Consiglio nazionale della Pubblica Istruzione.

La Conferenza Nazionale dell'emigrazione che apre i suoi lavori a Roma, presso la Fao, il 24 febbraio, organizzata congiuntamente dal Ministero degli Esteri e dal Comitato nazionale per l'economia e il lavoro (Cnel), si occuperà certamente anche di questi aspetti della questione. Ma il problema più vasto rimane quello di rimuovere in Italia le cause economiche, sociali e politiche che sono alla base del fatto migratorio: sottosviluppo di intere aree regionali, squilibri produttivi, rapporto città-campagna, politica sociale degli investimenti e dell'occupazione, ecc.

Parlamento, governo, forze sindacali e politiche, l'intero Paese debbono venire investiti della responsabilità di operare scelte capaci di avviare il superamento della crisi strutturale ed economica che determina, tra gli altri effetti negativi, anche quello dell'emigrazione. Per far questo, è necessario un profondo mutamento degli indirizzi politici ed economici.

E' quello che chiedono gli emigrati, è quello che vogliono, per avere ancora speranza.

GIULIO SCARRONE



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Tempo* di *Roma* del 21-2-75

L'AVREBBERO DECISO I PRODUTTORI ARABI DI PETROLIO

La minaccia dell'embargo sul regime di Addis Abeba

La misura legata ad una composizione della questione eritrea - Forse Kissinger se ne occuperà al suo ritorno in M.O. - Continua il rientro dei profughi con i voli dell'Alitalia

NOSTRO SERVIZIO PARTICOLARE

Addis Abeba, 20 novembre
La minaccia di un embargo petrolifero incombe sull'Etiopia. Ad attuarlo, secondo fonti ufficiali, saranno i produttori arabi se la questione dell'Eritrea non verrà risolta al più presto. La decisione avrebbe un enorme significato politico, anche se gran parte del fabbisogno petrolifero dell'Etiopia proviene dall'Iran che in simili occasioni si mantiene solitamente al di fuori dei contrasti di parte. Tuttavia la manovra dei Paesi arabi, che già assistono i guerriglieri eritrei finanziariamente e negli approvvigionamenti di materiale bellico, potrebbe indurre gli Stati Uniti ad occuparsi più da vicino della risoluzione del conflitto. Come del resto è accaduto per il Medio Oriente, seppure in misura certamente maggiore e di più vaste ripercussioni. Secondo un portavoce del Fronte eritreo di liberazione, Sadat e Re Feisal avrebbero sollevato la questione nei recenti incontri con il segretario di Stato americano il quale avrebbe promesso di chiarire la posizione di Washington nel prossimo viaggio mediorientale.

Le mosse della Casa Bianca vengono seguite molto da vicino in questi giorni, a causa della richiesta fatta dall'Etiopia - che desidera

altri armamenti - e del monito lanciato ieri dal segretario generale del «FLE», Osmar Saleh Sabbeh. Per la seconda volta in ventiquattr'ore, Sabbeh si è appellato a Washington perché respinga la richiesta etiopica di armamenti «fino a quando il regime di Addis Abeba non abbia accolto le tesi del diritto dell'Eritrea all'indipendenza». Questa volta il capo del «FLE» ha aggiunto un avvertimento: «La ripresa delle spedizioni di armamenti in Etiopia significherebbe l'estensione del conflitto a tutta l'Africa nordorientale, e minaccerebbe la navigazione internazionale nel Mar Rosso, e nello stretto di Bab el Mandeb». Gli Stati Uniti per ora non hanno risposto alle richieste dei militari etiopici e probabilmente non lo faranno fino al ritorno di Kissinger in Medio Oriente, ma hanno cominciato a sgomberare gli ultimi cittadini americani rimasti all'Asmara.

All'Asmara la situazione rimane tesa dopo gli incidenti di ieri durante i quali, come già abbiamo riportato, ha perduto la vita Giuseppe Vaccaro di 28 anni colpito da un proiettile vagante. Per il momento non si segnalano nuovi scontri, ma, come già è successo nelle giornate precedenti, non è escluso che si torni a combattere. Questa mattina i cacciabombardieri etiopici hanno continuato a martellare le postazioni dei guerriglieri intorno al capoluogo eritreo.

Ad Addis Abeba un volo speciale dell'«Alitalia» è ripartito oggi pomeriggio diretto a Roma con a bordo circa centocinquanta connazionali evacuati da Asmara oltre due settimane fa, dopo i primi scontri fra truppe governative e guerriglieri. Salgono così ad oltre seicento gli italiani che hanno lasciato l'Etiopia, prima a bordo di cinque aerei da trasporto della aeronautica militare e poi a piccoli gruppi con aerei di linea.

S. N.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Le Monde* di *Paris* del 21-2-75

IMMIGRATION

Les déclarations démagogiques du gouvernement ne peuvent masquer l'aggravation de la situation des travailleurs étrangers affirment la C.G.T. et la C.F.D.T.

La C.G.T., la C.F.D.T. et une quinzaine d'associations (1) organisent, le vendredi 21 février, une journée d'information et d'action sur l'immigration. Des meetings et des délégations auprès des autorités préfectorales sont prévus ; à Paris, des représentants des deux syndicats et des associations se rendront au secrétariat d'Etat à l'immigration.

Les organisateurs de cette journée entendent dénoncer « les déclarations démagogiques » du gouvernement et de M. Paul Dijoud qui « ne peuvent masquer l'aggravation de la situation des immigrés » et revendiquer « l'égalité des droits entre travailleurs étrangers et français dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi », ainsi que la régularisation de tous les immigrés en France, « victimes de la politique anarchique du gouvernement, des employeurs, des trafiquants et marchands d'hommes ».

Dans un document d'une vingtaine de pages élaboré à l'occasion de cette journée, la C.G.T. et la C.F.D.T. font une analyse critique de la politique actuelle du gouvernement et du patronat à l'égard de l'immigration.

● L'IMMIGRATION CLANDESTINE.

« Il est de bon ton aujourd'hui, écrivent la C.G.T. et la C.F.D.T., de dénoncer l'immigration sauvage comme la cause de tous les maux. Mais ont-ils oublié qu'on ne peut effacer en quelques mois, voire en quelques années, les méfaits d'une politique délibérée du patronat, encouragée et officialisée par les pouvoirs publics, politique qui a abouti en fait à développer ce type d'immigration. »

Les deux syndicats demandent que la situation des « dizaines de milliers » de travailleurs qui séjournent et travaillent en France, parfois depuis des années, soit régularisée.

● LES TRAVAILLEURS SAISONNIERS.

Malgré la décision du gouver-

nement de suspendre l'immigration, des contrats d'une durée minimale de deux mois ont été accordés « sous la pression des organisations patronales », notamment pour les vendanges dans le Midi. Mais, selon la C.G.T. et la C.F.D.T., au bout de trois semaines ou d'un mois, beaucoup de ces travailleurs ont été licenciés par leurs employeurs et ont perdu de ce fait leur droit au travail et leur droit au séjour.

Les deux syndicats dénoncent ce « scandale des contrats saisonniers » dont la notion a été, affirment-ils, étendue de l'agriculture au bâtiment par exemple. « Pendant que des travailleurs régulièrement introduits sont licenciés arbitrairement et livrés à la rue, on continue d'introduire de nouveaux travailleurs. C'est ainsi que, le 2 janvier dernier, cinquante Marocains arrivaient à Montpellier pour repiquer les fleurs ! ».

● LA REGLEMENTATION ET L'ACCUEIL.

Les deux syndicats mettent une nouvelle fois en cause l'utilisation systématique par le gouvernement de circulaires pour réglementer l'immigration ; ces circulaires vont tantôt à l'encontre des lois — allusion aux circulaires Marcellin-Fontanet — tantôt modifient des accords internationaux (circulaire du 30 novembre 1974 à propos des ressortissants de certains pays d'Afrique).

Par ailleurs, la C.G.T. et la C.F.D.T. citent dans leur document de nombreux exemples tendant à prouver que l'accueil et l'encadrement des immigrés sont « de plus en plus confiés aux services de police ».

● L'AIDE SOCIALE.

Chiffres à l'appui, les deux syndicats tendent à démontrer que le financement de l'action sociale pour les immigrés est fait à partir de fonds qui normalement devraient leur revenir sous forme de prestations familiales directes. Ces prestations sont un salaire différé, estiment les syndicats ; mais, pour les travailleurs dont les familles sont restées dans le

pays d'origine, elles ne sont versées qu'au prorata du niveau des allocations dans ce pays. Selon la C.G.T. et la C.F.D.T., les familles d'immigrés résidant hors de métropole auraient dû toucher 983 millions de francs en 1973 au titre des allocations familiales aux taux français ; elles n'ont reçu que 277 millions, et 116 millions ont été versés au Fonds d'action sociale.

Les deux syndicats mettent en cause toute la politique d'action sociale du gouvernement à l'égard des étrangers, « qui rappelle, sous des formes modernisées, l'assistance dont fut accablée à sa naissance, et longtemps après, la classe ouvrière française ».

Ils protestent en outre contre l'attitude du secrétariat d'Etat à l'immigration, qui « entend éliminer systématiquement les organisations syndicales, comme les organismes d'accueil ou d'aide aux immigrés de caractère populaire, pour réserver le monopole de l'intervention dans tous les domaines à des organisations privées para-gouvernementales ou en exerçant des pressions inadmissibles sur celles qui ne partagent pas les conceptions du pouvoir ».

(1) La CIMADE (service œcuménique d'entraide), le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), l'ACLI (Association chrétienne des travailleurs italiens), l'AFI (Association franco-italienne), l'INCA (Institut national confédéral d'assistance aux travailleurs italiens), l'Amicale des Algériens en Europe, la Ligue des droits de l'homme, l'Association des originaires du Portugal, l'A.M.F. (Association des Marocains en France), le FASTI (Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés, l'U.G.T.S.F. (Union générale des travailleurs sénégalais en France), le GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés, etc.

● LE COMITE DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES proteste contre les propos de M. Dijoud concernant le récent rassemblement des travailleurs sans papiers à Montpellier. « M. Dijoud refuse le droit d'expression et de revendication à ces travailleurs sous prétexte qu'ils sont étrangers et qualifiés d'irréguliers. Or c'est la politique gouvernementale actuelle qui crée des clandestins et les maintient dans l'irrégularité », écrit le comité.

Une délégation de représentants des « sans papiers » devait se rendre ce jeudi 20 février au secrétariat d'Etat à l'immigration, puis à la présidence de la République pour y déposer des lettres de protestation.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

ritaglio dal Giornale *Le Monde* di *Paris* del *21-2-75*

Au conseil des ministres

L'ACCUEIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DANS LES GRANDES ÉCOLES FRANÇAISES

Le secrétaire d'Etat aux universités a fait, mercredi 19 février, au conseil des ministres, une communication sur l'accueil des étudiants étrangers dans les grandes écoles françaises.

M. Jean-Pierre Soisson a souligné la nécessité d'accueillir des étudiants étrangers en plus grand nombre dans les grandes écoles françaises. M. Giscard d'Estaing avait observé que sur six mille sept cent soixante-dix-sept élèves des grandes écoles, il n'y avait que trois cent quarante et un étrangers. Or, a-t-il souligné, un pays comme le nôtre, qui veut développer ses relations avec l'étranger, doit également accroître l'accueil des étudiants étrangers. M. Soisson a indiqué que dès le 1^{er} octobre 1975 des étudiants en nombre supplémentaire pourraient être accueillis. Il en sera ainsi pour trois cent cinquante nouveaux élèves dans les écoles qui dépendent du secrétariat d'Etat aux universités, quatre-vingts dans les écoles dépendant du ministère de l'agriculture et quarante dans les écoles dépendant du ministère de l'industrie. Une sensibilisation plus nette sera effectuée à l'étranger pour développer ce recrutement, lequel s'opérera soit par une pré-sélection des candidats, qui pourront se présenter aux concours de droit commun dont le nombre de places sera accru, soit sur titres.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

The Guardian di Londra

del 21-11-75

Eyes on Healey as more jobs go

By ROSEMARY COLLINS

The number of people out of work in the United Kingdom rose to 790,892 this month, or 3.4 per cent of the working population, according to figures published by the Department of Employment yesterday.

The total falls just short of the widely predicted 800,000 mark, and will therefore provide a small measure of comfort to the Government. But the figures are the highest since unemployment topped 823,000 in January, 1973, and trade union leaders made it clear yesterday that they will now look to Mr Healey to give stimulus to jobs in his coming Budget.

They also put forward a wide range of suggestions on how employment opportunities could be increased, from a new "buy British" campaign to an expansion of the house building programme.

The total of jobless men and women is not the whole picture since it does not include those on short time. The department has no up-to-date statistics on this growing section of the population. The last official figures were for 71,000 short-time workers in manufacturing industry in December, since when the motor industry has ordered drastic cuts in production.

The first trade union leader to respond to yesterday's unemployment figures was Mr Jack

Jones, general secretary of the Transport and General Workers' Union. The Government should look at "selective import controls," increase investment in nationalised industries so that they could put in hand "urgent work programmes," and launch a bigger housing programme, he suggested.

Mr Jones refused to accept that wage inflation was part of the cause of the rise in unemployment. "There will be and indeed there already is a substantial response to the social contract. There is no doubt that the tendency is for moderation in wage claims and that will continue," he said.

Mr David Basnett, general secretary of the General and Municipal Workers' Union, said that taken with a recent sharp decline in overtime working, the figures suggested "a serious problem of recession in the next few months." He called on the Government to take urgent action to help maintain and create employment, including the strengthening of the Manpower Services Commission and an extension of investment in nationalised industry.

Mr James Prior, Opposition spokesman on employment, predicted that the jobless total would reach one million soon. "The measures the Government has taken in the last few months including the Industry Bill are very damaging to investment and therefore to long-

term employment prospects," he claimed.

The employment situation will undoubtedly create a dilemma for Mr Healey in drawing up his Budget. If he stimulates the economy to create more jobs and reduce the level of redundancies, he will stoke inflation. On the other hand it is indisputably part of the Government's side of the social contract to be seen to take steps to hold back the numbers of unemployed.

This month's total of people out of work represents an increase of 14,000 over the number calculated, by a simplified and less accurate method, in January. The last set of comprehensive figures was issued in November, because of industrial action by civil servants. This month's figures show a rise of 137,000 over the November total of unemployed men and women.

The loss of jobs was spread fairly evenly throughout the United Kingdom with the single exception of Scotland, which showed a marginal decline in unemployment. The total number of job vacancies in Great Britain—figures for Northern Ireland are not included—was 180,600 this month.

Of the total unemployed, 747,497 are adults, 8,667 are school-leavers, and 37 adult students who have registered for unemployment benefit.

Leader comment, page 12



2.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del

Facing up to unemployment

Yesterday's miserable unemployment figures tell only part of the story. No one knows exactly how many workers are on short time and therefore partly unemployed. The estimate published in yesterday's Guardian of 200,000 short-time workers is higher than the Department of Employment's unofficial estimate of 100,000 to 120,000. Either way at least 100,000 partly unemployed must be added to the 790,892 wholly unemployed to get a true measure of the skills which are now being wasted. Nor can anyone be sure how many of the partly employed have jobs which can be preserved indefinitely and how many work for employers who are waiting for something to turn up. The cost of redundancy payments can be high enough to encourage employers to keep production going for as long as possible—and longer than is prudent—in the hope that Mr Micawber was right.

He seldom is, unfortunately. This time the odds are heavily against him. The Government, the CBI, and the TUC have all recognised with varying degrees of candour that the present recession will get worse before it gets better. The talk yesterday was of whether unemployment could be kept below one million by the end of the year. A worsening of the economic situation seems inevitable if only because it is worsening in other countries too and because we have not yet felt the full effect of the oil price rises.

There is much truth, too, in Mr Prior's observation yesterday that the recession had come late to Britain. Perhaps because of strikes and go-slows, perhaps for other reasons, British order books were healthier last summer than other order books, so the work lasted longer. Now, however, the scourge of enforced idleness is beginning to spread. Britain as a whole is still less badly off than any other country in the Common Market, where the rate of unemployment, expressed as a percentage of the insured population, rises as high as 10 per cent in Denmark. At 3.4 per cent British unemployment is not as bad as this, and not even as bad as the figure of 5.0 per cent which Beveridge once thought tolerable. But how long will this last?

If the Government can see no way of preventing a continuing increase in unemployment at least until the end of this year Ministers ought to give serious thought to retraining. The Manpower Services Commission has plans for a situation in which retraining will be more important than ever before. A proportion of the 790,000 now out of work will probably never be able to return to their old jobs. By the time the work is available it will be other work. There are new industries, too, like the oil industry, which are short of labour. Retraining costs money, but it is better to spend money on creating new skills than on keeping men in idleness.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Giornale di Brescia di *Brescia* del *21-2-75*

A ROMA IL MINISTRO TEDESCO GENSCHER

Il lavoro e l'alloggio degli italiani in Germania

Il problema della tutela dei connazionali disoccupati verrà discusso con il ministro Rumor - Un piano proposto alla CEE - La questione Pal-Secam

Roma, 20 febbraio

Il vice cancelliere e ministro degli Affari esteri della Repubblica federale tedesca Hans Dietrich Genscher è giunto questa sera a Roma, proveniente da Bonn, per la visita di lavoro di due giorni su invito del ministro degli Esteri Rumor.

I problemi da discutere non mancano. Si parlerà soprattutto dei nostri emigrati in Germania. A fine '74 nella Repubblica federale si contavano 800.000 disoccupati, di cui oltre 25.000 italiani. L'inizio del '75 ha confermato la tendenza, anche se sinora i rientri degli italiani hanno di poco superato il migliaio. Il peso della crisi infatti viene sopportato soprattutto dagli immigrati extra-CEE ed esistono, in Germania, un trattamento di disoccupazione discreto e possibilità di reimpiego. Alcuni problemi pratici (a parte il comportamento di qualche azienda) aggravano però la situazione: ad esempio quello dell'alloggio che è condizione per restare in Germania e ottenere l'indennità di disoccupazione ma che appartiene, in molti casi, all'impresa e viene tolto al cessare del rapporto di lavoro. L'Italia ha chiesto la disponibilità dell'alloggio venga prorogata ed intende proporre alle CEE un piano per la costruzione di case nei Paesi di forte immigrazione, per il quale vorrebbe però il preventivo assenso tedesco. L'Italia ha anche proposto, senza successo, una

sorta di cassa integrazione europea e una graduazione «regionale» degli interventi del fondo sociale. Argomento assai probabile anche la questione Pal-Secam, dopo le voci che danno per certa una scelta italiana nei prossimi mesi e le avances fatte dai francesi in occasione delle visite di Rumor a Parigi e del ministro del Commercio estero francese a Roma.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Gazzetta del Sud di *MESSINA* del *21-11-45*

IN PREPARAZIONE DELLA CONFERENZA DI ROMA

Gli assessori regionali al lavoro discutono sul fenomeno migratorio

Ribadita la priorità del Mezzogiorno quale strumento per frenare l'esodo

DALLA REDAZIONE

COSENZA, 20 — La soluzione dei problemi del Mezzogiorno si pone come esigenza prioritaria per ridimensionare il fenomeno migratorio.

Lo sviluppo industriale deve rappresentare il momento più importante del processo di crescita delle regioni meridionali, ma esso deve tenere presente la « vocazione » delle varie regioni in modo da evitare localizzazioni industriali inadeguate, che si ripercuoterebbero negativamente sull'assetto socio-economico delle regioni interessate.

Queste le conclusioni più importanti emerse dalla « Conferenza delle regioni » sull'

emigrazione, tenutasi ieri a Palazzo dei Bruzi, presenti gli assessori al Lavoro di tutte le regioni italiane.

La riunione cosentina, che ha avuto termine con l'approvazione di un documento che verrà sottoposto all'attenzione della Conferenza nazionale sull'emigrazione che si aprirà lunedì prossimo a Roma, è stata introdotta — dopo un breve indirizzo di saluto dal presidente del Consiglio regionale Scipione Valentini — dall'assessore calabrese al Lavoro Ernesto Corigliano.

Questi ha posto in risalto come sia indispensabile che le regioni siano presenti unitariamente alla Conferenza na-

zionale dell'emigrazione di Roma, dove dovranno essere approntate le terapie contro il fenomeno migratorio.

Questo fenomeno — ha precisato Corigliano — interessa maggiormente la Calabria, che è la seconda regione d'Italia, dopo la Sicilia, nella graduatoria delle regioni a più alto indice di emigrazione.

Dopo Corigliano hanno parlato gli assessori regionali: Marvelli della Lombardia, Punginelli della Emilia-Romagna, Pagano della Basilicata, Diloardo delle Puglie, Francesconi della Sardegna.

Il documento finale della « Conferenza delle regioni » verrà reso noto entro domani.

SI
C
-
Z
N
S
A
E
E
C
d
z
E
I
I
C



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Giornale di Brescia del 21-2-75

Emigrazione: una Conferenza nazionale

Milano, 20 febbraio

Sono stati pubblicati, a cura dell'Assessorato regionale al lavoro e ai movimenti demografici, gli atti della conferenza regionale sui movimenti migratori svoltasi a Varese nel marzo dello scorso anno.

Il volume acquista un particolare significato — come sottolinea nella presentazione l'assessore Marvelli — perché esce alla vigilia della conferenza nazionale dell'emigrazione che si aprirà a Roma il 24 febbraio prossimo, alla quale le regioni si presenteranno con una posizione unitaria che proprio in questi giorni sta per essere concordata in una serie di incontri interregionali.

Attualmente i lavoratori italiani sparsi nei vari Paesi europei sono circa 2 milioni e mezzo e, a causa della recessione economica, se ne prospetta un rientro massiccio in patria, mentre all'interno non accenna ad arrestarsi l'esodo dall'agricoltura e dal Meridione.

Eni: colpo da Addis A

Il nostro ente di Stato stava tra l'altro il pacchetto dell'Agio Eritreico. Le nazionalizzazioni depiste dei militari coinvolgono interessi italiani per centinaia di miliardi di lire

La prima notizia è arrivata fin dal 20 dicembre. L'Eni era stata avvertita che il governo etiopico intendeva vendere la sua partecipazione nel petrolio del paese. Il 3 febbraio, dopo una lunga trattativa, l'Ente di Stato aveva deciso di vendere la sua partecipazione al 50 per cento della compagnia petrolifera etiopica. La notizia era stata diffusa da un giornale di Addis Abeba.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Tempo dell'Unità

di Milano

del 21-2-75

3000 italiani fuori-legge

La vicenda dei 3300 italiani che lavorano in Eritrea (poco più di un terzo degli 8874 che compongono l'intera nostra collettività in Etiopia) ha colto il governo in quella situazione che i tecnici chiamano « vuoto legislativo ». La legge del 1973, che prevedeva assistenza ai profughi, è infatti scaduta il 31 dicembre 1974. L'ultimo governo Rumor si era impegnato a prorogarla, ma le vicende della crisi dell'autunno bloccarono l'iniziativa. Così, mentre dall'Eritrea incominciavano a giungere dispacci sempre più allarmanti sulla gravità della situazione, la presidenza del Consiglio è stata costretta a correre ai ripari. Sono allora state date disposizioni alle prefetture perché applicassero ai profughi italiani le stesse provvidenze contenute nella vecchia legge, in attesa di un decreto legge che ne prorogasse i termini di scadenza. E, per coordinare gli interventi, è stato costituito un comitato interministeriale, presieduto dal sottosegretario Granelli. Ma questo non è stato l'unico

fatto nuovo che ha condizionato l'iniziativa delle nostre autorità. A differenza del 1970, quando si dovette trovar rimedio alla situazione dei nostri connazionali espulsi dalla Libia, oggi ci si trova di fronte a gente che lascia la regione eritrea perché la loro vita è in pericolo. Ma, una volta giunti ad Addis Abeba, non è detto che tutti tornino.

Tutti « graditi » al governo etiopico

Ora le nostre autorità non sono in grado di valutare quanti italiani rientreranno. Obiettivamente, al di là dell'immediato pericolo fisico causato dal conflitto in atto, i nostri connazionali non hanno altri motivi per lasciare quel Paese, nel cui tessuto economico e sociale sono ormai perfettamente inseriti. Alcuni hanno la responsabilità di grosse imprese, ma la maggioranza è costituita da artigiani, commercianti, tecnici e operai specializzati. Tutta gente, in-

somma, appartenente al « cielo medio » e che sostanzialmente « sta bene ». Inoltre, è da aggiungere che sono tutti cittadini « graditi » al governo etiopico. Sono del resto gli stessi italiani rimasti dopo la fine della seconda guerra mondiale, cui si è aggiunto qualche parente. Ad eliminare gli « indesiderabili » ci aveva pensato il Negus, allontanando i compromessi col regime fascista.

Per quegli italiani, comunque, che non vorranno attendere ad Addis Abeba un'evoluzione della situazione ci sono già sette scali aerei pronti a riceverli: Milano-Malpensa, Brindisi, Napoli, Genova, Palermo, Roma e Venezia. Al loro arrivo saranno sistemati in albergo e riceveranno subito 500 mila lire per le prime necessità. Poi si occuperanno di loro il ministero del Lavoro e gli enti locali. Ma il problema non sarà tanto di procurare dei « sussidi » per questi profughi, quanto di farli ottenere la possibilità di continuare la loro attività.

FIorenzo CASCINI

prese come la Coca Cola. Sono interessi americani, gli stessi che i militari sembrano invece curare con particolare attenzione per assicurarsi l'approvvigionamento di armi e una tutta internazionale. Per quanto riguarda ancora gli italiani va ricordato che nel settore petrolifero è stata in-

Eni: colpo basso da Addis Abeba

Il nostro ente di Stato stava trattando per dividere fifty-fifty il pacchetto dell'Agip etiopica. Le nazionalizzazioni decise dai militari coinvolgono interessi italiani per centinaia di miliardi di lire

« Noi l'avevamo annunciato fin dal 20 dicembre. Chi non ci aveva creduto allora si deve convincere adesso ». Così ha affermato il portavoce dei militari etiopici al potere dopo l'annuncio, dato il 3 febbraio, delle massicce nazionalizzazioni. Il « Derg », o Consiglio militare etiopico, ha deciso di nazionalizzare quasi tutti i settori più importanti dell'economia nazionale. Lo Stato assume dunque la

gestione delle imprese alimentari, molitorie, chimiche, eccetera. Entra invece in possesso d'ufficio del 51 per cento della quota azionaria di altre grandi aziende. Ad essere colpiti sono interessi italiani, armeni e turchi, per il primo settore, italiani, inglesi e americani per il secondo, quello cioè energetico. Ma vediamo più da vicino gli italiani in Etiopia. A quanto ammontano i loro interessi? Difficile fare una cifra precisa.

Certo diverse centinaia di miliardi. A decine si contano le aziende, soprattutto quelle legate al settore agricolo. Esse sono state completamente nazionalizzate. Il governo militare ha assicurato che gli imprenditori saranno indennizzati. Ma la storia insegna che simili indennizzi tardano ad arrivare e non sono mai sufficienti a rimborsare dei capitali persi.

Perché il « Derg » si è deciso ad una misura così intransigente? Secondo alcuni osservatori, si tratta di una decisione presa per stornare l'attenzione dell'opinione pubblica internazionale dai gravi avvenimenti di Eritrea. E' possibile, ma bisogna tenere conto che in questo momento all'interno della classe dirigente etiopica si scontrano correnti diverse. Per esempio sono state nazionalizzate im-

piezionalizzata l'Agip, l'azienda del settore energetico dell'Eni. Il governo di Addis Abeba ha assunto il 51 per cento della quota azionaria. E' stato un brutto colpo per il nostro ente di Stato. Si sa infatti che erano in corso trattative per dividere equamente il pacchetto azionario. Si voleva evidentemente arrivare al fifty-fifty, che l'Eni adotta con la maggior parte degli Stati del Terzo Mondo dove opera. Secondo fonti ufficiose, la perdita della maggioranza azionaria sarebbe stata un colpo basso, soprattutto per il « modo » in cui l'operazione è stata condotta. Viene tuttavia sottolineato, in ambienti ufficiali dell'Eni, che il discorso con Addis Abeba è ancora aperto e non si esclude una composizione della vertenza.

PIERLUIGI GOLINO